

CONSEIL COMMUNAL DU 8 JUILLET 2025  
GEMEENTERAAD VAN 8 JULI 2025

NOTES EXPLICATIVES  
TOELICHTINGSNOTA

Ouverture de la séance à 19:30  
Opening van de zitting om 19:30

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

**AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN**

**Secrétariat - Secretariaat**

**1 Approbation du procès-verbal du conseil communal.**

**Le conseil approuve les procès verbaux**

---

**Goedkeuring van het proces-verbaal van de gemeenteraad.**

**De raad keurt de proces-verbal van de zittingen van**

*1 annexe / 1 bijlage*

---

**2 Affaires générales - Mandats (Sibelga-Interfin) - Désignations - Revu**

LE CONSEIL,

Vu l'article 120, § 2 de la nouvelle loi communale ;

Vu les statuts des SCRL Sibelga-Interfin ;

DECIDE,

De désigner Monsieur Ahmed OUARTASSI, membre du Conseil communal, en qualité de candidat administrateur et délégué des SCRL Sibelga-Interfin .

---

**Algemene zaken - Mandaten (Sibelga-Interfin) - Aanstellingen - Herziening**

DE RAAD,

Gelet op artikel 120, §2 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de statuten van de CVBA Sibelga-Interfin;

BESLIST,

De heer Ahmed OUARTASSI, lid van de Gemeenteraad, aan te duiden als kandidaat-bestuurder en afgevaardigde van de CVBA Sibelga-Interfin.

---

**3 Affaires générales - Mandats (Mission Locale pour l'Emploi de Saint -Gilles) - Désignation.**

Le Conseil,

Vu le courrier du 12/02/2025 de la Mission locale de Saint-Gilles sollicitant la désignation d'un représentant de la Commune de Forest auprès des assemblées de ladite asbl dans le contexte du renouvellement des organes représentatifs ;

Considérant la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Décide :

De désigner Mme Oumnia Berrahal en qualité de représentante de la Commune de Forest auprès de l'Assemblée générale de la Mission locale de Saint-Gilles et de proposer sa candidature comme administrateur auprès du Conseil d'administration de ladite association.

---

**Algemene zaken - Mandaten (Mission Locale pour l'Emploi de saint-Gilles ) - Aanstelling.**

De Raad,

Gelet op de brief van 12/02/2025 van de Lokale Opdracht van Sint-Gillis waarin wordt verzocht om een vertegenwoordiger van de gemeente Vorst aan te duiden in de vergaderingen van genoemde vzw in het kader van de vernieuwing van de vertegenwoordigende organen;

Gelet op het voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

Beslist:

Mevrouw Oumnia Berrahal aan te duiden als vertegenwoordigster van de gemeente Vorst in de algemene vergadering van de Lokale Opdracht van Sint-Gillis en haar kandidatuur voor te dragen als bestuurder in de raad van bestuur van de genoemde vereniging.

---

**4 Affaires générales – Mandats (Brulocalis) – Désignation - Revu.**

Le Conseil,

Vu l'article 120 § 2 de la Nouvelle Loi communale ;

Considérant l'installation du nouveau Conseil communal en date du 1er décembre 2024 ;

Considérant qu'il y a lieu de procéder à la désignation de délégués communaux auprès des divers organismes intercommunaux et autres en raison de l'installation du nouveau conseil communal

Vu la décision du conseil communal du 21 janvier 2025 portant désignation d'un administrateur au conseil d'administration de l'asbl Brulocalis;

Vu les articles 6, 7 et 15 des statuts de l'asbl Brulocalis ;

Considérant que les articles 6 et 7 des statuts de Brulocalis prévoient que seuls les membres effectifs jouissent de la plénitude des droits accordés par la loi, notamment le droit de vote aux Assemblées générales.

Considérant que les membres effectifs sont, outre les fondateurs, les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, qui paient la cotisation fixée par l'Assemblée générale.

Considérant qu'en sa qualité, la commune de Forest doit nommer un représentant au sein de l'Assemblée générale de Brulocalis ;

Vu le courriel du 3 juin 2025 reçu de cette structure qui indique qu'un mandataire doit être désigné au sein de l'Assemblée générale ;

Considérant qu'il y a lieu de désigner un représentant de la commune de Forest au sein de l'Assemblée générale de Brulocalis ;

Décide:

- de désigner un représentant de la commune de Forest au sein de l'Assemblée générale de Brulocalis: Charles Spapens ;
- de désigner le cas échéant un représentant suppléant, au cas où le premier est formellement empêché d'y assister le jour où se tient l'assemblée générale.
- de transmettre cette délibération pour information à Brulocalis et à la personne désignée.

---

### **Algemene zaken – Mandaten (Brulocalis) – Aanstelling - Herziening.**

De gemeenteraad,

Gelet op artikel 120, §2 van de Nieuwe Gemeentewet;

Overwegende de installatie van de nieuwe gemeenteraad op 1 december 2024;

Overwegende dat er gemeentelijke afgevaardigden moeten worden benoemd in verschillende intergemeentelijke en andere organen als gevolg van de installatie van de nieuwe gemeenteraad;

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 21 januari 2025 betreffende de benoeming van een bestuurder in de raad van bestuur van de vzw Brulocalis;

Gelet op artikelen 6, 7 en 15 van de statuten van de vzw Brulocalis;

Overwegende dat artikelen 6 en 7 van de statuten van Brulocalis bepalen dat alleen werkende leden alle bij wet verleende rechten genieten, met inbegrip van het stemrecht op algemene vergaderingen;

Overwegende dat de werkende leden, naast de stichtende leden, de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zijn, die de door de algemene vergadering vastgelegde bijdrage betalen;

Overwegende dat de gemeente Vorst in haar hoedanigheid een vertegenwoordiger moet benoemen in de algemene vergadering van Brulocalis;

Gelet op de mail van 3 juni 2025 die van deze structuur werd ontvangen en waarin staat dat er een mandataris moet worden aangesteld in de algemene vergadering;

Overwegende dat een vertegenwoordiger van de gemeente vorst moet worden benoemd in de algemene vergadering van Brulocalis;

Beslist:

- om een vertegenwoordiger van de gemeente vorst te benoemen in de algemene vergadering van Brulocalis: Charles Spapens;
- om zo nodig een plaatsvervangende vertegenwoordiger aan te stellen als de eerste vertegenwoordiger formeel verhinderd is op de dag van de algemene vergadering;
- om deze beraadslaging ter informatie te bezorgen aan Brulocalis en de benoemde persoon.

---

## IT - IT

### 5 Affaires générales – Informatique – Projet WePulse – Cadre particulier « Finances ».

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale ;

Considérant qu'en 2020, les pouvoirs locaux ont pris l'initiative de solliciter les instances régionales afin de piloter des marchés publics en vue de disposer d'outils informatiques métiers modernes et adaptés à leurs besoins ;

Considérant qu'en réponse à cette demande :

- La Région de Bruxelles-Capitale et Paradigm (ancien Centre d'Informatique pour la Région Bruxelloise - CIRB) ont élaboré depuis 2020 un programme d'informatisation et de transformation digitale des pouvoirs locaux, dénommé WePulse ;
- Paradigm a été mandaté pour mettre ce programme à exécution ;
- Paradigm s'appuie sur l'asbl IRISteam pour la fourniture des services et des solutions de chaque domaine du programme WePulse, ainsi que pour la gestion contractuelle du programme ;

Considérant que le programme WePulse a été formellement lancé le 9 mars 2021 et qu'il s'inscrit dans une logique d'harmonisation des plateformes logicielles et de réalisation d'économies d'échelle, notamment par l'automatisation des processus et le partage des données entre domaines, et qu'il répond également aux exigences de la nouvelle comptabilité qui seront établies dans le cadre de l'Ordonnance sur les finances publiques de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant qu'il s'agit de l'implémentation de plateformes logicielles via la production d'une suite applicative unifiée, suivie d'un contrat de maintenance sur une durée de 10 ans ;

Considérant que la Région prend en charge l'investissement relatif au développement des solutions applicatives, notamment via un appel à projets du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales (FRBRTC), et que les communes conservent à leur charge le coût des licences logicielles et des maintenances (budget ordinaire), au plus tôt à partir de 2026 ;

Considérant que les domaines concernés sont les Finances, les Ressources Humaines (pour l'administration communale et le CPAS) et le domaine Social (spécifique au CPAS), le domaine GRC ayant été abandonné par manque d'adhésion ;

Vu la délibération du Conseil communal du 4 juillet 2023, décidant :

- D'adhérer formellement aux domaines Finances, GRC et Ressources Humaines du programme WePulse, aux conditions formulées dans le tableau des prix en annexe et le document joint, l'adhésion formelle à un domaine entraînant de facto l'adhésion au domaine des services IT ;
- De répondre favorablement à l'appel à projets du FRBRTC pour financer la quote-part de la Commune dans l'investissement nécessaire à la fourniture, par Paradigm, des services et solutions applicatives des domaines visés par cette délibération ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 14 septembre 2023 de répondre à l'appel à candidatures du FRBRTC pour les domaines Finances et Ressources Humaines (Hard et Soft) ;

Vu la délibération du Conseil communal du 26 mars 2024, décidant d'approuver la convention de prêt

conclue en exécution de l'arrêté du 7 décembre 2023 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, relative au financement octroyé aux pouvoirs locaux pour financer la transformation numérique, annexée à la délibération pour en faire partie intégrante, entre la Commune de Forest, le CPAS de Forest, le FRBRTC et le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, prévoyant le financement suivant :

- 788.692,58 euros pour l'administration communale de Forest (452.550,12 euros en 2024 et 336.142,46 euros en 2025) ;
- 397.287,70 euros pour le CPAS de Forest ;

Vu la décision du Conseil communal du 19 novembre 2024 approuvant la convention de mise à disposition de services de développement de solutions applicatives dans les différents domaines du programme WePulse (Contrat faitier) et ses annexes ;

Vu les décisions du Conseil communal du 25 mars 2025 portant, d'une part, sur un avenant au Contrat faitier et, d'autre part, sur l'adoption de la convention de mandat IRISteam relative au transfert des données ;

Considérant que, pour finaliser la structure contractuelle, il convient aujourd'hui de conclure le contrat-cadre particulier pour le domaine Finances, avec les annexes suivantes :

- Cadre particulier relatif au domaine Finances ;
- Annexe 1.1 : Fiche service du volet Build ;
- Annexe 1.2 : Engagement Qualité Service – Opérations et Transitions (Build) ;
- Annexe 1.3 : Liste des services spécifiques liés à l'exécution du mandat et coût maximal de ces services spécifiques ;
- Annexe 1.4 : Convention de sous-traitance relative (DPA) au traitement de données à caractère personnel pour le domaine Finances ;
- Annexe 2.1 : Fiche service du volet Run ;
- Annexe 2.2 : Engagement Qualité Service – Opérations et Transitions (Run) ;

Considérant que ce contrat-cadre particulier précise les fonctionnalités et les coûts à charge des pouvoirs locaux, notamment pour le domaine Finances :

- 376.400 euros TVAC pour le volet Build, financés par le FRBRTC ;
- 45.596 à 73.921 euros TVAC pour le volet Build, à charge de la Commune ;
- 98.377 à 133.662 euros TVAC pour le volet Run, annuellement à charge de la Commune ;

Considérant les différentes problématiques identifiées dans le cadre du projet WePulse, notamment :

- L'interopérabilité entre les applications WePulse Finances, RH et Social est garantie et prise en charge par le programme. L'interopérabilité entre les applications WePulse et les logiciels actuellement utilisés par la Commune est partiellement couverte par le programme. La solution WePulse Finances sera ouverte à l'interopérabilité et à l'interfaçage (API ouverte), mais les éventuels coûts facturés par les fournisseurs des logiciels actuels pour assurer cette interopérabilité seront à charge de la Commune. Ces coûts sont estimés entre 400.000 et 800.000 euros HTVA, à répartir entre les pouvoirs locaux concernés. Ce montant ne couvre pas les autres services spécifiques potentiels, qui resteront à charge des pouvoirs locaux et seront gérés conformément aux mécanismes décrits dans le cadre particulier ;
- Les données historiques seront reprises, transformées et intégrées dans la base de données WePulse Finances, développée sur la solution Microsoft Dynamics, selon la stratégie définie pour le domaine. Un volet archivage est prévu et décrit dans les fiches techniques. La solution retenue permettra aux pouvoirs locaux de continuer à consulter, via les applications comptables et financières actuelles, les documents et mouvements financiers clôturés, pendant une période de 10 ans. Ce service pourra être prolongé, aux frais du pouvoir local, au-delà de ce délai. La propriété des données est garantie et une clause de réversibilité est prévue en fin de contrat.

L'exploitation des données via les fonctionnalités déployées relèvera de la responsabilité de la Commune et se fera conformément aux règles établies. L'opération de récupération des données historiques nécessitera l'octroi d'un mandat par la Commune à IRISteam ;

- Le déploiement effectif de la solution Finances pourra démarrer au 1er janvier ou à chaque premier jour d'un trimestre. IRISteam précise que, si un démarrage au 1er janvier est plus confortable pour la Commune, il pourrait complexifier le calendrier global des vagues de déploiement et imposer une extension des travaux de récupération des données historiques ;
- La conformité aux nouvelles dispositions du Règlement Général de Comptabilité communale (RCGG), autrement dit la maintenance légale, est garantie et comprise dans le coût du volet Run, à charge des pouvoirs locaux. Le programme prend en charge les coûts de conversion des données liés à la réforme des plans comptables, mais les vérifications, corrections éventuelles et la validation finale relèvent de la responsabilité et des frais du pouvoir local ;
- La formation des utilisateurs finaux sera organisée selon la méthode « Train the trainers », qui a donné satisfaction à la Ville de Liège. Le budget ne permet pas d'envisager d'autre formule de formation ;
- Qu'une clause de sortie anticipée du volet Run, dérogeant aux dispositions du contrat-cadre particulier, est prévue dans l'hypothèse où les pouvoirs locaux ayant adhéré constatent que le projet Finances n'évolue pas comme prévu

Considérant qu'il convient de souligner que ce cadre garantit le support d'IRISteam pendant toute la phase d'exploitation et de maintenance, définie à 10 ans, ce qui constitue un atout important ;

Considérant que les montants à charge de la Commune sont significatifs, mais qu'à ce stade, il n'est pas démontré qu'une solution alternative coûterait moins cher, surtout si la Commune devait s'appuyer uniquement sur ses propres ressources, et qu'il n'est pas avéré qu'une solution alternative répondant aux besoins puisse être mise en œuvre en interne à ce jour

DECIDE :

De confirmer son adhésion au domaine Finances du programme WePulse, sous réserve des conditions suivantes :

- Que les logiciels de gestion financière actuellement utilisés puissent fonctionner en parallèle le temps de l'implémentation définitive de la nouvelle solution ;
- Que l'asbl IRISteam garantisse un accompagnement et des ressources suffisantes pendant toute la phase de déploiement ;
- Qu'un interfaçage entre les différents outils et logiciels soit garanti ;
- Que la Commune de Forest ne soit pas désignée comme commune pilote pour ce projet.

---

#### **Algemene zaken – Informatica – Project WePulse – Specifiek kader 'Financiën'.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Overwegende dat de lokale besturen in 2020 het initiatief hebben genomen om de gewestelijke instanties te verzoeken om overheidsopdrachten te coördineren, met het oog op de beschikking over moderne, aangepaste IT-tools die afgestemd zijn op hun behoeften;

Overwegende dat naar aanleiding van dit verzoek:

- Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en Paradigm (het voormalige Centrum voor Informatica voor het Brusselse Gewest - CIBG) sinds 2020 een informatiserings- en digitaliseringsprogramma voor de lokale besturen hebben uitgewerkt, onder de naam WePulse;
- Paradigm werd aangesteld om dit programma uit te voeren;
- Paradigm voor de levering van de diensten en oplossingen binnen elk domein van het

programma WePulse, evenals voor het contractbeheer, beroep doet op de vzw IRISteam;

Overwegende dat het programma WePulse officieel werd gelanceerd op 9 maart 2021 en kadert binnen een logica van harmonisatie van softwareplatformen en het realiseren van schaalvoordelen, onder meer door de automatisering van processen en het delen van gegevens tussen verschillende domeinen, en dat het programma tevens zou beantwoorden aan de nieuwe boekhoudkundige vereisten die zullen worden vastgelegd in het kader van de Gewestelijke Ordonnantie op de overheidsfinanciën van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat het gaat om de implementatie van softwareplatformen via de ontwikkeling van een eengemaakt applicatiepakket, gevolgd door een onderhoudscontract over een periode van 10 jaar;

Overwegende dat het Gewest de investering voor de ontwikkeling van de applicatieoplossingen voor zijn rekening neemt, onder meer via een projectoproep van het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën (BGHGT), en dat de gemeenten zelf blijven instaan voor de kosten van de softwarelicenties en het onderhoud (gewone begroting), ten vroegste vanaf 2026;

Overwegende dat de betrokken domeinen Financiën, Human Resources (voor het gemeentebestuur en het OCMW) en het domein Sociale Zaken (specifiek voor het OCMW) zijn, en dat het domein CRM wegens gebrek aan belangstelling werd opgegeven;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 4 juli 2023, waarbij werd beslist:

- Formeel toe te treden tot het FIN-, CRM- en HRM-domein van het WePulse-programma volgens de voorwaarden beschreven in de prijstabel in de bijlage en in het bijgevoegde document, waarbij de formele toetreding tot een domein de facto leidt tot de formele toetreding tot het domein van de IT-diensten;
- Positief te antwoorden op de projectoproep van het BGHGT voor de financiering van het aandeel van de gemeente in de noodzakelijke investering voor de levering door Paradigm van de diensten en applicatieoplossingen voor de in deze beraadslaging bedoelde domeinen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 14 september 2023 om in te gaan op de oproep tot kandidaatstellingen van het BGHGT voor de domeinen Financiën en Human Resources (Hard en Soft);

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 26 maart 2024 tot goedkeuring van de leningsovereenkomst, in uitvoering van het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 7 december 2023, betreffende de financiering toegekend aan de plaatselijke besturen voor de digitale transformatie, die als bijlage bij de beraadslaging werd gevoegd en er integraal deel van uitmaakt, tussen de gemeente Vorst, het OCMW van Vorst, het BGHGT en de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, met volgende financiering:

- 788.692,58 euro voor het gemeentebestuur van Vorst (452.550,12 euro in 2024 en 336.142,46 euro in 2025);
- 397.287,70 euro voor het OCMW van Vorst;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 19 november 2024 tot goedkeuring van de overeenkomst voor de terbeschikkingstelling van diensten voor de ontwikkeling van applicatieoplossingen in de verschillende domeinen van het WePulse-programma (het koepelcontract) en de bijlagen;

Gelet op de beslissingen van de Gemeenteraad van 25 maart 2025 betreffende enerzijds een bijlage bij het koepelcontract en anderzijds de goedkeuring van de mandaatovereenkomst met IRISteam inzake de gegevensoverdracht;

Overwegende dat het, om de contractuele structuur af te ronden, vandaag nodig is om het specifieke

kadercontract voor het domein Financiën af te sluiten, met de volgende bijlagen:

- Specifiek kadercontract voor het domein Financiën;
- Bijlage 1.1: Dienstfiche Build;
- Bijlage 1.2: Kwaliteitsverbintenis dienst – operaties en transities (Build);
- Bijlage 1.3: Lijst van de specifieke diensten in verband met de uitvoering van het mandaat en maximumkosten van deze specifieke diensten;
- Bijlage 1.4: Onderaannemingsovereenkomst (DPA) betreffende de verwerking van persoonsgegevens voor het domein Financiën
- Bijlage 2.1: Dienstfiche Run
- Bijlage 2.2: Kwaliteitsverbintenis – operaties en transities (Run);

Overwegende dat dit specifieke kadercontract de functionaliteiten en de kosten ten laste van de lokale besturen verduidelijkt, in het bijzonder voor het domein Financiën:

- 376.400 euro inclusief BTW voor de Build-fase, gefinancierd door het BGHGT;
- 45.596 tot 73.921 euro inclusief BTW voor de Build-fase, ten laste van de gemeente;
- 98.377 tot 133.662 euro inclusief BTW voor de Run-fase, jaarlijks ten laste van de gemeente;

Overwegende de verschillende knelpunten die werden vastgesteld binnen het WePulse-project, met name:

- De interoperabiliteit tussen de WePulse-toepassingen voor Financiën, HRM en Sociale Zaken is gegarandeerd en wordt gedragen door het programma. De interoperabiliteit tussen de WePulse-toepassingen en de momenteel door de gemeente gebruikte software wordt gedeeltelijk door het programma gedekt. WePulse Financiën staat open voor interoperabiliteit en koppeling (open API), maar eventuele kosten die de huidige softwareleveranciers aanrekenen om deze interoperabiliteit te realiseren, zijn ten laste van de gemeente. Deze kosten worden geraamd tussen 400.000 en 800.000 euro exclusief btw, te verdelen onder de betrokken lokale besturen. Dit bedrag dekt niet de mogelijke andere specifieke diensten, die ten laste van de lokale besturen blijven en worden beheerd volgens de bepalingen van het specifieke kadercontract;
- De historische gegevens zullen worden overgenomen, getransformeerd en geïntegreerd in de WePulse Financiën-database, gebaseerd op Microsoft Dynamics, volgens de voor dit domein vastgelegde strategie. Een archiveringsmodule is voorzien, zoals beschreven in de technische fiches. Dankzij deze oplossing kunnen de lokale besturen gedurende een periode van 10 jaar de afgesloten documenten en financiële verrichtingen blijven raadplegen via de bestaande boekhoudkundige en financiële toepassingen. Deze dienst kan daarna, op kosten van het lokaal bestuur, verlengd worden. De eigendom van de gegevens blijft gewaarborgd en een omkeerbaarheidsclausule wordt voorzien bij het einde van het contract. De exploitatie van de gegevens via de beschikbare functionaliteiten valt onder de verantwoordelijkheid van de gemeente en gebeurt volgens de vastgelegde regels. Voor het ophalen van de historische gegevens is een mandaat van de gemeente aan IRISteam vereist;
- De effectieve uitrol van WePulse Financiën kan starten op 1 januari of op de eerste dag van een kwartaal. IRISteam merkt op dat een opstart op 1 januari voor de gemeente comfortabeler is, maar dat dit het algemene uitrolschema kan verstoren en bijkomende werkzaamheden vereist voor het ophalen van historische gegevens;
- De naleving van de nieuwe bepalingen van het Algemeen Reglement op de Gemeentelijke Comptabiliteit, met andere woorden de wettelijke basis, is gegarandeerd en inbegrepen in de kosten van de Run-fase, ten laste van de lokale besturen. Het programma draagt de kosten van de gegevensconversie in het kader van de hervorming van het rekeningstelsel, maar de controle, eventuele correcties en de definitieve validatie vallen onder de verantwoordelijkheid en zijn op kosten van het lokaal bestuur;
- De opleiding van eindgebruikers wordt georganiseerd volgens het principe "Train the trainers", dat met succes werd toegepast in de Stad Luik. Het beschikbare budget laat geen andere



opleidingsvorm toe;

- Dat een exit-clausule is voorzien voor de Run-fase van het contract, die afwijkt van de bepalingen van het specifieke kadercontract, indien de lokale besturen die zijn toegetreden zouden vaststellen dat het project Financiën niet evolueert zoals voorzien.

Overwegende dat dit kadercontract de garantie biedt van ondersteuning door IRISteam gedurende de volledige exploitatie- en onderhoudsfase van 10 jaar, wat een belangrijk voordeel vormt;

Overwegende dat de kosten voor de gemeente aanzienlijk zijn, maar dat er tot op heden geen bewijs is dat een alternatief goedkoper of realistisch is, zeker indien de gemeente hiervoor volledig afhankelijk zou zijn van eigen middelen en niet is aangetoond dat een alternatieve oplossing die aan de behoeften voldoet momenteel intern kan worden geïmplementeerd

**BESLIST:**

Zijn formele toetreding tot het domein Financiën van het WePulse-programma te bevestigen, onder de volgende voorwaarden:

- Dat de huidige software voor financieel beheer parallel kan blijven functioneren tot de definitieve implementatie van de nieuwe oplossing;
- Dat IRISteam voldoende ondersteuning en middelen garandeert gedurende de volledige uitrolfase;
- Dat een koppeling tussen de verschillende tools en software gewaarborgd wordt;
- Dat de gemeente Vorst niet wordt aangeduid als pilootgemeente voor dit project.

*7 annexes / 7 bijlagen*

---

## **FINANCES - FINANCIËN**

### **Budget/Règlements taxes - Begroting/belastingreglement**

#### **6 Finances - Budget 2025.**

LE CONSEIL,

Vu les articles 117, 241, 252, 255, 258bis et 259 de la Nouvelle loi communale ;

Considérant qu'il y a lieu de voter le budget ordinaire et extraordinaire 2025 et le plan triennal 2025-2026-2027 ;

DECIDE,

D'approuver le budget ordinaire et extraordinaire 2025 et le plan triennal 2025-2026-2027.

---

#### **Financien - Begroting 2025.**

DE RAAD,

Gelet op artikelen 117, 241, 252, 255, 258bis en 259 van de Nieuwe Gemeentewet;

Overwegende dat er moet worden overgegaan tot de stemming van de gewone en buitengewone begroting 2025 en het driejarenplan 2025-2026-2027;

**BESLIST**

---

**7 Finances – Immeuble sis avenue Van Volxem 364-376 (Le Métropole) – Taxe sur les immeubles bâtis partiellement ou totalement négligés ou délabrés (règlement-taxe du 16 décembre 2014 – 21007 2016 09 000002, 21007 2017 09 000003 et 21007 2018 09 000002) et taxe sur les immeubles bâtis partiellement ou totalement inoccupés ou inexploités (règlements-taxes des 17 décembre 2013 et 16 décembre 2014 – 21007 2016 16 000001, 21007 2017 16 000003, et 21007 2018 16 000001) – Convention de transaction – Ratification.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, et notamment ses articles 270, 123, 8° ;

Considérant que les étapes antérieures de ce dossier ont été exposées dans les motifs de sa délibération du 16 décembre 2024 (A/0015) à laquelle il y est renvoyé;

Considérant qu'à cette date, il a accordé au collège échevinal diverses autorisations à propos des instructions données à l'avocat municipal dans le cadre des contacts confidentiels destinés à savoir s'il est ou non envisageable de trouver une solution négociée ;

Considérant que les tractations se sont poursuivies entre parties au premier semestre 2025 et ont abouti au projet de convention de transaction reçu par la commune de Forest le 2 juin 2025 après-midi ;

Vu la délibération du collège échevinal du 5 juin 2025 dans ce dossier à propos dudit projet de convention de transaction du 2 juin 2025 après midi (BOS #49427) ;

Considérant que les motifs de cette délibération exposent la teneur et l'adéquation de ce projet aux décisions forestoises antérieurement prises dans ce dossier et les dernières modifications demandées et obtenues pour la commune de Forest ;

Qu'il résulte de son dispositif que le collège échevinal a pris la décision de conclure avec la S.A. JCX IMMO la convention de transaction reçue le 2 juin 2025 après-midi, sous réserve de ratification de cette convention par le conseil communal ;

Considérant que cette convention prévoit en effet notamment que le contrat de transaction ne sera parfait qu'à la condition qu'il ait été ratifié par une décision de son conseil communal et que cette décision de ratification n'ait pas été suspendue ou annulée par l'autorité de tutelle ;

Considérant qu'elle prévoit notamment que la Commune soumettra, dans les meilleurs délais possibles, cette convention au conseil communal en vue de sa ratification (art. 1, alinéa 1) ;

Vu les derniers échanges avec le conseil de la S.A. JCX IMMO exposant le souhait de sa cliente que la convention puisse être ratifiée et signée rapidement, et vu l'agenda prévisionnel des séances estivales des instances communales ;

Considérant que c'est en raison de ce souhait et de cet agenda que l'inscription du présent rapport à l'ordre du jour de la séance du conseil communal annoncée le 1<sup>er</sup> juillet 2025 a été demandée, au lieu de la demander pour sa séance suivante, espérée courant septembre 2025 ;

Considérant qu'il adhère et fait sien les motifs de la délibération précitée du collège échevinal du 5 juin 2025 (BOS#49427) décidant notamment de conclure avec la S.A. JCX IMMO la convention de transaction reçue le 2 juin 2025 après-midi par la commune, sous réserve de ratification de cette

DECIDE :

De ratifier la convention de transaction entre la commune de Forest et la S.A. JCX IMMO dans l'affaire visée au titre de la présente délibération reçue le 2 juin 2025 après-midi par la commune de Forest.

---

**Financiën – Onroerend goed gelegen Van Volxemlaan 364-376 (de Metropole) – Belasting op de gedeeltelijk of volledig verwaarloosde of vervallen bebouwde eigendommen (belastingreglement d.d. 16 december 2014 – 21007 2016 09 000002, 21007 2017 09 000003 en 21007 2018 09 000002) en belasting op gedeeltelijk of volledig onbewoonde of onuitgebate bebouwde eigendommen (belastingreglementen d.d. 17 december 2013 en 16 december 2014 – 21007 2016 16 000001, 21007 2017 16 000003 en 21007 2018 16 000001) – Dadingsovereenkomst - Bekrachtiging.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 123, 8° en 270;

Overwegende dat de voorgaande stappen van dit dossier werden uiteengezet in de motivering van zijn beraadslaging van 16 december 2024 (A/0015) waarnaar wordt verwezen;

Overwegende dat hij op die datum aan het schepencollege verschillende machtigingen heeft verleend met betrekking tot de instructies die aan de gemeentelijke advocaat zijn gegeven in het kader van vertrouwelijke contacten om te weten te komen of het al dan niet mogelijk is om een onderhandelde oplossing te vinden;

Overwegende dat de onderhandelingen tussen de partijen in de eerste helft van 2025 zijn voortgezet en hebben geleid tot de dadingsontwerpovereenkomst die de gemeente Vorst op 2 juni 2025 's middags heeft ontvangen;

Gelet op de beraadslaging van het college van burgemeester en schepenen van 5 juni 2025 in deze zaak over het genoemde ontwerp van dadingsovereenkomst van 2 juni 2025 's middags (BOS #49427);

Overwegende dat de motieven van deze beraadslaging de inhoud en de gepastheid van dit ontwerp uiteenzetten bij de Vorstse beslissingen die eerder in dit dossier zijn genomen en de laatste wijzigingen die zijn aangevraagd en verkregen voor de gemeente Vorst;

Overwegende dat uit het beschikkend gedeelte ervan blijkt dat het schepencollege beslist heeft, onder voorbehoud van bekrachtiging van deze overeenkomst door de gemeenteraad, de op 2 juni 2025 's middags ontvangen dadingsovereenkomst met de nv JCX IMMO te sluiten;

Overwegende dat deze overeenkomst immers met name bepaalt dat de dadingsovereenkomst slechts perfect zal zijn op voorwaarde dat deze is bekrachtigd bij besluit van de gemeenteraad en dat dit bekrachtigingsbesluit niet is opgeschort of vernietigd door de toezichthoudende overheid;

En dat ze met name bepaalt dat de gemeente deze overeenkomst zo snel mogelijk aan de gemeenteraad zal voorleggen met het oog op bekrachtiging (artikel 1, 1<sup>e</sup> lid);

Gelet op de laatste uitwisselingen met de raadsman van de nv JCX IMMO waarin de wens van zijn cliënt wordt geuit dat de overeenkomst snel kan worden geratificeerd en ondertekend, en gelet op de voorlopige agenda van de zomerezittingen van de gemeentelijke instanties;

Overwegende dat het vanwege deze wens en deze agenda is dat de inschrijving van dit verslag op de agenda van de vergadering van de gemeenteraad aangekondigd op 1 juli 2025 is gevraagd, in plaats van het te vragen voor de volgende vergadering, naar verwachting in september 2025;

Overwegende dat hij de motieven van voornoemde beraadslaging van het college van burgemeester en schepenen van 5 juni 2025 (BOS #49427) aanvaardt en onderschrijft, waarbij het namelijk beslist heeft, onder voorbehoud van bekrachtiging van deze overeenkomst door de gemeenteraad, de op 2 juni 2025 's middags ontvangen dadingsovereenkomst met de nv JCX IMMO te sluiten

BESLIST:

De dadingsovereenkomst tussen de gemeente Vorst en de nv JCX IMMO in de in de titel van huidige beraadslaging bedoelde zaak en op 2 juni 2025 's middags door de gemeente Vorst ontvangen te bekrachtigen.

*1 annexe / 1 bijlage*

---

## **RECEVEUR - ONTVANGER**

### **Recette - Ontvangsten**

- 8 **Finances - Plan 2025 - 2027 - Avenant n°1 à la convention du 18 décembre 2023 en exécution de l'article 4 de l'ordonnance du 8 avril 1993 créant le FRBRTC telle que modifiée par l'ordonnance du 24 novembre 2011.**

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 mai 2002, modifiant l'ordonnance du 8 avril 1993 portant création du Fonds régional bruxellois de refinancement des trésoreries communales (FRBRTC) ;

Vu les articles 117, 241, 252, 255, 258bis et 259 de la Nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu sa décision du 05 décembre 2023 d'approuver et de signer la convention avec le Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales dans le cadre d'une demande d'intervention fixée à 11.040.000 €;

Considérant la convention de prêt du 18 décembre 2023 établie entre le FRBRTC, le Gouvernement de la RBC, l'AC & le CPAS de Forest;

Considérant l'avenant n°1 relatif aux nouveaux plans financiers 2025-2027 et au rappel des obligations envers le FRBRTC;

Considérant que cet avenant n°1 remplace les articles 1, 8 et 11 de la convention de prêt du 18 décembre 2023;

Considérant que le nouveau Plan 2025-2027 établi avec l'aide de l'inspecteur régional doit être

soumis au vote du conseil communal ;

Vu la situation financière de la commune ;

DECIDE :

Article 1

D'approuver l'avenant n°1 ainsi que ses annexes entre le Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, la commune de Forest et le CPAS de Forest dans le cadre du nouveau Plan 2025-2027 ;

Article 2

De transmettre la présente délibération et l'avenant n°1 à la convention au Fonds régional bruxellois de refinancement des trésoreries communales ;

Article 3

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations à transmettre à l'autorité de tutelle.

---

**Financiën - Plan 2025-2027 - Aanhangsel nr. 1 bij de overeenkomst van 18 december 2023 in uitvoering van artikel 4 van de ordonnantie van 8 april 1993 houdende oprichting van het BGHGT zoals gewijzigd door de ordonnantie van 24 november 2011.**

DE RAAD,

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 2 mei 2002 tot wijziging van de ordonnantie van 8 april 1993 houdende oprichting van het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën (BGHGT);

Gelet op de artikelen 117, 241, 252, 255, 258bis en 259 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de beslissing van 05 december 2023 om de overeenkomst met het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën goed te keuren en te ondertekenen in het kader van een aanvraag tot tussenkomst vastgelegd op 11.040.000 €;

Overwegende de leenovereenkomst van 18 december 2023 tussen het BGHGT, de regering van het BHG, het gemeentebestuur en het OCMW van Vorst;

Overwegende aanhangsel nr. 1 met betrekking tot de nieuwe financiële plannen 2025-2027 en de herinnering aan de verplichtingen t.a.v. het BGHGT;

Overwegende dat aanhangsel nr. 1 artikels 1,8 et 11 van de leenovereenkomst van 18 december 2023 vervangt;

Overwegende dat het nieuwe Plan 2025-2027, opgesteld met behulp van een gewestelijke inspecteur, ter stemming aan de gemeenteraad moet worden voorgelegd;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

BESLIST,

Artikel 1

Aanhangsel nr. 1 met bijlagen tussen het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën, de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de gemeente en het OCMW van Vorst goed te keuren in het kader van een nieuw Plan 2025-2027;

## Artikel 2

Deze beraadslaging en aanhangsel nr. 1 over te maken aan het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën;

## Artikel 3

Deze beraadslaging op te nemen in de lijst van de beraadslagingen die aan de toezichthoudende overheid moeten worden overgemaakt.

*2 annexes / 2 bijlagen*

---

## FINANCES - FINANCIËN

### Taxes - Belastingen

#### 9 Finances – Redevance sur la célébration civile des mariages librement demandée par les particuliers – Règlement – Renouvellement – Modifications.

LE CONSEIL,

Vu le règlement-redevance relatif à la célébration civile des mariages librement demandée par les particuliers, voté par le conseil communal le 14 octobre 2014 ;

Vu l'article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle loi communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Considérant que Monsieur le Bourgmestre a choisi d'exercer les fonctions d'Officier de l'Etat civil ;

Considérant que dès lors la célébration des mariages les jeudis matin est difficilement compatible avec la présidence des séances du Collège échevinal par Monsieur le Bourgmestre ;

DECIDE :

de modifier comme suit le règlement-redevance sur la célébration civile des mariages librement demandée par les particuliers :

#### Article 1.

Il est établi à partir du *1er aout 2025* une redevance sur la célébration civile des mariages librement demandée par les particuliers.

#### Article 2.

Les mariages civils célébrés le mardi entre *10h00* et *12h (dernier mariage à 11h30)* ne sont pas

soumis à la perception d'une redevance.

### Article 3.

La redevance est fixée comme suit:

|          | <i>10h à 12h (dernier mariage à 11h30)</i> | <i>12h à 15h30 (dernier mariage à 15h00)</i> |
|----------|--------------------------------------------|----------------------------------------------|
| Lundi    | 100 €                                      | 100 €                                        |
| Mardi    | 0 €                                        | 100 €                                        |
| Mercredi | 100 €                                      | 100 €                                        |
| Jeudi    | ----                                       | 100 €                                        |
|          | <i>10h à 12h (dernier mariage à 11h30)</i> | <i>à partir de 14h</i>                       |
| Vendredi | 100 €                                      | 450 €                                        |
| Samedi   | 180 €                                      | 450 €                                        |

### Article 4.

Les mariages célébrés en dehors des jours et heures fixés aux articles 2 et 3 donneront lieu à la perception d'une redevance de 450,00 €.

Les jours fériés légaux sont assimilés aux dimanches.

### Article 5.

Les réservations des cérémonies de mariage librement demandées sont accordées par l'Officier de l'Etat Civil.

### Article 6.

Les redevances réclamées conformément au présent règlement sont payables au comptant et anticipativement, après l'accord de l'Officier de l'Etat Civil, au Receveur communal, à ses préposés ou aux agents désignés à cet effet.

### Article 7.

Les redevances fixées dans le présent règlement sont d'application pour tout mariage dont la réservation est intervenue après le *1er aout 2025*.

---

## **Financiën – Retributie voor de burgerlijke voltrekking van huwelijken vrij aangevraagd door particulieren – Reglement – Hernieuwing – Wijzigingen.**

DE RAAD,

Gelet op het retributiereglement op de burgerlijke voltrekking van huwelijken vrij aangevraagd door particulieren, goedgekeurd door de gemeenteraad op 14 oktober 2014;

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikels 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Overwegende dat de Burgemeester ervoor gekozen heeft de functie van ambtenaar van de burgerlijke stand uit te oefenen;

Overwegende dat de voltrekking van huwelijken op donderdagochtend niet compatibel is met het voorzitterschap van de zittingen van het College van Schepenen door de Burgemeester;

## BESLIST

Het retributiereglement voor de burgerlijke voltrekking van huwelijken vrij aangevraagd door particulieren als volgt te wijzigen:

### Artikel 1.

Vanaf 1 augustus 2025 wordt er een retributie gevestigd op de burgerlijke voltrekking van huwelijken vrij aangevraagd door particulieren.

### Artikel 2.

Voor burgerlijke huwelijken voltrokken op dinsdag tussen 10u en 12u (laatste huwelijk om 11u30) wordt er geen retributie geheven.

### Artikel 3.

De retributie wordt als volgt vastgesteld:

|           | <i>10u tot 12u (laatste huwelijk om 11u30)</i> | <i>12u tot 15u30 (laatste huwelijk om 15u00)</i> |
|-----------|------------------------------------------------|--------------------------------------------------|
| Maandag   | 100 €                                          | 100 €                                            |
| Dinsdag   | 0 €                                            | 100 €                                            |
| Woensdag  | 100 €                                          | 100 €                                            |
| Donderdag | ----                                           | 100 €                                            |
|           | <i>10u tot 12u (laatste huwelijk om 11u30)</i> | <i>vanaf 14u</i>                                 |
| Vrijdag   | 100 €                                          | 450 €                                            |
| Zaterdag  | 180 €                                          | 450 €                                            |

### Artikel 4.

De huwelijken voltrokken buiten de dagen en uren vastgelegd in artikel 2 en 3 geven aanleiding tot de inning van een retributie van 450,00 €.

Wettelijke feestdagen worden gelijkgesteld met zondagen.

### Artikel 5.

Reservaties voor vrij aangevraagde huwelijksplechtigheden worden toegestaan door de ambtenaar van de burgerlijke stand.

### Artikel 6.

De overeenkomstig onderhavig reglement gevorderde retributies dienen na het akkoord van de ambtenaar van de burgerlijke stand contant en vooraf betaald te worden aan de gemeenteontvanger, aan zijn beampten of aan de daartoe aangeduide agenten.

### Artikel 7.



De in dit reglement vastgelegde retributies zijn van toepassing op alle huwelijken waarvoor de reservatie gebeurde na 1 augustus 2025.

2 annexes / 2 bijlagen

---

10 **Finances - Prise en charge par l'administration fiscale régionale de l'établissement et du recouvrement des centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique.**

Le Conseil,

Vu l'article 170 §4 de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique, article 13 §2 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 janvier 2017 établissant les modalités de certains actes prévus par l'ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique, article 4/1 ;

Considérant que l'administration fiscale régionale assurera l'établissement, l'enrôlement, la perception et le recouvrement des centimes additionnels à la taxe régionale sur l'hébergement touristique pour l'exercice d'imposition 2026, pour autant que la commune émette le souhait de bénéficier de ce service avant le 30 juin 2025 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE,

Article 1<sup>er</sup>

De charger l'administration fiscale de la Région de Bruxelles-Capitale de l'établissement, de l'enrôlement, de la perception et du recouvrement des centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements touristiques, pour l'exercice d'imposition 2026.

Article 2

De charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de la notification de cette décision conformément à l'article 4/1 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 janvier 2017 établissant les modalités de certains actes prévus par l'ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique.

---

**Financiën - Tenlasteneming door de gewestelijke fiscale administratie van de heffing, de inkohiering, de inning en de invordering van de gemeentelijke opcentiemen op de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies.**

De Raad,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies, artikel 13 §2;

Gelet op besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 januari 2017 tot vaststelling van de modaliteiten van bepaalde handelingen voorzien door de ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies, artikel 4/1;

Overwegende dat de gewestelijke fiscale administratie slechts zal instaan voor de heffing, de inkohiering, de inning en de invordering van de gemeentelijke opcentiemen op de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies voor aanslagjaar 2026 in zoverre de gemeente voor 30 juni 2025 de wens uit om van deze dienstverlening gebruik te maken;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLIST,

#### Artikel 1

De fiscale administratie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te belasten met de heffing, de inkohiering, de inning en de invordering van de opcentiemen op de gewestelijke belasting op de inrichtingen van toeristisch logies voor aanslagjaar 2026.

#### Artikel 2

Het College van Burgemeester en Schepenen te belasten met de mededeling van deze beslissing aan de gewestelijke fiscale administratie overeenkomstig artikel 4/1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 januari 2017 tot vaststelling van de modaliteiten van bepaalde handelingen voorzien door de ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies.

---

### 11 **Finances – Taxe sur les évènements sportifs organisés dans un lieu permettant d’accueillir plus de 500 personnes – Règlement – Renouvellement – Modifications.**

LE CONSEIL,

Vu l’article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l’article 252 de la Nouvelle loi communale qui impose l’équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l’ordonnance du 3 avril 2014 relative à l’établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement-taxe sur évènements sportifs organisés dans un lieu permettant d’accueillir plus de 500 personnes voté par le conseil communal le 19 décembre 2023 ;

Considérant qu’un certain nombre d’éléments factuels conduisent à une évolution défavorable des recettes de la commune ;

Considérant que le taux de la taxe sur les évènements sportifs est justifié par l’accroissement des charges grevant les finances communales ;

Considérant que l’objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu’elle entend mener, ainsi que d’assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste

de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant que les établissements situés sur le territoire de la commune de Forest peuvent bénéficier de toutes les infrastructures communales mises à la disposition des personnes physiques résidant ou non sur le territoire de la commune, en ce compris de ses voiries dont l'entretien représente un coût certain et non négligeable et que tous ces avantages constituent une plus-value certaine ;

Considérant que la commune doit percevoir des recettes pour assurer des dépenses ;

Considérant qu'il y a lieu de compenser les pertes résultant de l'absence de recettes provenant des centimes additionnels qui ne sont pas perçus sur l'impôt des personnes physiques dans le chef de personnes qui auraient pu occuper les espaces affectés à des événements sportifs ;

Considérant que les communes ont pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité publiques sur les places, dans les rues, lieux et édifices publics ;

Considérant que l'organisation de manifestations sportives sur le territoire de la commune a un impact sur la tranquillité, la sécurité et la salubrité publiques, les matchs de football constituant en outre et généralement un trouble évident auprès de la population ;

Considérant que la gestion négociée de l'espace public lors de tels événements impacte la charge de travail des services communaux tant en ce qui concerne la préparation, l'encadrement mais aussi le rétablissement de la tranquillité et de la salubrité publiques et ce, notamment à travers la mise à disposition de matériel, l'interdiction ponctuelle d'occupation de la voie publique ainsi que pour maintenir le domaine public propre à l'issue de ces événements ;

Considérant que l'autorité communale détient son pouvoir de taxation de l'article 170 §4 de la Constitution ; qu'il lui appartient, dans le cadre de son autonomie fiscale, de déterminer les bases et l'assiette des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins qu'elle estime devoir pourvoir, sous la seule réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts ; que, sous réserve des exceptions déterminées par la loi, l'autorité communale choisit sous le contrôle de l'autorité de tutelle, la base des impôts levés par elle ;

Considérant que la détermination tant de la matière imposable que des redevables d'un impôt participe de l'autonomie fiscale reconnue à l'autorité communale ; qu'elle dispose, en la matière, d'un pouvoir discrétionnaire qu'elle exerce en tenant compte de ses besoins financiers spécifiques ;

DECIDE :

de modifier le règlement-taxi sur les événements sportifs organisés dans un lieu permettant d'accueillir plus de 500 personnes :

#### Article 1

Il est établi pour l'exercice 2025 à partir du 1/8/25, et ensuite pour les exercices 2026 à 2031 une taxe annuelle sur les événements sportifs organisés dans un lieu permettant d'accueillir plus de 500 personnes.

Par événement sportif, on entend l'événement sportif se déroulant dans le cadre d'une compétition

ou d'une épreuve sportive pratiquées selon les règles fixées par une fédération sportive régionale, nationale ou internationale.

## Article 2

La taxe est due par la personne physique ou morale qui exploite le lieu dans laquelle l'évènement sportif est organisé ou, à défaut d'exploitant connu de la commune, par le propriétaire de ce lieu.

Lorsque le redevable est une association non dotée de la personnalité juridique, la taxe est due solidairement et indivisiblement par chacun de ses membres.

## Article 3

§ 1<sup>er</sup> : Le montant de la taxe sur les évènements sportifs est fixé comme suit :

- Evènement sportif organisé dans un lieu permettant d'accueillir plus de 500 personnes sans en excéder 1.000 au cours d'une même séance, prix par évènement sportif :

| 2025(1/08) | 2026       | 2027       | 2028       | 2029       | 2030       | 2031       |
|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| 3.866,55 € | 3.943,88 € | 4.022,76 € | 4.103,22 € | 4.185,28 € | 4.268,99 € | 4.354,37 € |

- Evènement sportif organisé dans un lieu permettant d'accueillir jusqu'à 2.500 personnes au cours d'une même séance, prix par évènement sportif :

| 2025(1/08) | 2026       | 2027       | 2028       | 2029       | 2030       | 2031       |
|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| 7.733,13 € | 7.887,79 € | 8.045,55 € | 8.206,46 € | 8.370,59 € | 8.538,00 € | 8.708,76 € |

- Evènement sportif organisé dans un lieu permettant d'accueillir jusqu'à 5.000 personnes au cours d'une même séance, prix par évènement sportif :

| 2025(1/08)  | 2026        | 2027        | 2028        | 2029        | 2030        | 2031        |
|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| 11.986,38 € | 12.226,11 € | 12.470,63 € | 12.720,04 € | 12.974,44 € | 13.233,93 € | 13.498,61 € |

- Evènement sportif organisé dans un lieu permettant d'accueillir plus de 5.000 personnes au cours d'une même séance, prix par évènement sportif :

| 2025(1/08)  | 2026        | 2027        | 2028        | 2029        | 2030        | 2031        |
|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| 17.786,26 € | 18.141,99 € | 18.504,83 € | 18.874,93 € | 19.252,43 € | 19.637,48 € | 20.030,23 € |

§ 2 : Le montant de la taxe est majoré ou diminué de la manière suivante :

- Lorsque moins de 75 évènements sportifs sont organisés dans un même lieu et au cours d'une même année : diminution de 10 % ;

- Lorsque plus de 125 évènements sportifs sont organisés dans un même lieu et au cours d'une même année : majoration de 10 %.

## Article 4

L'Administration communale adresse au redevable un formulaire de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment complété, daté et signé au plus tard le 31 janvier de l'année suivant l'exercice d'imposition.

Les contribuables qui n'ont pas reçu le formulaire sont tenus d'en réclamer un. Tout contribuable est, en tout état de cause, tenu de déclarer spontanément à l'Administration les éléments nécessaires à la taxation au plus tard à la date fixée à l'alinéa premier.

La déclaration reste valable jusqu'à révocation.

#### Article 5

A défaut de déclaration dans le délai prévu à l'article 4 ou en cas de déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable, le redevable est imposé d'office d'après les éléments dont l'administration peut disposer.

Avant de procéder à la taxation d'office, le Collège des Bourgmestre et Echevins notifie au redevable, par lettre recommandée, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées selon l'échelle de graduation suivante :

- Première infraction : majoration de 25 % ;
- Deuxième infraction, quelle que soit l'année où la première infraction a été commise : majoration de 50 % ;
- Troisième infraction, quelle que soit l'année où la deuxième a été commise : majoration de 100 % ;
- A partir de la quatrième infraction, quelle que soit l'année où la troisième a été commise : majoration de 200%.

Le montant de cette majoration est également enrôlé.

#### Article 6

Les infractions au présent règlement sont constatées par les fonctionnaires assermentés et spécialement désignés à cet effet par le collège échevinal. Les procès-verbaux qu'ils rédigent font foi jusqu'à preuve du contraire.

#### Article 7

La taxe est recouvrée par voie de rôle et est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

#### Article 8

Lorsque la taxe a été enrôlée au nom de l'exploitant et que celui-ci est défaillant, le propriétaire du lieu dans lequel l'évènement sportif est organisé est solidairement responsable du paiement de la taxe.

## **personen kan ontvangen – Reglement – Hernieuwing – Wijzigingen.**

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op het belastingreglement op sportevenementen georganiseerd in een plaats die meer dan 500 personen kan onthalen, goedgekeurd door de gemeenteraad op *19 december 2023*;

Overwegende dat een bepaald aantal feitelijke elementen leiden tot een ongunstige evolutie van de ontvangsten van de gemeente;

Overwegende dat het tarief van de belasting op de sportevenementen gerechtvaardigd is omwille van de alsmaar stijgende lasten die op de gemeentelijke financiën wegen;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de vestigingen gelegen op het grondgebied van de gemeente Vorst gebruik kunnen maken van alle gemeentelijke infrastructuur die ter beschikking staan van de natuurlijke personen die al dan niet op het grondgebied van de gemeente wonen, met inbegrip van het wegennet waarvan het onderhoud een zekere en niet verwaarloosbare kost vertegenwoordigt en dat al deze voordelen een zekere meerwaarde vormen;

Overwegende dat de gemeente inkomsten dient te ontvangen om uitgaven te kunnen verzekeren;

Overwegende dat er moet worden overgegaan tot de compensatie van de verliezen die voortvloeien uit het gebrek aan inkomsten afkomstig van de opcentiemen die niet geïnd worden op de personenbelasting uit hoofde van personen die de ruimten, ingenomen door sportevenementen, hadden kunnen bezetten;

Overwegende dat de gemeenten tot taak hebben het voorzien, ten behoeve van de inwoners, in een goede politie, met name over de zindelijkheid, de gezondheid, de veiligheid en de rust op openbare wegen en plaatsen en in openbare gebouwen;

Overwegende dat het organiseren van sportevenementen op het grondgebied van de gemeente een impact heeft op de openbare rust, veiligheid en gezondheid omdat voetbalwedstrijden doorgaans ook duidelijk overlast onder de bevolking geven;

Overwegende dat het genegotieerd beheer van de openbare ruimte tijdens dergelijke evenementen een invloed heeft op de werklast van de gemeentelijke diensten, zowel wat de voorbereiding als wat

het toezicht betreft, maar ook wat het herstel van de openbare rust en gezondheid betreft, met name door het ter beschikking stellen van materiaal, het specifieke verbod op gebruik van de openbare weg en het schoonhouden van het openbaar domein na afloop van deze evenementen;

Overwegende dat de gemeentelijke overheid haar bevoegdheid tot het heffen van belastingen ontleent aan artikel 170 §4 van de Grondwet; dat ze in het kader van haar fiscale autonomie de basis en de grondslag bepaalt van de belastingen waarvan zij de noodzaak beoordeelt naargelang de behoeften waarin ze meent te moeten voorzien, met de enige beperking opgelegd door de Grondwet, nl. de bevoegdheid van de wetgever om de gemeenten te verbieden bepaalde belastingen te heffen; dat de gemeentelijke overheid, onverminderd de bij wet bepaalde uitzonderingen, onder toezicht van de toezichthoudende overheid de basis kiest van de belastingen die ze heft;

Overwegende dat zowel de bepaling van de belastbare materie als deze van de belastingplichtigen behoort tot de fiscale autonomie toegekend aan de gemeentelijke overheid; dat zij in deze materie beschikt over een discretionaire bevoegdheid die zij uitoefent rekening houdend met haar specifieke financiële behoeften;

## BESLIST

Het belastingreglement op sportevenementen georganiseerd in een plaats die meer dan 500 personen kan onthalen, te wijzigen:

### Artikel 1

Er wordt voor het dienstjaar 2025 vanaf 1/8/25, en vervolgens voor de dienstjaren 2026 tot 2031 een jaarlijkse belasting geheven op de sportevenementen georganiseerd in een plaats die meer dan 500 personen kan ontvangen.

Onder sportevenementen dient te worden verstaan: het sportevenement dat plaatsvindt in het kader van een wedstrijd of van een sportproef uitgevoerd volgens de regels vastgelegd door een regionale, nationale of internationale sportfederatie.

### Artikel 2

De belasting is verschuldigd door de natuurlijke of rechtspersoon die de plaats uitbaat waarin het sportevenement georganiseerd wordt of, wanneer de uitbater door de Gemeente niet gekend is, door de eigenaar van deze plaats.

Wanneer de belastingplichtige een vereniging is die geen rechtspersoonlijkheid heeft, is de belasting hoofdelijk en ondeelbaar verschuldigd door elk van haar leden.

### Artikel 3

§ 1: Het bedrag van de belasting op sportevenementen wordt als volgt vastgesteld:

- Sportevenement georganiseerd in een plaats die meer dan 500 personen kan onthalen maar niet meer dan 1.000 tijdens eenzelfde voorstelling, prijs per sportevenement:

| 2025(1/08) | 2026       | 2027       | 2028       | 2029       | 2030       | 2031       |
|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| 3.866,55 € | 3.943,88 € | 4.022,76 € | 4.103,22 € | 4.185,28 € | 4.268,99 € | 4.354,37 € |

- Sportevenement georganiseerd in een plaats die tot 2.500 personen kan onthalen tijdens eenzelfde

voorstelling, prijs per sportevenement:

| 2025(1/08) | 2026       | 2027       | 2028       | 2029       | 2030       | 2031       |
|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| 7.733,13 € | 7.887,79 € | 8.045,55 € | 8.206,46 € | 8.370,59 € | 8.538,00 € | 8.708,76 € |

- Sportevenement georganiseerd in een plaats die tot 5.000 personen kan onthalen tijdens eenzelfde voorstelling, prijs per sportevenement:

| 2025(1/08)  | 2026        | 2027        | 2028        | 2029        | 2030        | 2031        |
|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| 11.986,38 € | 12.226,11 € | 12.470,63 € | 12.720,04 € | 12.974,44 € | 13.233,93 € | 13.498,61 € |

- Sportevenement georganiseerd in een plaats die meer dan 5.000 personen kan onthalen tijdens eenzelfde voorstelling, prijs per sportevenement:

| 2025(1/08)  | 2026        | 2027        | 2028        | 2029        | 2030        | 2031        |
|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| 17.786,26 € | 18.141,99 € | 18.504,83 € | 18.874,93 € | 19.252,43 € | 19.637,48 € | 20.030,23 € |

§ 2: Het bedrag van de belasting wordt op volgende wijze verhoogd of verlaagd:

- Wanneer minder dan 75 sportevenementen georganiseerd worden in eenzelfde plaats en gedurende eenzelfde jaar: verlaging met 10 %;
- Wanneer meer dan 125 sportevenementen georganiseerd worden in eenzelfde plaats en gedurende eenzelfde jaar: verhoging met 10 %.

#### Artikel 4

Het gemeentebestuur zendt de belastingplichtige een aangifteformulier dat hij uiterlijk op 31 januari van het jaar volgend op het aanslagjaar behoorlijk ingevuld, gedateerd en ondertekend dient terug te sturen.

De belastingplichtigen die geen formulier ontvangen hebben, dienen er zelf een aan te vragen. Elke belastingplichtige dient in ieder geval spontaan alle noodzakelijke informatie bij het bestuur aan te geven voor de belastingheffing, uiterlijk op de in het eerste lid vastgestelde datum.

De aangifte blijft geldig tot herroeping.

#### Artikel 5

Bij gebrek aan aangifte binnen de in artikel 4 voorgeschreven termijn of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte vanwege de belastingplichtige, wordt de belastingplichtige van ambtswege belast volgens de elementen waarover het bestuur kan beschikken.

Alvorens over te gaan tot de belastingheffing van ambtswege, betekent het College van Burgemeester en Schepenen aan de belastingplichtige, via aangetekend schrijven, de redenen waarom tot deze procedure overgegaan wordt, de elementen waarop de belastingheffing gebaseerd is, evenals de wijze waarop deze elementen vastgesteld werden en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van 30 dagen te tellen vanaf de verzenddatum van de betekening om zijn opmerkingen schriftelijk voor te dragen.

De van ambtswege ingekohierde belastingen worden verhoogd volgens de volgende schaalverdeling:



- Eerste overtreding: verhoging met 25 %;

- Tweede overtreding, ongeacht het jaar waarin de eerste overtreding begaan werd: verhoging met 50 %;

- Derde overtreding, ongeacht het jaar waarin de tweede overtreding begaan werd: verhoging met 100 %;

- Vanaf de vierde overtreding, ongeacht het jaar waarin de derde overtreding begaan werd: verhoging met 200 %.

Het bedrag van deze verhoging wordt tevens ingekohierd.

#### Artikel 6

De overtredingen van huidig reglement worden vastgesteld door de beëdigde ambtenaren en die door het Schepencollege hiervoor speciaal aangesteld werden. De proces-verbalen die ze opstellen, zijn rechtsgeldig tot het bewijs van het tegendeel.

#### Artikel 7

De belasting wordt ingevorderd door middel van een kohier en dient binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet betaald te worden.

#### Artikel 8

Wanneer de belasting ingekohierd werd op naam van de uitbater en indien deze niet betaalt, is de eigenaar van de plaats waarin het sportevenement georganiseerd wordt, hoofdelijk aansprakelijk voor de betaling van de belasting.

---

## 12 **Finances – Taxe sur les spectacles et les divertissements organisés dans un lieu permettant d’accueillir plus de 500 personnes dont les exploitants s’engagent à réduire les nuisances ou inconvénients causés par leur activité – Règlement – Renouvellement – Modifications.**

LE CONSEIL,

Vu l’article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l’article 252 de la Nouvelle loi communale qui impose l’équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l’ordonnance du 3 avril 2014 relative à l’établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement-taxe sur les spectacles et les divertissements organisés dans un lieu permettant d’accueillir plus de 500 personnes dont les exploitants s’engagent à réduire les nuisances ou inconvénients causés par leur activité voté par le conseil communal le 19 décembre 2023 ;

Considérant qu'un certain nombre d'éléments factuels conduisent à une évolution défavorable des recettes de la commune ;

Considérant que le taux de la taxe sur les spectacles et divertissements est justifié par l'accroissement des charges grevant les finances communales ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant que les établissements situés sur le territoire de la commune de Forest peuvent bénéficier de toutes les infrastructures communales mises à la disposition des personnes physiques résidant ou non sur le territoire de la commune, en ce compris de ses voiries dont l'entretien représente un coût certain et non négligeable et que tous ces avantages constituent une plus-value certaine ;

Considérant que la commune doit percevoir des recettes pour assurer des dépenses ;

Considérant qu'il y a lieu de compenser les pertes résultant de l'absence de recettes provenant des centimes additionnels qui ne sont pas perçus sur l'impôt des personnes physiques dans le chef de personnes qui auraient pu occuper les espaces affectés à des spectacles et divertissements ;

Considérant que les communes ont pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité publiques sur les places, dans les rues, lieux et édifices publics ;

Considérant que l'organisation de spectacles sur le territoire de la commune a un impact sur la tranquillité, la sécurité et la salubrité publiques ;

Considérant que la gestion négociée de l'espace public lors de tels événements impacte la charge de travail des services communaux tant en ce qui concerne la préparation, l'encadrement mais aussi le rétablissement de la tranquillité et de la salubrité publiques et ce, notamment à travers la mise à disposition de matériel, l'interdiction ponctuelle d'occupation de la voie publique ainsi que pour maintenir le domaine public propre à l'issue de ces événements ;

Considérant que l'autorité communale détient son pouvoir de taxation de l'article 170 §4 de la Constitution ; qu'il lui appartient, dans le cadre de son autonomie fiscale, de déterminer les bases et l'assiette des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins qu'elle estime devoir pourvoir, sous la seule réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts ; que, sous réserve des exceptions déterminées par la loi, l'autorité communale choisit sous le contrôle de l'autorité de tutelle, la base des impôts levés par elle ;

Considérant que la détermination tant de la matière imposable que des redevables d'un impôt participe de l'autonomie fiscale reconnue à l'autorité communale ; qu'elle dispose, en la matière, d'un pouvoir discrétionnaire qu'elle exerce en tenant compte de ses besoins financiers spécifiques ;

DECIDE :

de modifier le règlement-taxe sur les spectacles et les divertissements organisés dans un lieu

permettant d'accueillir plus de 500 personnes dont les exploitants s'engagent à réduire les nuisances ou inconvénients causés par leur activité :

#### Article 1

Il est établi pour l'exercice 2025 à partir du 1/8/25, et ensuite pour les exercices 2026 à 2031 une taxe annuelle sur les spectacles et les divertissements organisés dans un lieu permettant d'accueillir plus de 500 personnes et dont les exploitants s'engagent, dans les conditions précisées ci-dessous et notamment à l'article 4, à réduire les nuisances ou inconvénients causés par leur activité.

#### Article 2

Par spectacle, on entend : toute représentation présentée au public, notamment les soirées dansantes, le cinéma, music-hall, concerts, récitals, shows, télévision, à l'exclusion de ce qui a été soustrait à la compétence fiscale des Communes par l'article 36, dernier alinéa, de la loi du 24 décembre 1948 « concernant les finances provinciales et communales ».

Par divertissement, on entend : tout ce qui concerne l'action de divertir ou de distraire, notamment les foires, salons et expositions, à l'exclusion de ce qui a été soustrait à la compétence fiscale des Communes par l'article 36, dernier alinéa, de la loi du 24 décembre 1948 « concernant les finances provinciales et communales ».

#### Article 3

La taxe est due par la personne physique ou morale qui exploite le lieu dans laquelle le spectacle ou le divertissement est organisé ou, à défaut d'exploitant connu de la commune, par le propriétaire de ce lieu.

Lorsque le redevable est une association non dotée de la personnalité juridique, la taxe est due solidairement et indivisiblement par chacun de ses membres.

#### Article 4

§ 1er : Pour que le taux de taxation prévu par le présent règlement puisse trouver à s'appliquer, le redevable qui le souhaite présente au collège des bourgmestre et échevins, avant le 31 janvier d'un exercice fiscal, un protocole contenant et décrivant les mesures quantitatives et qualitatives qu'il s'engage à mettre en œuvre pour :

- réduire de manière sensible les nuisances ou inconvénients que son activité est susceptible de provoquer sur le territoire de la Commune de Forest, notamment en termes de mobilité, de nuisances sonores et de propreté publique ;
- améliorer l'empreinte environnementale de son activité ;
- s'inscrire dans des objectifs de développement durable, aussi bien en termes de respect de l'environnement et de bon aménagement des lieux qu'en termes d'amélioration du tissu social (par exemple par la mise à disposition collective d'un lieu à un tarif préférentiel, par la création d'emplois,...).

Le collège des bourgmestre et échevins soumet le protocole au conseil communal en cours de l'année fiscale, en vue de son agrément.

Le Conseil communal agrée ou refuse d'agréer le protocole selon qu'il estime que les engagements

pris par le redevable rencontrent ou ne rencontrent pas les objectifs visés à l'alinéa 1er ou ne seraient pas réalisables.

En cas d'agrément, le taux de la taxe est fixé comme suit pendant un an à compter du 1er janvier de l'année au cours de laquelle le protocole est agréé :

- Spectacle ou divertissement organisés dans un lieu permettant d'accueillir plus de 500 personnes sans en excéder 1.000 au cours d'une même séance, prix par séance :

| 2025 (1/08) | 2026       | 2027      | 2028      | 2029      | 2030      | 2031      |
|-------------|------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 1.933,26€   | 1.971,93 € | 2.011,37€ | 2.051,60€ | 2.092,63€ | 2.134,48€ | 2.177,17€ |

- Spectacle ou divertissement organisés dans un lieu permettant d'accueillir jusqu'à 2.500 personnes au cours d'une même séance, prix par séance :

| 2025 (1/08) | 2026       | 2027      | 2028      | 2029      | 2030      | 2031      |
|-------------|------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 3.866,55€   | 3.943,88 € | 4.022,76€ | 4.103,22€ | 4.185,28€ | 4.268,99€ | 4.354,37€ |

- Spectacle ou divertissement organisés dans un lieu permettant d'accueillir jusqu'à 5.000 personnes au cours d'une même séance, prix par séance :

| 2025(1/08) | 2026       | 2027      | 2028      | 2029      | 2030      | 2031      |
|------------|------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 5.993,17€  | 6.113,03 € | 6.235,29€ | 6.360,00€ | 6.487,20€ | 6.616,94€ | 6.749,28€ |

- Spectacle ou divertissement organisés dans un lieu permettant d'accueillir plus de 5.000 personnes au cours d'une même séance, prix par séance :

| 2025 (1/08) | 2026       | 2027      | 2028      | 2029      | 2030      | 2031       |
|-------------|------------|-----------|-----------|-----------|-----------|------------|
| 8.893,11€   | 9.070,97 € | 9.252,39€ | 9.437,44€ | 9.626,19€ | 9.818,71€ | 10.015,08€ |

A la fin de la première année, la commune vérifie la mise en œuvre du protocole qui peut alors, s'il le faut, être modifié moyennant l'agrément du conseil communal.

§ 2 : Pour chacune des années ultérieures, le redevable qui souhaite continuer à bénéficier d'un taux de taxation réduit présente au collège des bourgmestre et échevins, avant le 31 janvier de chaque année, un protocole démontrant que ses engagements précédents ont été réalisés et décrivant les nouvelles mesures quantitatives et qualitatives qu'il s'engage à mettre en œuvre, dans l'année, dans le respect des objectifs visés à l'article 4, § 1er, alinéa 1er du présent règlement.

Le protocole est soumis au conseil communal en cours de l'année fiscale, en vue de son agrément.

Pour autant que le protocole ait été agréé par le conseil communal, le taux de la taxe est fixé comme suit :

- Spectacle ou divertissement organisés dans un lieu permettant d'accueillir plus de 500 personnes sans en excéder 1.000 au cours d'une même séance, prix par séance :

| 2025 (1/08) | 2026       | 2027       | 2028       | 2029       | 2030       | 2031       |
|-------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| 1.353,26 €  | 1.380,33 € | 1.407,94 € | 1.436,10 € | 1.464,82 € | 1.494,12 € | 1.524,00 € |

- Spectacle ou divertissement organisés dans un lieu permettant d'accueillir jusqu'à 2.500 personnes au cours d'une même séance, prix par séance :

| 2025 (1/08) | 2026       | 2027       | 2028       | 2029       | 2030       | 2031       |
|-------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| 2.706,57 €  | 2.760,70 € | 2.815,91 € | 2.872,23 € | 2.929,67 € | 2.988,26 € | 3.048,03 € |

- Spectacle ou divertissement organisés dans un lieu permettant d'accueillir jusqu'à 5.000 personnes au cours d'une même séance, prix par séance :

| 2025 (1/08) | 2026       | 2027       | 2028       | 2029       | 2030       | 2031       |
|-------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| 4.253,21 €  | 4.338,27 € | 4.425,04 € | 4.513,54 € | 4.603,81 € | 4.695,89 € | 4.789,81 € |

- Spectacle ou divertissement organisés dans un lieu permettant d'accueillir plus de 5.000 personnes au cours d'une même séance, prix par séance :

| 2025 (1/08) | 2026       | 2027       | 2028       | 2029       | 2030       | 2031       |
|-------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| 6.186,50 €  | 6.310,23 € | 6.436,43 € | 6.565,16 € | 6.696,46 € | 6.830,39 € | 6.967,00 € |

§ 3 : Avant de soumettre le protocole au conseil communal, le collège des bourgmestre et échevins entend le redevable qui en fait la demande.

La décision du conseil communal est notifiée sans délai au redevable.

#### Article 5

Le montant de la taxe est majoré ou diminué de la manière suivante :

- Lorsque moins de 75 spectacles sont organisés dans un même lieu et au cours d'une même année : diminution de 10 % ;

- Lorsque plus de 125 spectacles sont organisés dans un même lieu et au cours d'une même année : majoration de 10 %.

#### Article 6

L'Administration communale adresse au redevable un formulaire de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment complété, daté et signé au plus tard le 31 janvier de l'année suivant l'exercice d'imposition.

Les contribuables qui n'ont pas reçu le formulaire sont tenus d'en réclamer un. Tout contribuable est, en tout état de cause, tenu de déclarer spontanément à l'Administration les éléments nécessaires à la taxation au plus tard à la date fixée à l'alinéa premier.

La déclaration reste valable jusqu'à révocation.

#### Article 7

A défaut de déclaration dans le délai prévu à l'article 6 ou en cas de déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable, le redevable est imposé d'office d'après les éléments dont l'administration peut disposer.

Avant de procéder à la taxation d'office, le collège des bourgmestre et échevins notifie au redevable, par lettre recommandée, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de la notification pour faire

valoir ses observations par écrit.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées selon l'échelle de graduation suivante :

- Première infraction : majoration de 25 % ;
- Deuxième infraction, quelle que soit l'année où la première infraction a été commise : majoration de 50 % ;
- Troisième infraction, quelle que soit l'année où la deuxième a été commise : majoration de 100 % ;
- A partir de la quatrième infraction, quelle que soit l'année où la troisième a été commise : majoration de 200 %.

Le montant de cette majoration est également enrôlé.

#### Article 8

Les infractions au présent règlement sont constatées par les fonctionnaires assermentés et spécialement désignés à cet effet par le collège échevinal. Les procès-verbaux qu'ils rédigent font foi jusqu'à preuve du contraire.

#### Article 9

La taxe est recouvrée par voie de rôle et est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

#### Article 10

Lorsque l'exploitant redevable de la taxe est défaillant, le propriétaire du lieu dans laquelle le spectacle ou le divertissement est organisé est solidairement responsable du paiement de la taxe.

---

**Financiën – Belasting op vertoningen en vermakelijkheden georganiseerd in een plaats die meer dan 500 personen kan onthalen waarvan de uitbaters er zich toe verbinden om de hinder of ongemakken veroorzaakt door hun activiteit te beperken – Reglement – Hernieuwing – Wijzigingen.**

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op het belastingreglement op vertoningen en vermakelijkheden georganiseerd in een plaats die meer dan 500 personen kan onthalen waarvan de uitbaters er zich toe verbinden om de hinder of

ongemakken veroorzaakt door hun activiteit te beperken, goedgekeurd door de gemeenteraad op 19 december 2023;

Overwegende dat een bepaald aantal feitelijke elementen leiden tot een ongunstige evolutie van de ontvangsten van de gemeente;

Overwegende dat het tarief van de belasting op de vertoningen en vermakelijkheden gerechtvaardigd is omwille van de alsmaar stijgende lasten die op de gemeentelijke financiën wegen;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de vestigingen gelegen op het grondgebied van de gemeente Vorst gebruik kunnen maken van alle gemeentelijke infrastructuur die ter beschikking staan van de natuurlijke personen die al dan niet op het grondgebied van de gemeente wonen, met inbegrip van het wegennet waarvan het onderhoud een zekere en niet verwaarloosbare kost vertegenwoordigt en dat al deze voordelen een zekere meerwaarde vormen;

Overwegende dat de gemeente inkomsten dient te ontvangen om uitgaven te kunnen verzekeren;

Overwegende dat er moet worden overgegaan tot de compensatie van de verliezen die voortvloeien uit het gebrek aan inkomsten afkomstig van de opcentiemen die niet geïnd worden op de personenbelasting uit hoofde van personen die de ruimten, ingenomen door vertoningen en vermakelijkheden, hadden kunnen bezetten;

Overwegende dat de gemeenten tot taak hebben het voorzien, ten behoeve van de inwoners, in een goede politie, met name over de zindelijkheid, de gezondheid, de veiligheid en de rust op openbare wegen en plaatsen en in openbare gebouwen;

Overwegende dat het organiseren van vertoningen op het grondgebied van de gemeente een impact heeft op de openbare rust, veiligheid en gezondheid;

Overwegende dat het genegotieerd beheer van de openbare ruimte tijdens dergelijke evenementen een invloed heeft op de werklust van de gemeentelijke diensten, zowel wat de voorbereiding als wat het toezicht betreft, maar ook wat het herstel van de openbare rust en gezondheid betreft, met name door het ter beschikking stellen van materiaal, het specifieke verbod op gebruik van de openbare weg en het schoonhouden van het openbaar domein na afloop van deze evenementen;

Overwegende dat de gemeentelijke overheid haar bevoegdheid tot het heffen van belastingen ontleent aan artikel 170, §4 van de Grondwet; dat ze in het kader van haar fiscale autonomie de basis en de grondslag bepaalt van de belastingen waarvan zij de noodzaak beoordeelt naargelang de behoeften waarin ze meent te moeten voorzien, met de enige beperking opgelegd door de Grondwet, nl. de bevoegdheid van de wetgever om de gemeenten te verbieden bepaalde belastingen te heffen; dat de gemeentelijke overheid, onverminderd de bij wet bepaalde uitzonderingen, onder toezicht van de toezichthoudende overheid de basis kiest van de belastingen die ze heft;

Overwegende dat zowel de bepaling van de belastbare materie als deze van de belastingplichtigen

behoort tot de fiscale autonomie toegekend aan de gemeentelijke overheid; dat zij in deze materie beschikt over een discretionaire bevoegdheid die zij uitoefent rekening houdend met haar specifieke financiële behoeften;

## BESLIST

Het belastingreglement op vertoningen en gemakkelijkheden georganiseerd in een plaats die meer dan 500 personen kan onthalen waarvan de uitbaters er zich toe verbinden om de hinder of ongemakken veroorzaakt door hun activiteit te beperken, te wijzigen:

### Artikel 1

Er wordt voor het *dienstjaar 2025 vanaf 1/8/25*, en vervolgens voor de dienstjaren 2026 tot 2031 een jaarlijkse belasting geheven op de vertoningen en gemakkelijkheden georganiseerd in een plaats die meer dan 500 personen kan ontvangen en waarvan de uitbaters er zich, onder de hieronder en in het bijzonder onder artikel 4 vermelde voorwaarden, toe verbinden om de hinder of ongemakken veroorzaakt door hun activiteiten te beperken.

### Artikel 2

Onder vertoningen dient te worden verstaan: elke opvoering aan het publiek voorgesteld, onder meer dansavonden, music-hall, concerten, recitals, shows, televisie, met uitzondering van wat onttrokken werd aan de fiscale bevoegdheid van de Gemeenten door artikel 36, laatste lid, van de wet van 24 december 1948 betreffende de gemeentelijke en provinciale financiën.

Onder gemakkelijkheden dient te worden verstaan: alles wat verband houdt met ontspanning en afleiding, onder meer kermessen, beurzen en tentoonstellingen, met uitzondering van wat onttrokken werd aan de fiscale bevoegdheid van de Gemeenten door artikel 36, laatste lid, van de wet van 24 december 1948 betreffende de gemeentelijke en provinciale financiën.

### Artikel 3

De belasting is verschuldigd door de natuurlijke of rechtspersoon die de plaats uitbaat waarin de vertoning of de gemakkelijheid georganiseerd wordt of, wanneer de uitbater door de Gemeente niet gekend is, door de eigenaar van deze plaats.

Wanneer de belastingplichtige een vereniging is die geen rechtspersoonlijkheid heeft, is de belasting hoofdelijk en ondeelbaar verschuldigd door elk van haar leden.

### Artikel 4

§ 1: Opdat het belastingtarief voorzien in huidig reglement toegepast zou kunnen worden, moet de belastingplichtige die dit wenst aan het College van Burgemeester en Schepenen, voor 31 januari van een fiscaal jaar, een protocol voorleggen waarin de kwantitatieve en kwalitatieve maatregelen vermeld en beschreven worden die hij belooft uit te voeren om:

- de hinder of ongemakken die zijn activiteit kan veroorzaken op het grondgebied van de Gemeente Vorst, onder meer inzake mobiliteit, geluidshinder en openbare netheid gevoelig te beperken;
- de ecologische voetafdruk van zijn activiteit te verbeteren;
- zich aan te sluiten bij de doelstellingen van duurzame ontwikkeling, zowel inzake eerbied voor het leefmilieu en goede plaatselijke aanleg als inzake verbetering van de sociale structuur (bijvoorbeeld door het collectief ter beschikking stellen van een plaats tegen een voordeeltarief, door het creëren



van banen, ...).

Het College van Burgemeester en Schepenen legt in de loop van het belastingjaar het protocol voor aan de Gemeenteraad, met het oog op zijn goedkeuring.

De Gemeenteraad keurt het protocol goed of weigert het goed te keuren al naargelang hij van mening is dat de verbintenissen van de belastingplichtige al dan niet tegemoet komen aan de doelstellingen waarvan sprake in lid 1 of niet uitvoerbaar zouden zijn.

In geval van goedkeuring wordt het belastingtarief als volgt vastgesteld gedurende een jaar te tellen vanaf 1 januari van het jaar waarin het protocol goedgekeurd wordt:

- Vertoning of vermakelijkheid georganiseerd in een plaats die meer dan 500 personen kan onthalen maar niet meer dan 1.000 tijdens eenzelfde voorstelling, prijs per voorstelling:

| 2025 (1/08) | 2026       | 2027       | 2028       | 2029       | 2030       | 2031       |
|-------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| 1.933,26 €  | 1.971,93 € | 2.011,37 € | 2.051,60 € | 2.092,63 € | 2.134,48 € | 2.177,17 € |

- Vertoning of vermakelijkheid georganiseerd in een plaats die tot 2.500 personen kan onthalen tijdens eenzelfde voorstelling, prijs per voorstelling:

| 2025 (1/08) | 2026       | 2027       | 2028       | 2029       | 2030       | 2031       |
|-------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| 3.866,55 €  | 3.943,88 € | 4.022,76 € | 4.103,22 € | 4.185,28 € | 4.268,99 € | 4.354,37 € |

- Vertoning of vermakelijkheid georganiseerd in een plaats die tot 5.000 personen kan onthalen tijdens eenzelfde voorstelling, prijs per voorstelling:

| 2025(1/08) | 2026       | 2027       | 2028       | 2029       | 2030       | 2031       |
|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| 5.993,17 € | 6.113,03 € | 6.235,29 € | 6.360,00 € | 6.487,20 € | 6.616,94 € | 6.749,28 € |

- Vertoning of vermakelijkheid georganiseerd in een plaats die meer dan 5.000 personen kan onthalen tijdens eenzelfde voorstelling, prijs per voorstelling:

| 2025 (1/08) | 2026       | 2027       | 2028       | 2029       | 2030       | 2031        |
|-------------|------------|------------|------------|------------|------------|-------------|
| 8.893,11 €  | 9.070,97 € | 9.252,39 € | 9.437,44 € | 9.626,19 € | 9.818,71 € | 10.015,08 € |

Aan het einde van het eerste jaar controleert de Gemeente de uitvoering van het protocol dat vervolgens, indien nodig, gewijzigd kan worden mits de goedkeuring van de Gemeenteraad.

§ 2: Voor elk van de volgende jaren moet de belastingplichtige die wil blijven genieten van een verlaagd belastingtarief aan het college van burgemeester en schepenen, voor 31 januari van elk jaar, een protocol voorleggen waarin aangetoond wordt dat zijn voorgaande verbintenissen uitgevoerd werden en waarin de nieuwe kwantitatieve en kwalitatieve maatregelen beschreven worden die hij, binnen het jaar, belooft uit te voeren in naleving van de doelstellingen zoals bedoeld in artikel 4, §1, 1ste lid van het huidige reglement.

Het protocol wordt in de loop van het belastingjaar voorgelegd aan de gemeenteraad, met het oog op zijn goedkeuring.

Mits goedkeuring van het protocol door de gemeenteraad wordt het belastingtarief als volgt vastgesteld:

- Vertoning of vermakelijkheid georganiseerd in een plaats die meer dan 500 personen kan onthalen

maar niet meer dan 1.000 tijdens eenzelfde voorstelling, prijs per voorstelling:

| 2025 (1/08) | 2026       | 2027       | 2028       | 2029       | 2030       | 2031       |
|-------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| 1.353,26 €  | 1.380,33 € | 1.407,94 € | 1.436,10 € | 1.464,82 € | 1.494,12 € | 1.524,00 € |

- Vertoning of vermakelijkheid georganiseerd in een plaats die tot 2.500 personen kan onthalen tijdens eenzelfde voorstelling, prijs per voorstelling:

| 2025 (1/08) | 2026       | 2027       | 2028       | 2029       | 2030       | 2031       |
|-------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| 2.706,57 €  | 2.760,70 € | 2.815,91 € | 2.872,23 € | 2.929,67 € | 2.988,26 € | 3.048,03 € |

- Vertoning of vermakelijkheid georganiseerd in een plaats die tot 5.000 personen kan onthalen tijdens eenzelfde voorstelling, prijs per voorstelling:

| 2025 (1/08) | 2026       | 2027       | 2028       | 2029       | 2030       | 2031       |
|-------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| 4.253,21 €  | 4.338,27 € | 4.425,04 € | 4.513,54 € | 4.603,81 € | 4.695,89 € | 4.789,81 € |

- Vertoning of vermakelijkheid georganiseerd in een plaats die meer dan 5.000 personen kan onthalen tijdens eenzelfde voorstelling, prijs per voorstelling:

| 2025 (1/08) | 2026       | 2027       | 2028       | 2029       | 2030       | 2031       |
|-------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| 6.186,50 €  | 6.310,23 € | 6.436,43 € | 6.565,16 € | 6.696,46 € | 6.830,39 € | 6.967,00 € |

§ 3: Alvorens het protocol aan de Gemeenteraad voor te leggen, wordt de belastingplichtige, die hierom verzoekt, gehoord door het college van burgemeester en schepenen.

De beslissing van de Gemeenteraad wordt onmiddellijk aan de belastingplichtige betekend.

#### Artikel 5

Het bedrag van de belasting wordt op volgende wijze verhoogd of verlaagd:

- Wanneer minder dan 75 vertoningen georganiseerd worden in eenzelfde plaats en gedurende eenzelfde jaar: verlaging met 10 %;
- Wanneer meer dan 125 vertoningen georganiseerd worden in eenzelfde plaats en gedurende eenzelfde jaar: verhoging met 10 %.

#### Artikel 6

Het gemeentebestuur zendt de belastingplichtige een aangifteformulier dat hij uiterlijk op 31 januari van het jaar volgend op het aanslagjaar behoorlijk ingevuld, gedateerd en ondertekend dient terug te sturen.

De belastingplichtigen die geen formulier ontvangen hebben, dienen er zelf een aan te vragen. Elke belastingplichtige dient in ieder geval spontaan alle noodzakelijke informatie bij het bestuur aan te geven voor de belastingheffing, uiterlijk op de in het eerste lid vastgestelde datum.

De aangifte blijft geldig tot herroeping.

#### Artikel 7

Bij gebrek aan aangifte binnen de in artikel 6 voorgeschreven termijn of in geval van onjuiste,

onvolledige of onnauwkeurige aangifte vanwege de belastingplichtige, wordt de belastingplichtige van ambtswege belast volgens de elementen waarover het bestuur kan beschikken.

Alvorens over te gaan tot de belastingheffing van ambtswege, betekent het College van Burgemeester en Schepenen aan de belastingplichtige, via aangetekend schrijven, de redenen waarom tot deze procedure overgegaan wordt, de elementen waarop de belastingheffing gebaseerd is, evenals de wijze waarop deze elementen vastgesteld werden en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van 30 dagen te tellen vanaf de verzenddatum van de betekening om zijn opmerkingen schriftelijk voor te dragen.

De van ambtswege ingekohierde belastingen worden verhoogd volgens de volgende schaalverdeling:

- Eerste overtreding: verhoging met 25 %;
- Tweede overtreding, ongeacht het jaar waarin de eerste overtreding begaan werd : verhoging met 50 %;
- Derde overtreding, ongeacht het jaar waarin de tweede overtreding begaan werd: verhoging met 100 %;
- Vanaf de vierde overtreding, ongeacht het jaar waarin de derde overtreding begaan werd: verhoging met 200 %.

Het bedrag van deze verhoging wordt tevens ingekohierd.

#### Artikel 8

De overtredingen van huidig reglement worden vastgesteld door de beëdigde ambtenaren en die door het Schepencollege hiervoor speciaal aangesteld werden. De proces-verbalen die ze opstellen, zijn rechtsgeldig tot het bewijs van het tegendeel.

#### Artikel 9

De belasting wordt ingevorderd door middel van een kohier en dient binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet betaald te worden.

#### Artikel 10

Wanneer de belastingplichtige uitbater de belasting niet betaalt, is de eigenaar van de plaats waarin de vertoning of de vermakelijkheid georganiseerd wordt, hoofdelijk aansprakelijk voor de betaling van de belasting.

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle loi communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement-taxa sur les spectacles et les divertissements organisés dans un lieu permettant d'accueillir plus de 500 personnes voté par le conseil communal le *19 décembre 2023* ;

Considérant qu'un certain nombre d'éléments factuels conduisent à une évolution défavorable des recettes de la commune ;

Considérant que le taux de la taxe sur les spectacles et divertissements est justifié par l'accroissement des charges grevant les finances communales ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant que les clients des établissements situés sur le territoire de la commune de Forest peuvent bénéficier de toutes les infrastructures communales mises à la disposition des personnes physiques résidant ou non sur le territoire de la commune, en ce compris de ses voiries dont l'entretien représente un coût certain et non négligeable et que tous ces avantages constituent une plus-value certaine ;

Considérant que la commune doit percevoir des recettes pour assurer des dépenses ;

Considérant qu'il y a lieu de compenser les pertes résultant de l'absence de recettes provenant des centimes additionnels qui ne sont pas perçus sur l'impôt des personnes physiques dans le chef de personnes qui auraient pu occuper les espaces affectés à des spectacles et divertissements ;

Considérant que les communes ont pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité publiques sur les places, dans les rues, lieux et édifices publics ;

Considérant que l'organisation de spectacles sur le territoire de la commune a un impact sur la tranquillité, la sécurité et la salubrité publiques ;

Considérant que la gestion négociée de l'espace public lors de tels événements impacte la charge de travail des services communaux tant en ce qui concerne la préparation, l'encadrement mais aussi le rétablissement de la tranquillité et de la salubrité publiques et ce, notamment à travers la mise à disposition de matériel, l'interdiction ponctuelle d'occupation de la voie publique ainsi que pour maintenir le domaine public propre à l'issue de ces événements ;

Considérant que l'autorité communale détient son pouvoir de taxation de l'article 170 §4 de la Constitution ; qu'il lui appartient, dans le cadre de son autonomie fiscale, de déterminer les bases et

l'assiette des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins qu'elle estime devoir pourvoir, sous la seule réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts ; que, sous réserve des exceptions déterminées par la loi, l'autorité communale choisit sous le contrôle de l'autorité de tutelle, la base des impôts levés par elle ;

Considérant que la détermination tant de la matière imposable que des redevables d'un impôt participe de l'autonomie fiscale reconnue à l'autorité communale ; qu'elle dispose, en la matière, d'un pouvoir discrétionnaire qu'elle exerce en tenant compte de ses besoins financiers spécifiques ;

DECIDE :

de modifier le règlement-taxe sur les spectacles et les divertissements organisés dans un lieu permettant d'accueillir plus de 500 personnes :

#### Article 1

Il est établi pour l'exercice 2025 à partir du 1/8/25, et ensuite pour les exercices 2026 à 2031 une taxe annuelle sur les spectacles et les divertissements organisés dans un lieu permettant d'accueillir plus de 500 personnes.

#### Article 2

Par spectacle, on entend : toute représentation présentée au public, notamment les soirées dansantes, le cinéma, music-hall, concerts, récitals, shows, télévision, à l'exclusion de ce qui a été soustrait à la compétence fiscale des Communes par l'article 36, dernier alinéa, de la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales.

Par divertissement, on entend : tout ce qui concerne l'action de divertir ou de distraire, notamment les foires, salons et expositions, à l'exclusion de ce qui a été soustrait à la compétence fiscale des Communes par l'article 36, dernier alinéa, de la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales.

#### Article 3

La taxe est due par la personne physique ou morale qui exploite le lieu dans laquelle le spectacle ou le divertissement est organisé ou, à défaut d'exploitant connu de la Commune, par le propriétaire de ce lieu.

Lorsque le redevable est une association non dotée de la personnalité juridique, la taxe est due solidairement et indivisiblement par chacun de ses membres.

#### Article 4

§ 1<sup>er</sup> : Le montant de la taxe sur les spectacles et les divertissements est fixé comme suit :

- Spectacle ou divertissement organisé dans un lieu permettant d'accueillir plus de 500 personnes sans en excéder 1.000 au cours d'une même séance, prix par séance :

| 2025 (1/08) | 2026       | 2027       | 2028       | 2029       | 2030       | 2031       |
|-------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| 3.866,55 €  | 3.943,88 € | 4.022,76 € | 4.103,22 € | 4.185,28 € | 4.268,99 € | 4.354,37 € |

- Spectacle ou divertissement organisé dans un lieu permettant d'accueillir jusqu'à 2.500 personnes

au cours d'une même séance, prix par séance:

| 2025 (1/08) | 2026       | 2027       | 2028       | 2029       | 2030       | 2031       |
|-------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| 7.733,13 €  | 7.887,79 € | 8.045,55 € | 8.206,46 € | 8.370,59 € | 8.538,00 € | 8.708,76 € |

- Spectacle ou divertissement organisé dans un lieu permettant d'accueillir jusqu'à 5.000 personnes au cours d'une même séance, prix par séance:

| 2025 (1/08) | 2026        | 2027        | 2028        | 2029        | 2030        | 2031        |
|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| 11.986,38 € | 12.226,11 € | 12.470,63 € | 12.720,04 € | 12.974,44 € | 13.233,93 € | 13.498,61 € |

- Spectacle ou divertissement organisé dans un lieu permettant d'accueillir plus de 5.000 personnes au cours d'une même séance, prix par séance:

| 2025 (1/08) | 2026        | 2027        | 2028        | 2029        | 2030        | 2031        |
|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| 17.786,26 € | 18.141,99 € | 18.504,83 € | 18.874,93 € | 19.252,43 € | 19.637,48 € | 20.030,23 € |

§ 2 : Le montant de la taxe est majoré ou diminué de la manière suivante :

- Lorsque moins de 75 spectacles sont organisés dans un même lieu et au cours d'une même année : diminution de 10 % ;

- Lorsque plus de 125 spectacles sont organisés dans un même lieu et au cours d'une même année : majoration de 10 %.

#### Article 5

L'Administration communale adresse au redevable un formulaire de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment complété, daté et signé au plus tard le 31 janvier de l'année suivant l'exercice d'imposition.

Les contribuables qui n'ont pas reçu le formulaire sont tenus d'en réclamer un. Tout contribuable est, en tout état de cause, tenu de déclarer spontanément à l'Administration les éléments nécessaires à la taxation au plus tard à la date fixée à l'alinéa premier.

La déclaration reste valable jusqu'à révocation.

#### Article 6

A défaut de déclaration dans le délai prévu à l'article 5 ou en cas de déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable, le redevable est imposé d'office d'après les éléments dont l'administration peut disposer.

Avant de procéder à la taxation d'office, le collège des bourgmestre et échevins notifie au redevable, par lettre recommandée, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées selon l'échelle de graduation suivante :

- Première infraction : majoration de 25 % ;

- Deuxième infraction, quelle que soit l'année où la première infraction a été commise : majoration de 50 % ;
- Troisième infraction, quelle que soit l'année où la deuxième a été commise : majoration de 100 % ;
- A partir de la quatrième infraction, quelle que soit l'année où la troisième a été commise : majoration de 200%.

Le montant de cette majoration est également enrôlé.

#### Article 7

Les infractions au présent règlement sont constatées par les fonctionnaires assermentés et spécialement désignés à cet effet par le Collège échevinal. Les procès-verbaux qu'ils rédigent font foi jusqu'à preuve du contraire.

#### Article 8

La taxe est recouvrée par voie de rôle et est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

#### Article 9

Lorsque la taxe a été enrôlée au nom de l'exploitant et que celui-ci est défaillant, le propriétaire du lieu dans laquelle le spectacle ou le divertissement est organisé est solidairement responsable du paiement de la taxe.

---

### **Financiën – Belasting op vertoningen en vermakelijkheden georganiseerd in een plaats die meer dan 500 personen kan onthalen – Reglement – Hernieuwing – Wijzigingen.**

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op het belastingreglement op vertoningen en vermakelijkheden georganiseerd in een plaats die meer dan 500 personen kan onthalen, gestemd door de gemeenteraad op *19 december 2023*;

Overwegende dat een bepaald aantal feitelijke elementen leiden tot een ongunstige evolutie van de ontvangsten van de gemeente;

Overwegende dat het tarief van de belasting op de vertoningen en vermakelijkheden gerechtvaardigd is omwille van de alsmear stijgende lasten die op de gemeentelijke financiën wegen;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de klanten van de vestigingen gelegen op het grondgebied van de gemeente Vorst gebruik kunnen maken van alle gemeentelijke infrastructuur die ter beschikking staat van de natuurlijke personen die al dan niet op het grondgebied van de gemeente wonen, met inbegrip van het wegennet waarvan het onderhoud een zekere en niet verwaarloosbare kost vertegenwoordigt en dat al deze voordelen een zekere meerwaarde vormen;

Overwegende dat de gemeente inkomsten dient te ontvangen om uitgaven te kunnen verzekeren;

Overwegende dat er moet worden overgegaan tot de compensatie van de verliezen die voortvloeien uit het gebrek aan inkomsten afkomstig van de opcentiemen die niet geïnd worden op de personenbelasting uit hoofde van personen die de ruimten, ingenomen door vertoningen en vermakelijkheden, hadden kunnen bezetten;

Overwegende dat de gemeenten tot taak hebben het voorzien, ten behoeve van de inwoners, in een goede politie, met name over de zindelijkheid, de gezondheid, de veiligheid en de rust op openbare wegen en plaatsen en in openbare gebouwen;

Overwegende dat het organiseren van vertoningen op het grondgebied van de gemeente een impact heeft op de openbare rust, veiligheid en gezondheid;

Overwegende dat het genegotieerd beheer van de openbare ruimte tijdens dergelijke evenementen een invloed heeft op de werklust van de gemeentelijke diensten, zowel wat de voorbereiding als wat het toezicht betreft, maar ook wat het herstel van de openbare rust en gezondheid betreft, met name door het ter beschikking stellen van materiaal, het specifieke verbod op gebruik van de openbare weg en het schoonhouden van het openbaar domein na afloop van deze evenementen;

Overwegende dat de gemeentelijke overheid haar bevoegdheid tot het heffen van belastingen ontleent aan artikel 170 §4 van de Grondwet; dat ze in het kader van haar fiscale autonomie de basis en de grondslag bepaalt van de belastingen waarvan zij de noodzaak beoordeelt naargelang de behoeften waarin ze meent te moeten voorzien, met de enige beperking opgelegd door de Grondwet, nl. de bevoegdheid van de wetgever om de gemeenten te verbieden bepaalde belastingen te heffen; dat de gemeentelijke overheid, onverminderd de bij wet bepaalde uitzonderingen, onder toezicht van de toezichthoudende overheid de basis kiest van de belastingen die ze heft;

Overwegende dat zowel de bepaling van de belastbare materie als deze van de belastingplichtigen behoort tot de fiscale autonomie toegekend aan de gemeentelijke overheid; dat zij in deze materie beschikt over een discretionaire bevoegdheid die zij uitoefent rekening houdend met haar specifieke financiële behoeften;

## BESLIST

Het belastingreglement op de vertoningen en vermakelijkheden georganiseerd in een plaats die meer dan 500 personen kan onthalen, te wijzigen:



## Artikel 1

Er wordt voor het dienstjaar 2025 vanaf 1/8/25, en vervolgens voor de dienstjaren 2026 tot 2031 een jaarlijkse belasting geheven op de vertoningen en vermakelijkheden georganiseerd in een plaats die meer dan 500 personen kan ontvangen.

## Artikel 2

Onder vertoningen dient te worden verstaan: elke opvoering aan het publiek voorgesteld, onder meer dansavonden, music-hall, concerten, recitals, shows, televisie, met uitzondering van wat onttrokken werd aan de fiscale bevoegdheid van de Gemeenten door artikel 36, laatste lid, van de wet van 24 december 1948 betreffende de gemeentelijke en provinciale financiën.

Onder vermakelijkheden dient te worden verstaan: alles wat verband houdt met ontspanning en afleiding, onder meer kermessen, beurzen en tentoonstellingen, met uitzondering van wat onttrokken werd aan de fiscale bevoegdheid van de Gemeenten door artikel 36, laatste lid, van de wet van 24 december 1948 betreffende de gemeentelijke en provinciale financiën.

## Artikel 3

De belasting is verschuldigd door de natuurlijke of rechtspersoon die de plaats uitbaat waarin de vertoning of de vermakelijkheid georganiseerd wordt of, wanneer de uitbater door de Gemeente niet gekend is, door de eigenaar van deze plaats.

Wanneer de belastingplichtige een vereniging is die geen rechtspersoonlijkheid heeft, is de belasting hoofdelijk en ondeelbaar verschuldigd door elk van haar leden.

## Artikel 4

§ 1: Het bedrag van de belasting op vertoningen en vermakelijkheden wordt als volgt vastgesteld:

- Vertoning of vermakelijkheid georganiseerd in een plaats die meer dan 500 personen kan onthalen maar niet meer dan 1.000 tijdens eenzelfde voorstelling, prijs per voorstelling:

| 2025 (1/08) | 2026       | 2027       | 2028       | 2029       | 2030       | 2031       |
|-------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| 3.866,55 €  | 3.943,88 € | 4.022,76 € | 4.103,22 € | 4.185,28 € | 4.268,99 € | 4.354,37 € |

- Vertoning of vermakelijkheid georganiseerd in een plaats die tot 2.500 personen kan onthalen tijdens eenzelfde voorstelling, prijs per voorstelling:

| 2025 (1/08) | 2026       | 2027       | 2028       | 2029       | 2030       | 2031       |
|-------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| 7.733,13 €  | 7.887,79 € | 8.045,55 € | 8.206,46 € | 8.370,59 € | 8.538,00 € | 8.708,76 € |

- Vertoning of vermakelijkheid georganiseerd in een plaats die tot 5.000 personen kan onthalen tijdens eenzelfde voorstelling, prijs per voorstelling:

| 2025 (1/08) | 2026        | 2027        | 2028        | 2029        | 2030        | 2031        |
|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| 11.986,38 € | 12.226,11 € | 12.470,63 € | 12.720,04 € | 12.974,44 € | 13.233,93 € | 13.498,61 € |

- Vertoning of vermakelijkheid georganiseerd in een plaats die meer dan 5.000 personen kan onthalen tijdens eenzelfde voorstelling, prijs per voorstelling:

| 2025 (1/08) | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | 2031 |
|-------------|------|------|------|------|------|------|
|-------------|------|------|------|------|------|------|

|             |             |             |             |             |             |             |
|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| 17.786,26 € | 18.141,99 € | 18.504,83 € | 18.874,93 € | 19.252,43 € | 19.637,48 € | 20.030,23 € |
|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|

§ 2: Het bedrag van de belasting wordt op volgende wijze verhoogd of verlaagd:

- Wanneer minder dan 75 vertoningen georganiseerd worden in eenzelfde plaats en gedurende eenzelfde jaar: verlaging met 10 %;
- Wanneer meer dan 125 vertoningen georganiseerd worden in eenzelfde plaats en gedurende eenzelfde jaar: verhoging met 10 %.

#### Artikel 5

Het gemeentebestuur zendt de belastingplichtige een aangifteformulier dat hij uiterlijk op 31 januari van het jaar volgend op het aanslagjaar behoorlijk ingevuld, gedateerd en ondertekend dient terug te sturen.

De belastingplichtigen die geen formulier ontvangen hebben, dienen er zelf een aan te vragen. Elke belastingplichtige dient in ieder geval spontaan alle noodzakelijke informatie bij het bestuur aan te geven voor de belastingheffing, uiterlijk op de in het eerste lid vastgestelde datum.

De aangifte blijft geldig tot herroeping.

#### Artikel 6

Bij gebrek aan aangifte binnen de in artikel 5 voorgeschreven termijn of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte vanwege de belastingplichtige, wordt de belastingplichtige van ambtswege belast volgens de elementen waarover het bestuur kan beschikken.

Alvorens over te gaan tot de belastingheffing van ambtswege, betekent het College van Burgemeester en Schepenen aan de belastingplichtige, via aangetekend schrijven, de redenen waarom tot deze procedure overgegaan wordt, de elementen waarop de belastingheffing gebaseerd is, evenals de wijze waarop deze elementen vastgesteld werden en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van 30 dagen te tellen vanaf de verzenddatum van de betekening om zijn opmerkingen schriftelijk voor te dragen.

De van ambtswege ingekohierde belastingen worden verhoogd volgens de volgende schaalverdeling :

- Eerste overtreding: verhoging van 25 %;
- Tweede overtreding, ongeacht het jaar waarin de eerste overtreding begaan werd: verhoging van 50 %;
- Derde overtreding, ongeacht het jaar waarin de tweede overtreding begaan werd: verhoging van 100 %;
- Vanaf de vierde overtreding, ongeacht het jaar waarin de derde overtreding begaan werd: verhoging van 200 %.

Het bedrag van deze verhoging wordt tevens ingekohierd.

#### Artikel 7

De overtredingen van huidig reglement worden vastgesteld door de beëdigde ambtenaren en die door het Schepencollege hiervoor speciaal aangesteld werden. De proces-verbalen die ze opstellen, zijn rechtsgeldig tot het bewijs van het tegendeel.

#### Artikel 8

De belasting wordt ingevorderd door middel van een kohier en dient binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet betaald te worden.

#### Artikel 9

Wanneer de belasting ingekohierd werd op naam van de uitbater en indien deze niet betaalt, is de eigenaar van de plaats waarin de vertoning of de vermakelijkheid georganiseerd wordt, hoofdelijk aansprakelijk voor de betaling van de belasting.

---

### 14 **Finances – Taxe sur les évènements sportifs organisés dans un lieu permettant d’accueillir plus de 500 personnes dont les exploitants s’engagent à réduire les nuisances ou inconvénients causés par leur activité – Règlement – Renouvellement – Modifications.**

LE CONSEIL,

Vu l’article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l’article 252 de la Nouvelle loi communale qui impose l’équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l’ordonnance du 3 avril 2014 relative à l’établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement-taxe sur les évènements sportifs organisés dans un lieu permettant d’accueillir plus de 500 personnes dont les exploitants s’engagent à réduire les nuisances ou inconvénients causés par leur activité voté par le conseil communal le *19 décembre 2023* ;

Considérant qu’un certain nombre d’éléments factuels conduisent à une évolution défavorable des recettes de la commune ;

Considérant que le taux de la taxe sur les évènements sportifs est justifié par l’accroissement des charges grevant les finances communales ;

Considérant que l’objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu’elle entend mener, ainsi que d’assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d’assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant que les clients des établissements situés sur le territoire de la commune de Forest peuvent bénéficier de toutes les infrastructures communales mises à la disposition des personnes physiques résidant ou non sur le territoire de la commune, en ce compris de ses voiries dont l’entretien représente un coût certain et non négligeable et que tous ces avantages constituent une

plus-value certaine ;

Considérant que la commune doit percevoir des recettes pour assurer des dépenses ;

Considérant qu'il y a lieu de compenser les pertes résultant de l'absence de recettes provenant des centimes additionnels qui ne sont pas perçus sur l'impôt des personnes physiques dans le chef de personnes qui auraient pu occuper les espaces affectés à des événements sportifs ;

Considérant que les communes ont pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité publiques sur les places, dans les rues, lieux et édifices publics ;

Considérant que l'organisation de manifestations sportives sur le territoire de la commune a un impact sur la tranquillité, la sécurité et la salubrité publiques, les matchs de football constituant en outre et généralement un trouble évident auprès de la population ;

Considérant que la gestion négociée de l'espace public lors de tels événements impacte la charge de travail des services communaux tant en ce qui concerne la préparation, l'encadrement mais aussi le rétablissement de la tranquillité et de la salubrité publiques et ce, notamment à travers la mise à disposition de matériel, l'interdiction ponctuelle d'occupation de la voie publique ainsi que pour maintenir le domaine public propre à l'issue de ces événements ;

Considérant que l'autorité communale détient son pouvoir de taxation de l'article 170, § 4 de la Constitution ; qu'il lui appartient, dans le cadre de son autonomie fiscale, de déterminer les bases et l'assiette des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins qu'elle estime devoir pourvoir, sous la seule réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts ; que, sous réserve des exceptions déterminées par la loi, l'autorité communale choisit sous le contrôle de l'autorité de tutelle, la base des impôts levés par elle ;

Considérant que la détermination tant de la matière imposable que des redevables d'un impôt participe de l'autonomie fiscale reconnue à l'autorité communale ; qu'elle dispose, en la matière, d'un pouvoir discrétionnaire qu'elle exerce en tenant compte de ses besoins financiers spécifiques ;

DECIDE :

De modifier le règlement-taxi sur les événements sportifs organisés dans un lieu permettant d'accueillir plus de 500 personnes dont les exploitants s'engagent à réduire les nuisances ou inconvénients causés par leur activité :

#### Article 1

Il est établi pour l'exercice 2025 à partir du 1/8/25, et ensuite pour les exercices 2026 à 2031 une taxe annuelle sur les événements sportifs organisés dans un lieu permettant d'accueillir plus de 500 personnes et dont les exploitants s'engagent, dans les conditions précisées ci-dessous et notamment à l'article 3, à réduire les nuisances ou inconvénients causés par leur activité.

Par événement sportif, on entend l'événement sportif se déroulant dans le cadre d'une compétition ou d'une épreuve sportive pratiquées selon les règles fixées par une fédération sportive régionale, nationale ou internationale.

#### Article 2

La taxe est due par la personne physique ou morale qui exploite le lieu dans lequel l'évènement sportif est organisé ou, à défaut d'exploitant connu de la Commune, par le propriétaire de ce lieu.

Lorsque le redevable est une association non dotée de la personnalité juridique, la taxe est due solidairement et indivisiblement par chacun de ses membres.

### Article 3

§ 1er : Pour que le taux de taxation prévu par le présent règlement puisse trouver à s'appliquer, le redevable qui le souhaite présente au Collège des Bourgmestre et Echevins, avant le 31 janvier d'un exercice fiscal, un protocole contenant et décrivant les mesures quantitatives et qualitatives qu'il s'engage à mettre en œuvre pour :

- réduire de manière sensible les nuisances ou inconvénients que son activité est susceptible de provoquer sur le territoire de la Commune de Forest, notamment en termes de mobilité, de nuisances sonores et de propreté publique ;
- améliorer l'empreinte environnementale de son activité ;
- s'inscrire dans des objectifs de développement durable, aussi bien en termes de respect de l'environnement et de bon aménagement des lieux qu'en termes d'amélioration du tissu social (par exemple par la mise à disposition collective d'un lieu à un tarif préférentiel, par la création d'emplois, ...).

Le collège des bourgmestre et échevins soumet le protocole au conseil communal en cours de l'année fiscale, en vue de son agrément.

Le conseil communal agréé ou refuse d'agréer le protocole selon qu'il estime que les engagements pris par le redevable rencontrent ou ne rencontrent pas les objectifs visés à l'alinéa 1er ou ne seraient pas réalisables.

En cas d'agrément, le taux de la taxe est fixé comme suit pendant un an à compter du 1er janvier de l'année au cours de laquelle le protocole est agréé :

- Evènement sportif organisé dans un lieu permettant d'accueillir plus de 500 personnes sans en excéder 1.000 au cours d'une même séance, prix par évènement sportif :

| 2025(1/08) | 2026       | 2027       | 2028       | 2029       | 2030       | 2031       |
|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| 1.933,26 € | 1.971,93 € | 2.011,37 € | 2.051,60 € | 2.092,63 € | 2.134,48 € | 2.177,17 € |

- Evènement sportif organisé dans un lieu permettant d'accueillir jusqu'à 2.500 personnes au cours d'une même séance, prix par évènement sportif :

| 2025(1/08) | 2026       | 2027       | 2028       | 2029       | 2030       | 2031       |
|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| 3.866,55 € | 3.943,88 € | 4.022,76 € | 4.103,22 € | 4.185,28 € | 4.268,99 € | 4.354,37 € |

- Evènement sportif organisé dans un lieu permettant d'accueillir jusqu'à 5.000 personnes au cours d'une même séance, prix par évènement sportif :

| 2025(1/08) | 2026       | 2027       | 2028       | 2029       | 2030       | 2031       |
|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| 5.993,17 € | 6.113,03 € | 6.235,29 € | 6.360,00 € | 6.487,20 € | 6.616,94 € | 6.749,28 € |

- Evènement sportif organisé dans un lieu permettant d'accueillir plus de 5.000 personnes au cours

d'une même séance, prix par évènement sportif :

| 2025(1/08) | 2026       | 2027       | 2028       | 2029       | 2030       | 2031        |
|------------|------------|------------|------------|------------|------------|-------------|
| 8.893,11 € | 9.070,97 € | 9.252,39 € | 9.437,44 € | 9.626,19 € | 9.818,71 € | 10.015,08 € |

Par spectacle, on entend la durée de la séance pour laquelle un ticket est délivré.

A la fin de la première année, la commune vérifie la mise en œuvre du protocole qui peut alors, s'il le faut, être modifié moyennant l'agrément du conseil communal.

§ 2 : Pour chacune des années ultérieures, le redevable qui souhaite continuer à bénéficier d'un taux de taxation réduit présente au collège des bourgmestre et échevins, avant le 31 janvier de chaque année, un protocole démontrant que ses engagements précédents ont été réalisés et décrivant les nouvelles mesures quantitatives et qualitatives qu'il s'engage à mettre en œuvre, dans l'année, dans le respect des objectifs visés à l'article 3, § 1er, alinéa 1er du présent règlement.

Le protocole est soumis au conseil communal en cours de l'année fiscale, en vue de son agrément.

Pour autant que le protocole ait été agréé par le conseil communal, le taux de la taxe est fixé comme suit :

- Evènement sportif organisé dans un lieu permettant d'accueillir plus de 500 personnes sans en excéder 1.000 au cours d'une même séance, prix par évènement sportif :

| 2025(1/08) | 2026       | 2027      | 2028      | 2029      | 2030      | 2031      |
|------------|------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 1.353,26€  | 1.380,33 € | 1.407,94€ | 1.436,10€ | 1.464,82€ | 1.494,12€ | 1.524,00€ |

- Evènement sportif organisé dans un lieu permettant d'accueillir jusqu'à 2.500 personnes au cours d'une même séance, prix par évènement sportif :

| 2025(1/08) | 2026       | 2027      | 2028      | 2029      | 2030      | 2031      |
|------------|------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 2.706,57€  | 2.760,70 € | 2.815,91€ | 2.872,23€ | 2.929,67€ | 2.988,26€ | 3.048,03€ |

- Evènement sportif organisé dans un lieu permettant d'accueillir jusqu'à 5.000 personnes au cours d'une même séance, prix par évènement sportif :

| 2025(1/08) | 2026       | 2027      | 2028      | 2029      | 2030      | 2031      |
|------------|------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 4.253,21 € | 4.338,27 € | 4.425,04€ | 4.513,54€ | 4.603,81€ | 4.695,89€ | 4.789,81€ |

- Evènement sportif organisé dans un lieu permettant d'accueillir plus de 5.000 personnes au cours d'une même séance, prix par évènement sportif :

| 2025(1/08) | 2026       | 2027      | 2028      | 2029      | 2030      | 2031      |
|------------|------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 6.186,50 € | 6.310,23 € | 6.436,43€ | 6.565,16€ | 6.696,46€ | 6.830,39€ | 6.967,00€ |

§ 3 : Avant de soumettre le protocole au conseil communal, le collège des bourgmestre et échevins entend le redevable qui en fait la demande.

La décision du Conseil communal est notifiée sans délai au redevable.

#### Article 4

Le montant de la taxe est majoré ou diminué de la manière suivante :

- Lorsque moins de 75 événements sportifs sont organisés dans un même lieu et au cours d'une même année : diminution de 10 % ;
- Lorsque plus de 125 événements sportifs sont organisés dans un même lieu et au cours d'une même année : majoration de 10 %.

#### Article 5

L'Administration communale adresse au redevable un formulaire de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment complété, daté et signé au plus tard le 31 janvier de l'année suivant l'exercice d'imposition.

Les contribuables qui n'ont pas reçu le formulaire sont tenus d'en réclamer un. Tout contribuable est, en tout état de cause, tenu de déclarer spontanément à l'Administration les éléments nécessaires à la taxation au plus tard à la date fixée à l'alinéa premier.

La déclaration reste valable jusqu'à révocation.

#### Article 6

A défaut de déclaration dans le délai prévu à l'article 5 ou en cas de déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable, le redevable est imposé d'office d'après les éléments dont l'administration peut disposer.

Avant de procéder à la taxation d'office, le collège des bourgmestre et échevins notifie au redevable, par lettre recommandée, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées selon l'échelle de graduation suivante :

- Première infraction : majoration de 25 % ;
- Deuxième infraction, quelle que soit l'année où la première infraction a été commise : majoration de 50 % ;
- Troisième infraction, quelle que soit l'année où la deuxième a été commise : majoration de 100 % ;
- A partir de la quatrième infraction, quelle que soit l'année où la troisième a été commise : majoration de 200%.

Le montant de cette majoration est également enrôlé.

#### Article 7

Les infractions au présent règlement sont constatées par les fonctionnaires assermentés et spécialement désignés à cet effet par le collège échevinal. Les procès-verbaux qu'ils rédigent font foi jusqu'à preuve du contraire.

#### Article 8

La taxe est recouvrée par voie de rôle et est payable dans les deux mois de l'envoi de

l'avertissement-extrait de rôle.

#### Article 9

Lorsque l'exploitant redevable de la taxe est défaillant, le propriétaire du lieu dans lequel l'évènement sportif est organisé est solidairement responsable du paiement de la taxe.

---

**Financiën – Belasting op sportevenementen georganiseerd in een plaats die meer dan 500 personen kan onthalen waarvan de uitbaters er zich toe verbinden om de hinder of ongemakken veroorzaakt door hun activiteit te beperken – Reglement – Hernieuwing – Wijzigingen.**

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op het belastingreglement op sportevenementen georganiseerd in een plaats die meer dan 500 personen kan onthalen waarvan de uitbaters er zich toe verbinden om de hinder of ongemakken veroorzaakt door hun activiteit te beperken, goedgekeurd door de gemeenteraad op *19 december 2023*;

Overwegende dat een bepaald aantal feitelijke elementen leiden tot een ongunstige evolutie van de ontvangsten van de gemeente;

Overwegende dat het tarief van de belasting op de sportevenementen gerechtvaardigd is omwille van de alsmaar stijgende lasten die op de gemeentelijke financiën wegen;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de klanten van de vestigingen gelegen op het grondgebied van de gemeente Vorst gebruik kunnen maken van alle gemeentelijke infrastructuur die ter beschikking staan van de natuurlijke personen die al dan niet op het grondgebied van de gemeente wonen, met inbegrip van het wegnnet waarvan het onderhoud een zekere en niet verwaarloosbare kost vertegenwoordigt en dat al deze voordelen een zekere meerwaarde vormen;

Overwegende dat de gemeente inkomsten dient te ontvangen om uitgaven te kunnen verzekeren;

Overwegende dat er moet worden overgegaan tot de compensatie van de verliezen die voortvloeien uit het gebrek aan inkomsten afkomstig van de opcentiemen die niet geïnd worden op de



personenbelasting uit hoofde van personen die de ruimten, ingenomen door sportevenementen, hadden kunnen bezetten;

Overwegende dat de gemeenten tot taak hebben het voorzien, ten behoeve van de inwoners, in een goede politie, met name over de zindelijkheid, de gezondheid, de veiligheid en de rust op openbare wegen en plaatsen en in openbare gebouwen;

Overwegende dat het organiseren van sportevenementen op het grondgebied van de gemeente een impact heeft op de openbare rust, veiligheid en gezondheid omdat voetbalwedstrijden doorgaans ook duidelijk overlast onder de bevolking geven;

Overwegende dat het genegotieerd beheer van de openbare ruimte tijdens dergelijke evenementen een invloed heeft op de werklust van de gemeentelijke diensten, zowel wat de voorbereiding als wat het toezicht betreft, maar ook wat het herstel van de openbare rust en gezondheid betreft, met name door het ter beschikking stellen van materiaal, het specifieke verbod op gebruik van de openbare weg en het schoonhouden van het openbaar domein na afloop van deze evenementen;

Overwegende dat de gemeentelijke overheid haar bevoegdheid tot het heffen van belastingen ontleent aan artikel 170, §4 van de Grondwet; dat ze in het kader van haar fiscale autonomie de basis en de grondslag bepaalt van de belastingen waarvan zij de noodzaak beoordeelt naargelang de behoeften waarin ze meent te moeten voorzien, met de enige beperking opgelegd door de Grondwet, nl. de bevoegdheid van de wetgever om de gemeenten te verbieden bepaalde belastingen te heffen; dat de gemeentelijke overheid, onverminderd de bij wet bepaalde uitzonderingen, onder toezicht van de toezichthoudende overheid de basis kiest van de belastingen die ze heft;

Overwegende dat zowel de bepaling van de belastbare materie als deze van de belastingplichtigen behoort tot de fiscale autonomie toegekend aan de gemeentelijke overheid; dat zij in deze materie beschikt over een discretionaire bevoegdheid die zij uitoefent rekening houdend met haar specifieke financiële behoeften;

## BESLIST

Het belastingreglement op sportevenementen georganiseerd in een plaats die meer dan 500 personen kan onthalen waarvan de uitbaters er zich toe verbinden om de hinder of ongemakken veroorzaakt door hun activiteit te beperken, te wijzigen:

### Artikel 1

Er wordt voor het dienstjaar 2025 vanaf 1/8/25, en vervolgens voor de dienstjaren 2026 tot 2031 een jaarlijkse belasting geheven op de sportevenementen georganiseerd in een plaats die meer dan 500 personen kan ontvangen en waarvan de uitbaters er zich, onder de hieronder en in het bijzonder onder artikel 3 vermelde voorwaarden, toe verbinden om de hinder of ongemakken veroorzaakt door hun activiteiten te beperken.

Onder sportevenementen dient te worden verstaan: het sportevenement dat plaatsvindt in het kader van een wedstrijd of van een sportproef uitgevoerd volgens de regels vastgelegd door een regionale, nationale of internationale sportfederatie.

### Artikel 2

De belasting is verschuldigd door de natuurlijke of rechtspersoon die de plaats uitbaat waarin het sportevenement georganiseerd wordt of, wanneer de uitbater door de Gemeente niet gekend is,

door de eigenaar van deze plaats.

Wanneer de belastingplichtige een vereniging is die geen rechtspersoonlijkheid heeft, is de belasting hoofdelijk en ondeelbaar verschuldigd door elk van haar leden.

### Artikel 3

§ 1: Opdat het belastingtarief voorzien in huidig reglement toegepast zou kunnen worden, moet de belastingplichtige die dit wenst aan het College van Burgemeester en Schepenen, voor 31 januari van een fiscaal jaar, een protocol voorleggen waarin de kwantitatieve en kwalitatieve maatregelen vermeld en beschreven worden die hij belooft uit te voeren om:

- de hinder of ongemakken die zijn activiteit kan veroorzaken op het grondgebied van de Gemeente Vorst, onder meer inzake mobiliteit, geluidshinder en openbare netheid gevoelig te beperken ;
- de ecologische voetafdruk van zijn activiteit te verbeteren ;
- zich aan te sluiten bij de doelstellingen van duurzame ontwikkeling, zowel inzake eerbied voor het leefmilieu en goede plaatselijke aanleg als inzake verbetering van de sociale structuur (bijvoorbeeld door het collectief ter beschikking stellen van de plaats tegen een voordeeltarief, door het creëren van banen, ...).

Het College van Burgemeester en Schepenen legt in de loop van het belastingjaar het protocol voor aan de Gemeenteraad, met het oog op zijn goedkeuring.

De Gemeenteraad keurt het protocol goed of weigert het goed te keuren al naargelang hij van mening is dat de verbintenissen van de belastingplichtige al dan niet tegemoet komen aan de doelstellingen waarvan sprake in lid 1 of niet uitvoerbaar zouden zijn.

In geval van goedkeuring wordt het belastingtarief als volgt vastgesteld gedurende een jaar te tellen vanaf 1 januari van het jaar waarin het protocol goedgekeurd wordt:

- Sportevenement georganiseerd in een plaats die meer dan 500 personen kan onthalen maar niet meer dan 1.000 tijdens eenzelfde voorstelling, prijs per sportevenement:

| 2025(1/08) | 2026       | 2027      | 2028      | 2029      | 2030      | 2031      |
|------------|------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 1.933,26 € | 1.971,93 € | 2.011,37€ | 2.051,60€ | 2.092,63€ | 2.134,48€ | 2.177,17€ |

- Sportevenement georganiseerd in een plaats die tot 2.500 personen kan onthalen tijdens eenzelfde voorstelling, prijs per sportevenement:

| 2025(1/08) | 2026       | 2027      | 2028      | 2029      | 2030      | 2031      |
|------------|------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 3.866,55 € | 3.943,88 € | 4.022,76€ | 4.103,22€ | 4.185,28€ | 4.268,99€ | 4.354,37€ |

- Sportevenement georganiseerd in een plaats die tot 5.000 personen kan onthalen tijdens eenzelfde voorstelling, prijs per sportevenement:

| 2025(1/08) | 2026       | 2027      | 2028      | 2029      | 2030      | 2031      |
|------------|------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 5.993,17 € | 6.113,03 € | 6.235,29€ | 6.360,00€ | 6.487,20€ | 6.616,94€ | 6.749,28€ |

- Sportevenement georganiseerd in een plaats die meer dan 5.000 personen kan onthalen tijdens eenzelfde voorstelling, prijs per sportevenement:

| 2025(1/08) | 2026       | 2027      | 2028      | 2029      | 2030      | 2031       |
|------------|------------|-----------|-----------|-----------|-----------|------------|
| 8.893,11€  | 9.070,97 € | 9.252,39€ | 9.437,44€ | 9.626,19€ | 9.818,71€ | 10.015,08€ |

Onder vertoning wordt verstaan de duur van de voorstelling waarvoor een ticket wordt afgegeven.

Aan het einde van het eerste jaar controleert de gemeente de uitvoering van het protocol dat vervolgens, indien nodig, gewijzigd kan worden mits de goedkeuring van de gemeenteraad.

§ 2: Voor elk van de volgende jaren moet de belastingplichtige die wil blijven genieten van een verlaagd belastingtarief aan het college van burgemeester en schepenen, voor 31 januari van elk jaar, een protocol voorleggen waarin aangetoond wordt dat zijn voorgaande verbintenissen uitgevoerd werden en waarin de nieuwe kwantitatieve en kwalitatieve maatregelen beschreven worden die hij, binnen het jaar, belooft uit te voeren in naleving van de doelstellingen zoals bedoeld in artikel 3, §1, 1ste lid van het huidige reglement.

Het protocol wordt in de loop van het belastingjaar voorgelegd aan de gemeenteraad, met het oog op zijn goedkeuring.

Mits goedkeuring van het protocol door de gemeenteraad wordt het belastingtarief als volgt vastgesteld:

- Sportevenement georganiseerd in een plaats die meer dan 500 personen kan onthalen maar niet meer dan 1.000 tijdens eenzelfde voorstelling, prijs per sportevenement:

| 2025(1/08) | 2026       | 2027      | 2028      | 2029      | 2030      | 2031      |
|------------|------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 1.353,26€  | 1.380,33 € | 1.407,94€ | 1.436,10€ | 1.464,82€ | 1.494,12€ | 1.524,00€ |

- Sportevenement georganiseerd in een plaats die tot 2.500 personen kan onthalen tijdens eenzelfde voorstelling, prijs per sportevenement:

| 2025(1/08) | 2026       | 2027      | 2028      | 2029      | 2030      | 2031      |
|------------|------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 2.706,57€  | 2.760,70 € | 2.815,91€ | 2.872,23€ | 2.929,67€ | 2.988,26€ | 3.048,03€ |

- Sportevenement georganiseerd in een plaats die tot 5.000 personen kan onthalen tijdens eenzelfde voorstelling, prijs per sportevenement:

| 2025(1/08) | 2026       | 2027      | 2028      | 2029      | 2030      | 2031      |
|------------|------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 4.253,21 € | 4.338,27 € | 4.425,04€ | 4.513,54€ | 4.603,81€ | 4.695,89€ | 4.789,81€ |

- Sportevenement georganiseerd in een plaats die meer dan 5.000 personen kan onthalen tijdens eenzelfde voorstelling, prijs per sportevenement:

| 2025(1/08) | 2026       | 2027      | 2028      | 2029      | 2030      | 2031      |
|------------|------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 6.186,50 € | 6.310,23 € | 6.436,43€ | 6.565,16€ | 6.696,46€ | 6.830,39€ | 6.967,00€ |

§ 3: Alvorens het protocol aan de Gemeenteraad voor te leggen, wordt de belastingplichtige, die hierom verzoekt, gehoord door het College van Burgemeester en Schepenen.

De beslissing van de Gemeenteraad wordt onmiddellijk aan de belastingplichtige betekend.

#### Artikel 4

Het bedrag van de belasting wordt op volgende wijze verhoogd of verlaagd:

- Wanneer minder dan 75 sportevenementen georganiseerd worden in eenzelfde plaats en gedurende eenzelfde jaar: verlaging met 10 %;
- Wanneer meer dan 125 sportevenementen georganiseerd worden in eenzelfde plaats en gedurende eenzelfde jaar: verhoging met 10 %.

#### Artikel 5

Het gemeentebestuur zendt de belastingplichtige een aangifteformulier dat hij uiterlijk op 31 januari van het jaar volgend op het aanslagjaar behoorlijk ingevuld, gedateerd en ondertekend dient terug te sturen.

De belastingplichtigen die geen formulier ontvangen hebben, dienen er zelf een aan te vragen. Elke belastingplichtige dient in ieder geval spontaan alle noodzakelijke informatie bij het bestuur aan te geven voor de belastingheffing, uiterlijk op de in het eerste lid vastgestelde datum.

De aangifte blijft geldig tot herroeping.

#### Artikel 6

Bij gebrek aan aangifte binnen de in artikel 5 voorgeschreven termijn of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte vanwege de belastingplichtige, wordt de belastingplichtige van ambtswege belast volgens de elementen waarover het bestuur kan beschikken.

Alvorens over te gaan tot de belastingheffing van ambtswege, betekent het College van Burgemeester en Schepenen aan de belastingplichtige, via aangetekend schrijven, de redenen waarom tot deze procedure overgegaan wordt, de elementen waarop de belastingheffing gebaseerd is, evenals de wijze waarop deze elementen vastgesteld werden en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van 30 dagen te tellen vanaf de verzenddatum van de betekening om zijn opmerkingen schriftelijk voor te dragen.

De van ambtswege ingekohierde belastingen worden verhoogd volgens de volgende schaalverdeling:

- Eerste overtreding: verhoging met 25 %;
- Tweede overtreding, ongeacht het jaar waarin de eerste overtreding begaan werd: verhoging met 50 %;
- Derde overtreding, ongeacht het jaar waarin de tweede overtreding begaan werd: verhoging met 100 %;
- Vanaf de vierde overtreding, ongeacht het jaar waarin de derde overtreding begaan werd: verhoging met 200 %.

Het bedrag van deze verhoging wordt tevens ingekohierd.

#### Artikel 7

De overtredingen van huidig reglement worden vastgesteld door de beëdigde ambtenaren en die door het Schepencollege hiervoor speciaal aangesteld werden. De proces-verbalen die ze opstellen, zijn rechtsgeldig tot het bewijs van het tegendeel.

#### Artikel 8

De belasting wordt ingevorderd door middel van een kohier en dient binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet betaald te worden.

#### Artikel 9

Wanneer de belastingplichtige uitbater de belasting niet betaalt, is de eigenaar van de plaats waarin het sportevenement georganiseerd wordt, hoofdelijk aansprakelijk voor de betaling van de belasting.

---

## **Comptabilité - Boekhouding**

### **15 Finances – La Famille Forestoise asbl – Compte de l'exercice 2024.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale,

Vu la décision du Conseil Communal du 25 mars 2025 arrêtant les douzièmes provisoires d'avril, mai, juin 2025 et l'article 14 du règlement général sur la comptabilité communale ;

Vu l'approbation par l'assemblée générale ordinaire en date du 23 mai 2025 des comptes de l'exercice 2024 de l'asbl « La Famille Forestoise », Rue Roosendael 175 à 1190 Forest en vue de l'obtention du subsidie communal ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle et à l'octroi de certaines subventions ;

Vu la décision du Conseil Communal de Forest en séance du 14 février 1989 d'accorder un fonds de roulement de 12.394,68 euros à l'asbl « La Famille Forestoise », Rue Roosendael 175 à Forest ;

Vu le compte de résultat 2024, ainsi que d'autres dossiers annexés à la présente délibération

DECIDE :

De prendre acte du compte de résultat de l'exercice 2024 et du bilan tels qu' approuvés par son Assemblée Générale de l'asbl « La Famille Forestoise », Rue Roosendael 175 à 1190 Forest en vue de la liquidation du subsidie communal de 78.429,29 euros dès que réception du bilan revêtu du cachet attestant de son dépôt au greffe du tribunal de l'entreprise francophone de Bruxelles ;

D'approuver la liquidation de la subvention de 78.429,29 euros à l'article 844/332-02/13 du service ordinaire du budget 2025 au profil de l'asbl « La Famille Forestoise ».

---

### **Financiën – La Famille Forestoise vzw – Rekening van het dienstjaar 2024.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 25 maart 2025 tot vaststelling van de voorlopige twaalfden voor april, mei, juni 2025, en artikel 14 van het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;

Gelet op de goedkeuring door de gewone algemene vergadering op datum van 23 mei 2025 van de

rekeningen van het dienstjaar 2024 van de vzw “La Famille Forestoise”, Roosendaelstraat 175 te 1190 Vorst met het oog op het verkrijgen van de gemeentelijke subsidie;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle en de toekenning van sommige toelagen;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van Vorst in zitting van 14 februari 1989 om een werkkapitaal van 12.394,68 euro toe te kennen aan de vzw “La Famille Forestoise”, Roosendaelstraat 175 te Vorst;

Gelet op de resultatenrekening 2024 en andere dossiers, opgenomen in bijlage bij de huidige beraadslaging

BESLIST:

Akte te nemen van de resultatenrekening van het dienstjaar 2024 en van de balans aangenomen door de Algemene Vergadering, van de vzw “La Famille Forestoise”, Roosendaelstraat 175 te 1190 Vorst met het oog op de uitbetaling van de gemeentelijke subsidie van 78.429,29 euro na ontvangst van de afgestempelde balans met het bewijs van neerlegging bij de griffie van de Franstalige ondernemingsrechtbank van Brussel;

De uitbetaling goed te keuren van de subsidie van 78.429,29 euro op artikel 844/332-02/13 van de gewone dienst van de begroting 2025 voor de vzw “La Famille Forestoise”.

*9 annexes / 9 bijlagen*

---

## **AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN**

### **Centrale d'achats - Aankoopcentrale**

#### **16 Centrale d'achats - Marchés publics - Fourniture de logiciels et petit matériel informatique - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - SCA-2025-F-007 - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l'article 234 §3 habilitant le Collège des Bourgmestre et Échevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 143.000 euros et précisant que dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins lors de sa prochaine séance ;

Considérant que le marché public relatif à la fourniture de logiciels et petit matériel informatique (2021-F-008) a pris fin le 21 avril 2025 et qu'il y avait lieu d'en relancer un nouveau pour couvrir les besoins du service informatique pour les prochaines années ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 27 mai 2025 de passer un marché public ayant pour objet “ Fourniture de logiciels et petit matériel informatique ” (SCA-2025-F-007) par procédure négociée sans publication préalable pour un montant estimé à € 119.008,28 hors TVA ou € 144.000,00, 21 % TVA comprise pour 4 ans (années 2025 à 2028) ;

Considérant que les crédits permettant de financer ces dépenses sont inscrits à l'article budgétaire 139/123-13/ - /15 du service ordinaire de l'exercice 2025 et feront l'objet d'une proposition d'inscription pour les exercices 2026 à 2028 ;

Vu l'arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale

notamment l'article 14 (crédits provisoires) ;

Vu la décision du Conseil communal du 16 décembre 2024 d'autoriser la disposition de trois douzièmes provisoires pour les mois de janvier, février et mars 2025 ;

Vu la décision du Conseil communal du 25 mars 2025 d'autoriser la disposition de trois douzièmes provisoires supplémentaires pour les mois d'avril, mai et juin 2025 ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 143.000,00 €) et l'article 57 (clauses de reconduction) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

DECIDE :

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 27 mai 2025 de passer un marché public ayant pour objet “ Fourniture de logiciels et petit matériel informatique ” (SCA-2025-F-007) par procédure négociée sans publication préalable pour un montant estimé € 119.008,28 hors TVA ou € 144.000,00, 21 % TVA comprise pour 4 ans (années 2025 à 2028).

---

**Aankoopcentrale - Overheidsopdrachten - Levering van software en klein informaticamateriaal - Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden - Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet - SCA-2025-F-007 - Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3 dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 143.000 euro, en dat preciseert dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis wordt gesteld van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat de overheidsopdracht betreffende de levering van software en klein informaticamateriaal (2021-F-008) afliep op 21 april 2025 en dat er een nieuwe moet worden uitgeschreven om in de behoeften van de informaticadienst voor de komende jaren te voorzien;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 27 mei 2025 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp “Levering van software en klein informaticamateriaal” (SCA-2025-F-007) via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking, voor een bedrag geraamd op 119.008,28 € excl. btw of 144.000,00 €, 21 % btw inbegrepen, voor 4 jaar (2025 tot en met 2028);

Overwegende dat de kredieten ter financiering van deze uitgaven worden opgenomen in begrotingsartikel 139/123-13/ - /15 van de gewone dienst van begrotingsjaar 2025 en het voorwerp zullen uitmaken van een voorstel tot inschrijving voor de begrotingsjaren 2026 tot en met 2028;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit, inzonderheid artikel 14 (voorlopige kredieten);

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 16 december 2024 om drie voorlopige twaalfden voor de maanden januari, februari en maart 2025 toe te staan;

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 25 maart 2025 om drie bijkomende voorlopige twaalfden voor de maanden april, mei en juni 2025 toe te staan;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 42, § 1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van 143.000,00 € niet) en artikel 57 (verlengingen);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 27 mei 2025 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp “Levering van software en klein informaticamateriaal” (SCA-2025-F-007) via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking, voor een bedrag geraamd op 119.008,28 € excl. btw of 144.000,00 €, 21 % btw inbegrepen, voor 4 jaar (2025 tot en met 2028).

*3 annexes / 3 bijlagen*

---

**17 Centrale d’achats – Marchés publics – Transport scolaire et extrascolaire – Choix de la procédure de passation et fixation des conditions – Application de l’article 234 §3 de la Nouvelle loi communale – SCA-2025-S-013 – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale de 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l’article 234 §3 habilitant le Collège des Bourgmestre et Échevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 143.000 euros et précisant que dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins lors de sa prochaine séance ;

Considérant que le marché public relatif au transport scolaire et extrascolaire (2024-S-007) prendra fin le 31 août 2025 et qu’il est nécessaire d’en relancer un nouveau afin de garantir un trajet sécurisé des élèves des écoles communales vers différents lieux ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 24 avril 2025 de passer un marché public de services ayant pour objet « Transport scolaire et extrascolaire» (SCA-2025-S-013) par procédure négociée sans publication préalable pour un montant estimé € 142.353,00 hors TVA ou € 150.894,18, 6% TVA comprise pour un an et que les crédits permettant de financer ces dépenses sont inscrits aux articles budgétaires 7611/124-48/34, 7201/124-22/16, 7201/124-24/16, 7202/124-24/51 et 7032/124-22/51 du service ordinaire de l’exercice 2025 et feront l’objet d’une proposition d’inscription pour l’exercice 2026 ;

Vu l’arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale notamment l’article 14 (crédits provisoires) ;

Vu la décision du Conseil communal du 16 décembre 2024 d’autoriser la disposition de trois douzièmes provisoires pour les mois de janvier, février et mars 2025 ;



Vu la décision du Conseil communal du 25 mars 2025 d'autoriser la disposition de trois douzièmes provisoires pour les mois d'avril, mai et juin 2025 ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 143.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

DECIDE :

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 24 avril 2025 de passer un marché public de services ayant pour objet « Transport scolaire et extrascolaire» (SCA-2025-S-013) par procédure négociée sans publication préalable pour un montant estimé € 142.353,00 hors TVA ou € 150.894,18, 6% TVA comprise pour un an et que les crédits permettant de financer ces dépenses sont inscrits aux articles budgétaires 7611/124-48/34, 7201/124-22/16, 7201/124-24/16, 7202/124-24/51 et 7032/124-22/51 du service ordinaire de l'exercice 2025 et feront l'objet d'une proposition d'inscription pour l'exercice 2026.

---

**Aankoopcentrale – Overheidsopdrachten – Schoolvervoer en vervoer naar buitenschoolse activiteiten – Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden – Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet – SCA-2025-S-013 – Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3 dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 143.000 euro, en dat preciseert dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis wordt gesteld van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat de overheidsopdracht "Schoolvervoer en vervoer naar buitenschoolse activiteiten (2024-S-007) afloopt op 31 augustus 2025 en dat het noodzakelijk is een nieuwe uit te schrijven om leerlingen van gemeentescholen veilig naar verschillende locaties te vervoeren;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 24 april 2025 om een overheidsopdracht voor diensten te gunnen met als voorwerp "Schoolvervoer en vervoer naar buitenschoolse activiteiten" (SCA-2025-S-013) via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking, voor het geraamde bedrag van 142.353,00 € excl. btw of 150.894,18 €, 6% btw inbegrepen voor een jaar en waarbij de kredieten die het mogelijk maken deze uitgaven te financieren ingeschreven zijn op begrotingsartikelen 7611/124-48/34, 7201/124-22/16, 7201/124-24/16, 7202/124-24/51 en 7032/124-22/51 van de gewone dienst voor het dienstjaar 2025 en het voorwerp zullen uitmaken van een voorstel tot inschrijving voor dienstjaar 2026;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit, inzonderheid artikel 14 (voorlopige kredieten);

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 16 december 2024 om drie voorlopige twaalfden voor de maanden januari, februari en maart 2025 toe te staan;

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 25 maart 2025 om drie voorlopige twaalfden voor de maanden april, mei en juni 2025 toe te staan;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 42, §1, 1<sup>o</sup> a) (de goed te keuren uitgave excl. btw is lager dan de drempel van 143.000,00 €);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1<sup>o</sup>;

## BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 24 april 2025 om een overheidsopdracht voor diensten te gunnen met als voorwerp "Schoolvervoer en vervoer naar buitenschoolse activiteiten" (SCA-2025-S-013) via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking, voor het geraamde bedrag van 142.353,00 € excl. btw of 150.894,18 €, 6% btw inbegrepen voor een jaar en waarbij de kredieten die het mogelijk maken deze uitgaven te financieren ingeschreven zijn op begrotingsartikelen 7611/124-48/34, 7201/124-22/16, 7201/124-24/16, 7202/124-24/51 en 7032/124-22/51 van de gewone dienst voor het dienstjaar 2025 en het voorwerp zullen uitmaken van een voorstel tot inschrijving voor dienstjaar 2026.

*3 annexes / 3 bijlagen*

---

## TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

### Revitalisation des quartiers - Wijkcontracten

#### 18 Revitalisation des quartiers – Contrat de quartier durable 2 Cités – Opération A.1 Les Tiers-lieux de la Nouvelle Cité – Animation des squares – Subsidies.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale, en particulier l'article 124 :

*§ 1 Le conseil communal peut déléguer au collège des bourgmestre et échevins la compétence d'octroyer les subventions:*

- 1. motivées par l'urgence ou en raison de circonstances impérieuses et imprévues;*
- 2. jusqu'à 2.500 euros lorsque leurs bénéficiaires ne sont pas identifiés nominativement au budget.*

*La décision du collège des bourgmestre et échevins adoptée sur la base de l'alinéa 1er, 1<sup>o</sup>, est motivée et est portée à la connaissance du conseil communal, lors de sa prochaine séance, pour prise d'acte.*

*§ 2 Chaque année, le collège des bourgmestre et échevins fait rapport au conseil communal sur les subventions qu'il a octroyées au cours de l'exercice.*

Vu l'Ordonnance organique de la Revitalisation Urbaine de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 octobre 2016, en particulier l'article 28 relatif aux modifications de programme d'un Contrat de quartier durable ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 novembre 2016 relatif aux Contrats de Quartier Durable ;

Vu la décision du Conseil communal en sa séance du 20 septembre 2022 approuvant l'ensemble des documents relatifs au Programme du Contrat de Quartier Durable « Deux Cités » ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 8 décembre 2022 octroyant un subside de 12.500.000,00 euros pour la mise en œuvre des opérations et actions inscrites dans le programme du Contrat de quartier durable 2 Cités ;

Vu l'Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 décembre 2022 prolongeant de 6 mois la durée de la phase d'exécution du CQD 2 Cités ;

Vu la décision du Conseil communal en sa séance du 15 octobre 2024 approuvant la modification de programme 01 du Contrat de quartier durable 2 Cités ;

Vu le courrier du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 décembre 2024 approuvant la modification de programme 01 du Contrat de quartier durable 2 Cités ;

Vu la décision du Conseil communal du 27 mai 2025 approuvant la disposition des douzièmes provisoires pour les mois de juillet, août et septembre 2025 ;

Vu l'article 14 du règlement général portant sur la comptabilité communale ;

Considérant que l'opération A.1 *Les Tiers-lieux de la Nouvelle Cité* du programme du CQD 2 Cités prévoit notamment le réaménagement des espaces publics de la Nouvelle Cité – notamment les squares Madelon, Toinon, Lison, Manon et Neerstalle – partie de l'opération dénommée *Squarebeek* ;

Considérant que cette partie de l'opération implique une participation citoyenne spécifique, débutant notamment par une appropriation des espaces publics ;

Considérant que le climat social et le sentiment d'insécurité au sein de ces espaces publics, traduits notamment par l'Ordonnance de police du bourgmestre portant sur la limitation de fréquentation du Square Madelon et de ses abords en vue de maintenir l'ordre public et de prévenir les nuisances publiques liées à la consommation, la vente et le trafic de drogues, du 10 mars 2025 ;

Considérant qu'en complément de cette Ordonnance, il est proposé aux services communaux et acteurs associatifs et citoyens du quartier et de la Commune de mener des actions d'animations de ces espaces publics, en particulier pendant la période estivale, afin de permettre aux habitants de se réapproprier positivement les espaces publics de la Nouvelle Cité ;

Considérant que les services *Cohésion sociale* et *Revitalisation des quartiers* ont invité les acteurs associatifs à proposer des activités notamment lors de la Commission de concertation de la Cohésion Sociale de Forest du 15 avril 2025 et du Café de quartier (regroupement bimestriel informatif des acteurs communaux, associatifs et citoyens du quartier du Bempt) du 22 avril 2025 ;

Considérant que des acteurs associatifs forestois ont répondu favorablement afin de proposer diverses animations ;

Considérant que certaines de ces animations sortent de la programmation habituelle des acteurs associatifs qui les proposent et nécessitent un soutien financier ;

Considérant que le soutien financier à ces acteurs associatifs répondant favorablement à l'interpellation des services communaux quant à l'animation des espaces publics de la Nouvelle Cité peut être intégré au programme du CQD 2 *Cités* et faire l'objet d'une subvention ;

Considérant qu'il est proposé d'octroyer un subside aux acteurs associatifs ayant répondu favorablement et qualitativement à l'appel des services communaux quant à l'animation des espaces publics de la Nouvelle Cité ;

Considérant que, conformément à l'article 124 de la Nouvelle Loi Communale, le Conseil communal peut déléguer au Collège des bourgmestre et échevins la compétence d'octroyer les subventions sous certaines conditions ;

Considérant que ces subsides seront soumis aux conditions suivantes :

1. Avoir répondu favorablement à l'appel à animation lancé par les services *Cohésion sociale et Revitalisation des quartiers* avant le 16 juin 2025 ;
2. Proposer une animation ponctuelle ou régulière des espaces publics de la Nouvelle Cité ;
3. S'adresser en priorité aux habitants des abords de ces espaces publics ;
4. La période d'animation est comprise entre le 9 juillet et le 30 septembre 2025 ;
5. Le montant du subside octroyé à chaque acteur doit être inférieur à 2.500 euros ;
6. Faire l'objet d'une convention entre la Commune et l'acteur associatif désigné ;
7. Financement d'une avance de 80% du montant sollicité suite à la signature de la convention et du solde de 20% suite à la remise d'un bref rapport d'activité ultérieur à la période d'animation proposée ;
8. Le Conseil communal doit être informé de l'octroi des subsides lors de sa prochaine séance ;

Considérant que les crédits nécessaires au subventionnement des animations estivales des espaces publics de la Nouvelle Cité sont inscrits à l'article 93011/332-02/92 « Subsidés aux organismes au service des ménages » du service ordinaire du budget 2025, et que leur montant ne dépassera pas 15.000 € TTC ;

Considérant que ces transferts seront financés à 100% par le subside de la Région de Bruxelles-Capitale relatif au CQD 2 *Cités*, inscrit à l'article de recette 93011/994-01/92 « Prélèvement sur le fonds de réserves ordinaires » du service ordinaire du budget 2025, subside lié au n° de droit constaté 3989/2022 ;

DECIDE :

De déléguer, conformément à l'article 124 de la Nouvelle Loi Communale, au Collège des bourgmestre et échevins la compétence d'octroyer les subventions pour des animations estivales des espaces publics de la Nouvelle Cité, aux conditions suivantes :

1. Avoir répondu favorablement à l'appel à animation lancé par les services *Cohésion sociale et Revitalisation des quartiers* avant le 16 juin 2025 ;
2. Proposer une animation ponctuelle ou régulière des espaces publics de la Nouvelle Cité ;
3. S'adresser en priorité aux habitants des abords de ces espaces publics ;
4. La période d'animation est comprise entre le 9 juillet et le 30 septembre 2025 ;
5. Le montant du subside octroyé à chaque acteur doit être inférieur à 2.500 euros ;

6. Faire l'objet d'une convention entre la Commune et l'acteur associatif désigné ;
7. Financement d'une avance de 80% du montant sollicité suite à la signature de la convention et du solde de 20% suite à la remise d'un bref rapport d'activité ultérieur à la période d'animation proposée ;
8. Le Conseil communal doit être informé de l'octroi des subsides lors de sa prochaine séance ;

De déléguer au Collège des bourgmestre et échevin l'approbation et la signature de la convention liée à ces subsides ;

De faire application de la décision du Conseil communal du 27 mai 2025 autorisant la disposition des douzièmes provisoires de juillet, août et septembre 2025 et précisant que ces crédits seront utilisés conformément à l'article 14 de l'AR du règlement général portant sur la comptabilité communale ;

D'inscrire les transferts liés au subside des animations estivales des espaces publics de la Nouvelle Cité à l'article 93011/332-02/92 « Subsidies aux organismes au service des ménages » du service ordinaire du budget 2025 dont leur montant ne dépassera pas 15.000 € TTC ;

De financer cette dépense à 100% par le subside de la Région de Bruxelles-Capitale relatif au CQD 2 Cités, inscrit à l'article de recette 93011/994-01/92 « Prélèvement sur le fonds de réserves ordinaires » du service ordinaire du budget 2025, subside lié au n° de droit constaté 3989/2022.

---

### **Heropleving van de wijken – Duurzaam wijkcontract 2 Cités – Operatie A.1 De derde plekken van de Nieuwe Cité – Animatie op de pleinen – Subsidies.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 124:

*§ 1 De gemeenteraad kan het college van burgemeester en schepenen de bevoegdheid machtigen om een subsidie toe te kennen:*

1. *gemotiveerd door hoogdringendheid of door dringende en onvoorziene omstandigheden;*
2. *tot 2 500 euro wanneer hun begunstigden niet nominatief op de begroting worden geïdentificeerd.*

*Het besluit van het college van de burgemeester en schepenen dat op basis van het eerste lid, 1° is genomen, wordt gemotiveerd en wordt voor akteneming ter kennis gebracht van de gemeenteraad tijdens de volgende zitting.*

*§ 2 Elk jaar brengt het college van de burgemeester en schepenen verslag uit aan de gemeenteraad over de subsidies die in de loop van het dienstjaar werden toegekend.*

Gelet op de ordonnantie houdende organisatie van de stedelijke herwaardering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 6 oktober 2016, inzonderheid artikel 28 betreffende de programmawijzigingen van een Duurzaam wijkcontract;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 24 november 2016 betreffende de duurzame wijkcontracten;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad in zitting van 20 september 2022 tot goedkeuring van alle documenten met betrekking tot het programma van het Duurzaam wijkcontract "2 Cités";

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 8 december 2022 tot toekenning van een subsidie van 12.500.000,00 euro voor de uitvoering van de operaties en acties opgenomen in het programma van het Duurzaam wijkcontract "2 Cités";

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 23 december 2022 betreffende de verlenging van de uitvoeringsfase van DWC "2 Cités" met 6 maanden;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad in zitting van 15 oktober 2024 tot goedkeuring van programmawijziging 01 van het Duurzaam wijkcontract 2 *Cités*;

Gelet op de brief van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 17 december 2024 tot goedkeuring van programmawijziging 01 van het Duurzaam wijkcontract 2 *Cités*;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 27 mei 2025 om voorlopige twaalfden toe te staan voor de maanden juli, augustus en september 2025;

Gelet op artikel 14 van het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;

Overwegende dat operatie A.1 *De derde plekken van de Nieuwe Cité* van het programma DWC 2 *Cités* meer bepaald voorziet in de herinrichting van de openbare ruimten in de Nieuwe Cité - in het bijzonder de Madelon-, de Toiron-, de Lison-, de Manon- en de Neerstallesquare - als onderdeel van de operatie genaamd *Squarebeek*;

Overwegende dat dit onderdeel van de operatie een specifieke burgerparticipatie inhoudt, die met name begint met de toe-eigening van de openbare ruimten;

Overwegende dat het sociale klimaat en het onveiligheidsgevoel binnen deze openbare ruimten, in het bijzonder weerspiegeld door de politieverordening van de burgemeester van 10 maart 2025 met betrekking tot de beperking van de toegang tot de Madelonsquare en de omgeving ervan om de openbare orde te handhaven en openbare overlast in verband met drugsgebruik, -verkoop en -handel te voorkomen;

Overwegende dat, in aanvulling op deze verordening, wordt voorgesteld dat de gemeentediensten, verenigingen en bewoners van de wijk en de Gemeente activiteiten uitvoeren in deze openbare ruimten, met name tijdens de zomerperiode, om de bewoners in staat te stellen de openbare ruimten van de Nouvelle Cité opnieuw positief te benutten.

Overwegende dat de diensten *Sociale Cohesie* en *Heropleving van de wijken* de verenigingen hebben verzocht activiteiten voor te stellen, met name tijdens de Overlegcommissie Sociale Cohesie van Vorst op 15 april 2025 en tijdens het Buurtcafé (een tweemaandelijks informatieve bijeenkomst van gemeentelijke actoren, verenigingen en inwoners van de Bemptwijk) op 22 april 2025;

Overwegende dat Vorstse verenigingen positief hebben gereageerd om verschillende activiteiten voor te stellen;

Overwegende dat sommige van deze activiteiten geen deel uitmaken van het gebruikelijke programma van de verenigingen die ze voorstellen en financiële steun vereisen;

Overwegende dat financiële steun voor deze verenigingen die positief hebben gereageerd op de oproep van de gemeentediensten voor animatie in de openbare ruimten van de Nieuwe Cité, kan worden opgenomen in het programma DWC 2 *Cités* en het voorwerp kan uitmaken van een subsidie;

Overwegende dat wordt voorgesteld om een subsidie toe te kennen aan verenigingen die positief en kwalitatief hebben gereageerd op de oproep van de gemeentediensten betreffende de animatie in de openbare ruimten van de Nieuwe Cité;

Overwegende dat, overeenkomstig artikel 124 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad de bevoegdheid om subsidies toe te kennen onder bepaalde voorwaarden kan machtigen aan het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat deze subsidies onderworpen zullen zijn aan de volgende voorwaarden:

1. Positief hebben gereageerd op de oproep tot animatie gelanceerd door de diensten *Sociale Cohesie* en *Heropleving van de wijken* vóór 16 juni 2025;

2. Af en toe of regelmatig activiteiten aanbieden in de openbare ruimten van de Nieuwe Cité;
3. Zich hoofdzakelijk richten op de bewoners in de buurt van de openbare ruimten;
4. De periode voor animatie ligt tussen 9 juli en 30 september 2025;
5. Het bedrag van de subsidie die aan elke actor wordt toegekend moet lager zijn dan 2.500 euro;
6. Het voorwerp uitmaken van een overeenkomst tussen de Gemeente en de aangewezen vereniging;
7. Financiering van een voorschot van 80% van het gevraagde bedrag na ondertekening van de overeenkomst en het saldo van 20% na indiening van een beknopt activiteitenverslag na de voorgestelde periode voor animatie;
8. De Gemeenteraad moet tijdens zijn eerstvolgende zitting op de hoogte worden gebracht van de toekenning van de subsidies;

Overwegende dat de kredieten nodig voor de subsidiëring van de zomeractiviteiten in de openbare ruimten van de Nieuwe Cité ingeschreven zijn op artikel 93011/332-02/92 'Subsidies aan instellingen ten dienste van de gezinnen' van de gewone dienst van de begroting 2025 en dat het bedrag inclusief belasting niet hoger is dan 15.000 € alle belastingen inbegrepen;

Overwegende dat deze overdrachten voor 100% worden gefinancierd door de subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende *DWC 2 Cités*, ingeschreven op artikel van ontvangst 93011/994-01/92 'Overboeking op het gewone reservefonds' van de gewone dienst van de begroting 2025, subsidie verbonden aan vastgesteld recht nr. 3989/2022;

BESLIST:

Overeenkomstig artikel 124 van de Nieuwe Gemeentewet het College van Burgemeester en Schepenen de bevoegdheid te machtigen om subsidies toe te kennen voor zomeractiviteiten in de openbare ruimten van de Nieuwe Cité, onder de volgende voorwaarden:

1. Positief hebben gereageerd op de oproep tot animatie gelanceerd door de diensten *Sociale Cohesie* en *Heropleving van de wijken vóór 16 juni 2025*;
2. Af en toe of regelmatig activiteiten aanbieden in de openbare ruimten van de Nieuwe Cité;
3. Zich hoofdzakelijk richten op de bewoners in de buurt van de openbare ruimten;
4. De periode voor animatie ligt tussen 9 juli en 30 september 2025;
5. Het bedrag van de subsidie die aan elke actor wordt toegekend moet lager zijn dan 2.500 euro;
6. Het voorwerp uitmaken van een overeenkomst tussen de Gemeente en de aangewezen vereniging;
7. Financiering van een voorschot van 80% van het gevraagde bedrag na ondertekening van de overeenkomst en het saldo van 20% na indiening van een beknopt activiteitenverslag na de voorgestelde periode voor animatie;
8. De Gemeenteraad moet tijdens zijn eerstvolgende zitting op de hoogte worden gebracht van de toekenning van de subsidies;

Het College van Burgemeester en Schepenen te machtigen om de overeenkomst met betrekking tot deze subsidies goed te keuren en te ondertekenen;

De beslissing van de Gemeenteraad van 27 mei 2025 om de voorlopige twaalfden van juli, augustus en september 2025 toe te staan en waarbij wordt gepreciseerd dat deze kredieten zullen worden gebruikt in overeenstemming met artikel 14 van het KB van het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit, in toepassing te brengen;

De overdrachten in verband met de subsidie voor de zomeractiviteiten in de openbare ruimten van de Nieuwe Cité in te schrijven op artikel 93011/332-02/92 'Subsidies aan instellingen ten dienste van de gezinnen' van de gewone dienst van de begroting 2025 tot een maximumwaarde van 15.000 € alle belastingen inbegrepen;

Deze uitgave voor 100% te financieren door de subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende DWC 2 *Cités*, ingeschreven op artikel van ontvangst 93011/994-01/92 'Overboeking op het gewone reservefonds' van de gewone dienst van de begroting 2025, subsidie verbonden aan vastgesteld recht nr. 3989/2022.

*2 annexes / 2 bijlagen*

---

## **Propriétés communales et Logement - Gemeentelijke Eigendommen en Huisvesting**

### **19 Logement – Règlement relatif à l’octroi d’une prime durant l’année suivant l’établissement dans une habitation nouvellement acquise ou construite à Forest.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu son Règlement du 17 décembre 2013 relatif à l’octroi d’une prime pendant les trois années suivant l’établissement dans une habitation nouvellement acquise ou construite à Forest et ses modifications successives ;

Vu son Règlement du 21 décembre 2021 relatif à l’octroi d’une prime pendant l’année suivant l’établissement dans une habitation nouvellement acquise ou construite à Forest et sa modification par le règlement du 15 octobre 2024 ;

Vu le Règlement du 5 décembre 2023 instaurant la prime be-home forestoise;

Vu le Règlement du 16 décembre 2024 relative aux centimes additionnels communaux au précompte immobilier;

Considérant que, suite à l’augmentation des centimes additionnels communaux de 400 points en 2014, la Commune de Forest a accordé une prime pendant les trois années suivant l’établissement dans une habitation nouvellement acquise ou construite à Forest, correspondant au montant des centimes additionnels communaux, plafonnée à 750 €;

Considérant que les centimes additionnels communaux sont passés à 3990 en 2024;

Considérant que la prime be-home compense l’augmentation des centimes additionnels au précompte immobilier pour tous les propriétaires occupant de leur unique logement ;

Considérant que le montant fixe de cette prime bénéficie proportionnellement plus aux propriétaires occupant des logements pour lesquels le revenu cadastral est bas;

Considérant que les ménages qui s’établissent à Forest dans de nouvelles constructions doivent acquitter un précompte immobilier sur base d’un revenu cadastral élevé car récemment évalué;



Considérant que la réduction du tout premier précompte immobilier à payer peut être un élément incitant les acquéreurs de leur logement à s'établir à Forest;

Considérant que depuis l'entrée en vigueur de la prime à l'établissement jusqu'au 31/12/2024, soit sur 10 ans, 422 ménages ont bénéficié de la prime pendant les trois années ou pendant l'année suivant l'établissement;

Considérant que le règlement pour l'octroi d'une prime durant l'année suivant l'établissement dans une habitation nouvellement acquise ou construite à Forest est échu le 30 juin 2025;

Considérant que le plafond de revenus du ménage pour pouvoir prétendre à la prime doit tenir compte de l'indexation intervenue dans le cadre des précédents règlement-prime;

Considérant que la prime est accordée dans la limite des crédits budgétaires disponibles ;

Considérant que l'échéance du présent règlement doit permettre le traitement des demandes introduites sur base de l'avertissement extrait de rôle du précompte immobilier 2030, soit jusqu'au 30 juin 2031;

## DECIDE

D'approuver le règlement relatif à l'octroi d'une prime durant l'année suivant l'établissement dans une habitation nouvellement acquise ou construite à Forest.

Article 1 : Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par :

Demandeur : la (ou les) personne(s) au(x) nom(s) de laquelle ou desquelles le précompte immobilier est enrôlé ;

Résidence principale : l'habitation où le(s) demandeur(s) est (sont) inscrit(s) dans les registres de la population ;

Pleine propriété : propriété non-démembrée en nue-propriété et usufruit et constituée par l'ensemble de ses attributs à savoir le droit d'user, de jouir et de disposer de la chose ;

Acte authentique d'acquisition : acte notarié portant acquisition de droits réels sur le logement comportant l'ensemble des attributs de la propriété à savoir droit d'user, de jouir et de disposer du bien, dont emphytéose ou droit de superficie.

Article 2 : Dans les limites des crédits budgétaires approuvés par l'autorité de tutelle, une prime est octroyée au(x) demandeur(s) qui établi(ssen)t sa (leur) résidence principale dans l'habitation sise à Forest qu'il(s) a (ont) nouvellement acquise ou construite.

Article 3 : Le demandeur ou les demandeurs:

3.1.- doi(ven)t être âgé de 18 ans au moins à la date de l'inscription visée à l'article 3.4 ;

3.2.- doi(ven)t être assujetti(s) à l'impôt des personnes physiques et redevable d'un tel impôt (l'avertissement extrait de rôle doit comporter des revenus) ;

3.3.- ne peu(ven)t avoir bénéficié, pour l'avant-dernière année précédant celle de la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle relatif au précompte immobilier du bien immeuble se rapportant à la prime demandée, de revenus nets globalement imposables excédant : 60 071 € pour un isolé; 86 769 € pour un couple ou pour l'ensemble des personnes majeures copropriétaires du bien pour lequel la demande de prime est introduite ;

Cette condition s'applique aux revenus imposables cumulés du ou des demandeur(s); ces montants sont augmentés de 4005 € par enfant à charge.

3.4.- doi(ven)t, se domicilier dans l'immeuble et y maintenir, à partir de l'octroi de la prime, cette inscription pendant au moins 5 ans. En cas de non-respect de cette condition, le(s) demandeur(s) est (sont) tenu(s) (solidairement) de rembourser à l'Administration communale la totalité de la (ou des) prime(s) qui lui aura ou auront été octroyée(s). Toutefois, en cas de décès d'un demandeur ou de tout autre cas de force majeure, le Collège des Bourgmestre et Echevins pourra dispenser du remboursement de tout ou partie de la (ou des) prime(s) versée(s).

3.5.- ne peu(ven)t, être déjà plein propriétaire(s) ou plein copropriétaire(s) d'une autre habitation, à la date de l'envoi du premier avertissement-extrait de rôle relatif au précompte immobilier du bien pour lequel la prime est demandée.

Article 4 : Le montant de la prime est égal au montant des centimes additionnels communaux au précompte immobilier relatif à l'habitation acquise ou construite et ne peut être supérieur au montant de précompte immobilier effectivement payé après déduction d'autres primes ou réductions éventuelles. Il est plafonné à maximum 822 €.

Article 5 : L'octroi de la prime se fait dans les limites des crédits budgétaires prévus à cet effet.

Article 6 : Sans préjudice des limites prévues aux articles 4 et 5 et sous réserve des dispositions transitoires prévues à l'article 10, la prime est allouée en une tranche dont le paiement est octroyé sur base de l'avertissement-extrait de rôle relatif au précompte immobilier, sur présentation par le(s) demandeur(s) de cet avertissement et de la preuve de paiement de l'impôt.

Article 7 : La demande d'octroi de la prime et de liquidation de la tranche unique doit être introduite auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins par courrier, dans les 6 mois à partir de la date d'envoi du tout premier avertissement-extrait de rôle relatif au précompte immobilier du bien immeuble pour lequel la prime est demandée. Cette demande se fait au moyen d'un formulaire délivré par l'Administration communale et doit être accompagnée de l'ensemble des documents suivants :

A.- l'avertissement-extrait de rôle relatif au précompte immobilier mentionné ci-dessus pour l'exercice d'imposition qui suit l'année de la signature de l'acte authentique d'acquisition ou de la première occupation de la construction accompagné de la preuve de son paiement (avis de débit bancaire);

B.- une copie de l'acte authentique d'acquisition ou, dans le cas d'une construction, une copie de la notification par l'Administration du cadastre du revenu cadastral nouvellement établi ;

C.- l'avertissement-extrait de rôle à l'impôt des personnes physiques de l'année de référence prévue à l'article 3.3. accompagné, le cas échéant, de la preuve de paiement du montant de l'impôt restant dû.

Lorsque le(s) demandeur(s) s'établi(ssen)t à Forest en provenance de l'étranger, il(s) fourni(ssen)t le document équivalent émanant d'une administration fiscale étrangère, accompagné d'une traduction jurée si le document n'est pas dans une des deux langues officielles, et, le cas échéant, de la preuve du paiement de l'impôt.

Article 8 : La demande d'octroi de la prime est réputée irrecevable si elle n'est pas introduite accompagnée de tous les documents requis dans le délai précité à l'art.7.

Article 9 : Contrôle de la durée de l'établissement du bénéficiaire de la prime

A la demande du service gestionnaire pouvant intervenir jusqu'à 10 ans maximum après l'octroi de la prime, le bénéficiaire fournira la preuve de 5 années de domiciliation dans le logement pour lequel la prime a été octroyée.

A défaut de réponse, le service gestionnaire pourra accéder aux données du registre national relatives à la domiciliation du ou des bénéficiaires pour les cinq années à partir de l'inscription

à l'adresse du logement pour lequel la prime a été octroyée.

#### Article 10 : Protection des données personnelles

Les traitements de données comme nom, prénom, domicile, titres de propriété et impositions dans le cadre du présent règlement respectent les obligations imposées par le règlement général de protection des données personnelles [Règlement européen no 2016/679, Loi Cadre du 30 Juillet 2018].

#### Article 11 : Dispositions transitoires

§ 1 documentation patrimoniale à fournir avec la demande de prime :

Outre les documents repris à l'article 7, la demande de prime est également accompagnée d'un certificat du SPF Finances, Administration Générale de la Documentation Patrimoniale, établissant que le(s) demandeur(s), n'est (sont) pas plein propriétaire(s) ou ni plein copropriétaire(s) - cf. art.3.5.- d'une autre habitation. Lorsque le service gestionnaire aura accès aux données de l'Administration Générale de la Documentation Patrimoniale du SPF Finances relatives au titre de propriété des demandeurs, cette obligation sera levée. Les demandeurs en seront informés par le formulaire d'introduction de la demande et le site internet communal.

§ 2 contrôle de la durée de l'établissement pour les bénéficiaires de la prime dans le cadre des règlements similaires précédents :

L'article 9 s'applique aux bénéficiaires primes octroyées dans le cadre du Règlement du 17 décembre 2013 relatif à l'octroi d'une prime pendant les trois années suivant l'établissement dans une habitation nouvellement acquise ou construite à Forest et du Règlement du 21 décembre 2021 relatif à l'octroi d'une prime durant l'année suivant l'établissement dans une habitation nouvellement acquise ou construite à Forest.

Article 12 : Le présent règlement reste en vigueur jusqu'au 30 juin 2031.

---

### **Huisvesting – Reglement betreffende de toekenning van een premie gedurende het jaar dat volgt op de vestiging in een pas verworven of gebouwde woning te Vorst**

DE RAAD,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het reglement van 17 december 2013 betreffende de toekenning van een premie gedurende de drie jaren die volgen op de vestiging in een pas verworven of gebouwde woning te Vorst en de opeenvolgende wijzigingen ervan;

Gelet op het reglement van 21 december 2021 betreffende de toekenning van een premie gedurende het jaar dat volgt op de vestiging in een pas verworven of gebouwde woning te Vorst en de wijziging ervan bij reglement van 15 oktober 2024;

Gelet op het reglement van 5 december 2023 tot invoering van de Vorstse Be Home-premie;

Gelet op het reglement van 16 december 2024 betreffende de gemeentelijke opcentiemen op de onroerende voorheffing;

Overwegende dat de gemeente Vorst, naar aanleiding van de verhoging van de gemeentelijke opcentiemen met 400 punten in 2014, een premie heeft toegekend gedurende de drie jaren die volgen op de vestiging in een pas verworven of gebouwde woning te Vorst, in overeenstemming met het bedrag van de gemeentelijke opcentiemen, beperkt tot 750 €;

Overwegende dat de gemeentelijke opcentiemen in 2024 zijn gestegen tot 3990;

Overwegende dat de Be Home-premie de stijging van de opcentiemen op de onroerende voorheffing compenseert voor alle eigenaars-bewoners van hun enige woning;

Overwegende dat het vaste bedrag van deze premie proportioneel meer eigenaars-bewoners van woningen met een laag kadastraal inkomen ten goede komt;

Overwegende dat gezinnen die zich in Vorst vestigen in nieuwbouw, onroerende voorheffing moeten betalen op basis van een hoog kadastraal inkomen omdat dit recentelijk is geschat;

Overwegende dat de verlaging van de allereerste onroerende voorheffing die moet worden betaald, een stimulans kan zijn voor kopers van hun woning om zich in Vorst te vestigen;

Overwegende dat sinds de inwerkingtreding van de vestigingspremie tot 31/12/2024, d.w.z. over een periode van 10 jaar, 422 gezinnen de premie hebben ontvangen gedurende de drie jaren of het jaar volgend op de vestiging;

Overwegende dat het reglement voor de toekenning van een premie gedurende het jaar dat volgt op de vestiging in een nieuw verworven of gebouwde woning in Vorst op 30 juni 2025 vervallen is;

Overwegende dat de inkomensgrens van het gezin om aanspraak te kunnen maken op de premie rekening moet houden met de indexering die plaatsvond in het kader van de vorige premiëreglementen;

Overwegende dat de premie wordt toegekend binnen de grenzen van de beschikbare begrotingskredieten;

Overwegende dat de termijn voor de toepassing van dit reglement het mogelijk moet maken de aanvragen te behandelen die zijn ingediend op basis van het aanslagbiljet inzake onroerende voorheffing 2030, d.w.z. tot en met 30 juni 2031;

## BESLIST

Goedkeuring te verlenen aan het reglement betreffende de toekenning van een premie gedurende het jaar dat volgt op de vestiging in een pas verworven of gebouwde woning te Vorst:

Artikel 1: Voor de toepassing van het huidige reglement wordt verstaan onder:

Aanvrager: de persoon (of personen) in wiens naam de onroerende voorheffing wordt ingekohierd;

Hoofdverblijfplaats: de woning waar de aanvrager(s) is (zijn) ingeschreven in de bevolkingsregisters;

Volle eigendom: eigendom die niet is onderverdeeld in naakte eigendom en vruchtgebruik en die bestaat uit alle attributen ervan, d.w.z. het recht om het goed te gebruiken, ervan te genieten en erover te beschikken;

Authentieke aankoopakte: notariële akte houdende verwerving van zakelijke rechten op de woning, inclusief alle attributen van het eigendomsrecht, d.w.z. het recht om het goed te gebruiken, ervan te genieten en erover te beschikken, waaronder erfpacht of recht van opstal;

Artikel 2: Er wordt binnen de grenzen van de kredieten, goedgekeurd door de toezichthoudende overheid, een premie toegekend aan de aanvrager(s) die zijn (hun) hoofdverblijfplaats inricht(en) in de woning, gelegen te Vorst, die hij (zij) pas verworven of gebouwd heeft (hebben).

Artikel 3: De aanvrager(s):

3.1.- moet(en) minimaal 18 jaar zijn op de datum van inschrijving bedoeld in artikel 3.4;

3.2.- moet(en) onderworpen zijn aan de personenbelasting en een dergelijke belasting verschuldigd zijn (het aanslagbiljet moet inkomsten bevatten);

3.3.- mag (mogen) niet genoten hebben tijdens het voorlaatste jaar, voorafgaand aan de verzendingsdatum van het aanslagbiljet van de onroerende voorheffing van het goed waarvoor de premie wordt aangevraagd, van een globaal belastbaar netto-inkomen dat hoger is dan: 60.071 € voor een alleenstaande; 86.769 € voor een koppel of voor alle meerderjarige mede-eigenaars van het goed waarvoor de premie wordt aangevraagd;

Deze voorwaarde is van toepassing op de gecumuleerde belastbare inkomens van de aanvrager(s); deze bedragen worden verhoogd met 4005 € per kind ten laste.

3.4.- moet(en) zich in het gebouw domiciliëren en moet(en) er gedomicilieerd blijven gedurende minimaal 5 jaar vanaf de toekenning van de premie. Indien deze voorwaarde niet wordt nageleefd, dient de totaliteit van de toegekende premie(s) (op een solidaire manier) door de aanvrager(s) aan het gemeentebestuur terugbetaald te worden. In geval van overlijden van een aanvrager of bij elk ander geval van overmacht kan het College van Burgemeester en Schepenen evenwel beslissen om de toegekende premie(s) geheel of gedeeltelijk vrij te stellen van terugbetaling.

3.5.- mag (mogen) nog geen volle eigenaar(s) of volle mede-eigenaar(s) zijn van een andere woning op de verzendingsdatum van het eerste aanslagbiljet van de onroerende voorheffing van het goed waarvoor de premie wordt aangevraagd.

Artikel 4: Het bedrag van de premie komt overeen met het bedrag van de gemeentelijke opcentiemen op de onroerende voorheffing met betrekking tot de pas verworven of gebouwde woning en mag niet hoger zijn dan het effectief betaalde bedrag van onroerende voorheffing na aftrek van andere eventuele premies of kortingen. Dit is beperkt tot max. 822 €.

Artikel 5: De premie wordt toegekend binnen de grenzen van de hiertoe voorziene begrotingskredieten.

Artikel 6: Onverminderd de in artikel 4 en 5 voorziene grenzen en behoudens de overgangsbepalingen voorzien in artikel 10, wordt de premie toegekend in één schijf waarvan de betaling wordt toegekend op basis van het aanslagbiljet van de onroerende voorheffing, op voorlegging van dit aanslagbiljet en het betalingsbewijs van de belasting door de aanvrager(s).

Artikel 7: De aanvraag tot toekenning van de premie en tot betaling van de eenmalige schijf moet schriftelijk ingediend worden bij het College van Burgemeester en Schepenen binnen de 6 maanden vanaf de verzendingsdatum van het allereerste aanslagbiljet van de onroerende voorheffing van het goed waarvoor de premie wordt aangevraagd. Deze aanvraag gebeurt door middel van een formulier, afgeleverd door het Gemeentebestuur, waaraan de volgende documenten toegevoegd moeten worden:

A.- het aanslagbiljet van de bovenvermelde onroerende voorheffing voor het aanslagjaar dat volgt op het jaar van de ondertekening van de authentieke aankoopakte of van de eerste bewoning van het gebouw, vergezeld van het betalingsbewijs (bankrekeninguittreksel);

B.- een kopie van de authentieke aankoopakte of, in het geval van een nieuwbouw, een kopie van de kennisgeving door de Administratie van het Kadaster van het nieuwe vastgestelde kadastrale inkomen;

C.- het aanslagbiljet van de personenbelasting van het referentiejaar voorzien in artikel 3.3, vergezeld van, in voorkomend geval, het betalingsbewijs van de verschuldigde resterende belasting.

Als de aanvrager(s) vanuit het buitenland naar Vorst verhuist (verhuizen), verstrekt (verstrekken) hij (zij) het gelijkwaardig document uitgereikt door een buitenlandse fiscale administratie, vergezeld van een beëdigde vertaling indien het document niet in een van de twee officiële talen is, en, in voorkomend geval, het bewijs van betaling van de belasting.

Artikel 8: De aanvraag voor toekenning van de premie wordt als onontvankelijk beschouwd indien ze niet werd ingediend met de vereiste documenten binnen de in artikel 7 vermelde termijn.

Artikel 9: Controle van de vestigingsduur van de premieontvanger

Op verzoek van de beherende dienst die tot maximaal 10 jaar na de toekenning van de premie kan optreden, verstrekt de begunstigde het bewijs dat hij 5 jaar gewoond heeft in de woning waarvoor de premie is toegekend.

Bij gebrek aan een antwoord kan de beherende dienst toegang krijgen tot de gegevens in het rijksregister die betrekking hebben op de woonplaats van de begunstigde(n) gedurende de vijf jaar vanaf de inschrijving op het adres van de woning waarvoor de premie is toegekend.

Artikel 10: Bescherming van persoonsgegevens

De gegevensverwerking zoals naam, voornaam, woonplaats, eigendomstitels en belastingheffingen in het kader van het huidige reglement respecteren de verplichtingen opgelegd door de algemene verordening gegevensbescherming [Europese verordening nr. 2016/679, Kaderwet van 30 juli 2018].

Artikel 11: Overgangsbepalingen

§ 1 patrimoniumdocumentatie die samen met de premieaanvraag moet worden verstrekt:

Naast de documenten vermeld in artikel 7 is de premieaanvraag tevens vergezeld van een getuigschrift van de FOD Financiën, Algemene Administratie van de Patrimoniumdocumentatie, dat aantoont dat de aanvrager(s) geen volle eigenaar(s) of volle mede-eigenaar(s) is (zijn) - zie art. 3.5. - van een andere woning. Wanneer de beherende dienst toegang zal hebben tot de gegevens van de Algemene Administratie van de Patrimoniumdocumentatie van de FOD Financiën betreffende de eigendomstitel van de aanvragers zal deze verplichting opgeheven worden. De aanvragers zullen hiervan op de hoogte gebracht worden door het formulier voor indiening van de aanvraag en de gemeentelijke website.

§ 2 controle van de vestigingsduur voor premieontvangers in het kader van voorgaande gelijkaardige reglementen:

Artikel 9 is van toepassing op begunstigden van premies die werden toegekend in het kader van het reglement van 17 december 2013 betreffende de toekenning van een premie gedurende de drie jaren die volgen op de vestiging in een pas verworven of gebouwde woning in Vorst en het reglement van 21 december 2021 betreffende de toekenning gedurende het jaar dat volgt op de vestiging in een pas verworven of gebouwde woning in Vorst.

Artikel 12: Onderhavig reglement blijft van kracht tot en met 30 juni 2031.

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale, notamment l'article 3 ;

Vu l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 novembre 2003 relatif à la gestion financière des régies communales ;

Considérant que l'article 12 de l'arrêté susvisé permet de pourvoir aux dépenses du service ordinaire par douzièmes provisoires, dans la mesure où un crédit exécutoire est inscrit au budget 2024 pour ces dépenses ;

Considérant que frais de personnel, primes d'assurance et taxes peuvent également être pourvus par crédits provisoires sans être limités aux douzièmes ;

Considérant que le même article permet de pourvoir par des crédits provisoires aux dépenses d'investissements approuvées au cours de l'exercice 2024 ;

Considérant que l'approbation du budget de la régie foncière au conseil communal du 1er juillet 2025 et le délai d'approbation du budget par la tutelle font que ce budget sera exécutoire au plus tôt fin août 2025 ;

DECIDE :

D'autoriser des crédits provisoires afin de pourvoir aux dépenses du service ordinaire de la régie foncière par douzièmes pour les mois de juillet, août et septembre 2025 ;

D'autoriser des crédits provisoires afin de pourvoir aux dépenses liées aux projets d'investissements approuvés au cours de l'exercice 2024, détaillés à l'annexe 2 du budget 2024 de la régie foncière ;

Que ces crédits seront utilisés conformément à l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 novembre 2003 relatif à la gestion financière des régies communales.

---

**Grondregie – Begroting 2025 – Toestemming om in bepaalde uitgaven te voorzien door middel van voorlopige kredieten.**

DE RAAD,

Gelet op de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten, inzonderheid artikel 3;

Gelet op artikel 12 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 november 2003 betreffende het financieel beheer van de gemeentebedrijven;

Overwegende dat artikel 12 van bovengenoemd besluit de mogelijkheid biedt te voorzien in uitgaven van de gewone dienst door middel van voorlopige twaalfden, voor zover voor deze uitgaven een uitvoerbaar krediet uitgetrokken is op de begroting van 2024;

Overwegende dat in personeelskosten, verzekeringspremies en belastingen ook door middel van voorlopige kredieten kan worden voorzien zonder beperkt te zijn tot twaalfden;

Overwegende dat hetzelfde artikel het mogelijk maakt door middel van voorlopige kredieten te voorzien in investeringsuitgaven die goedgekeurd werden tijdens het dienstjaar 2024

Overwegende dat de goedkeuring van de begroting van de Grondregie tijdens de gemeenteraad van 1 juli 2025 en de termijn voor de goedkeuring van de begroting door de toezichthoudende overheid betekenen dat deze begroting ten vroegste eind augustus 2025 uitvoerbaar zal zijn;

BESLIST:

In te stemmen met voorlopige kredieten om te voorzien in uitgaven van de gewone dienst van de Grondregie door middel van twaalfden voor de maanden juli, augustus en september 2025;

In te stemmen met voorlopige kredieten om te voorzien in uitgaven in verband met investeringsprojecten die goedgekeurd werden tijdens het dienstjaar 2024, toegelicht in bijlage 2 van de begroting van de Grondregie voor 2024;

Dat deze kredieten zullen worden aangewend overeenkomstig artikel 12 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 november 2003 betreffende het financieel beheer van de gemeentebedrijven.

---

21 **Régie foncière – Budget d’exploitation et budget patrimonial 2025 – Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale notamment les articles 84 §1er, 117 et 149;

Vu l’arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles capitale du 6 novembre 2003 relatif à la gestion financière des régies communales ;

Vu l’arrêté ministériel du 6 février 2004 portant exécution des articles 5 et 38 de l’arrêté susvisé ;

Vu la circulaire du Ministre-Président du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 février 2005 relative à la gestion financière des régies communales ;

Vu la décision du Conseil du 15 décembre 2020 adoptant les statuts de la régie foncière de Forest ;

Considérant que, la commission d’avis conformément à l’article 10 de l’arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la gestion financière des régies communales a émis un avis favorable sur la légalité et les implications financières prévisibles du budget 2025 de la Régie Communale Ordinaire ;

Vu le rapport de la Commission d’avis joint en annexe

DECIDE :

D’approuver le budget d’exploitation et le budget patrimonial de la régie foncière pour 2025 joints en annexe.

---

**Grondregie – Exploitatie- en patrimoniale begroting voor 2025 – Goedkeuring.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 84 §1, 117 en 149;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 november 2003 betreffende het financieel beheer van de gemeentebedrijven;

Gelet op het ministerieel besluit van 6 februari 2004 tot uitvoering van de artikelen 5 en 38 van bovenvermeld besluit;

Gelet op de omzendbrief van de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 februari 2005 betreffende het financieel beheer van de gemeentebedrijven;

Gelet op de beslissing van de Raad van 15 december 2020 waarin de statuten van de Grondregie van



Vorst werden aangenomen;

Overwegende dat de adviescommissie in overeenstemming met artikel 10 van het besluit van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende het financieel beheer van de gemeentebedrijven een gunstig advies heeft uitgebracht over de wettelijkheid en de verwachte financiële weerslag van de begroting 2025 van het gewone gemeentebedrijf;

Gelet op het bijgevoegde verslag van de adviescommissie

BESLIST,

Goedkeuring te verlenen aan de bijgevoegde exploitatie- en patrimoniale begroting van de grondregie voor 2025.

*10 annexes / 10 bijlagen*

---

22 **Propriétés communales et logement – Convention de partenariat et de subventionnement avec l'Agence Immobilière Sociale de Forest ASBL (AISF) – Prise d'acte des comptes et du rapport financier de l'AISF au 31-12-2023 – Liquidation du solde de la subvention 2023.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle Loi communale ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 décembre 2015 organisant les agences immobilières sociales ;

Vu la décision du Conseil communal « Finances – Octroi et emploi des subventions – Règlement » en date du 21 juin 2016 ;

Vu la décision du conseil communal en sa séance du 16 mars 2021, approuvant le renouvellement de la convention de partenariat et de subventionnement entre la commune de Forest et l'agence immobilière sociale de Forest ASBL (AISF) pour une période de 5 ans à partir du 1er janvier 2021;

Considérant que la subvention communale de fonctionnement 2023 à l'Agence Immobilière Sociale de Forest (AISF) s'élève à € 75 174,94 dont 90% lui ont été versés en 2023 en trois tranches de € 17.863,80 €, € 27.241,16 € et € 22.552,48 €;

Considérant que l'article 2 de la convention susvisée prévoit le paiement du solde de la subvention sur base de pièces justificatives soit :

- rapport annuel moral et financier,
- comptes annuels présentés selon les modalités de la comptabilité des entreprises,
- décompte des charges éligibles et du montant total du subside de la Région pour l'exercice qui fait l'objet du rapport,
- tableau du personnel engagé par l'AISF reprenant le numéro de commission paritaire de l'employeur et le barème auquel est rémunéré chaque employé,
- lorsque comptes annuels présentent un boni ou que les réserves ont été augmentées, un rapport sur la justification de ces boni, réserves et provisions ;

Considérant que, pour des raisons internes à l'administration communale, le réviseur d'entreprise désigné fin 2024 ne remettra pas rapport sur les comptes de l'AISF au 31-12-2023;

Considérant dès lors que le service gestionnaire du subside a demandé à l'asbl bénéficiaire un rapport sur la justification des boni, réserves et provisions;

Considérant que l'AISF a justifié le boni et les provisions par courriels des 24 mars, 2, 4 et 10 avril 2025;

Considérant que l'augmentation de la provision pour créances locatives correspond à l'augmentation des recettes de loyers en 2023, et respecte le plafond de 10 % du total des loyers conformément à l'article 19 §6 de l'arrêté susvisé;

Considérant que l'AISF a également passé en 2023 une provision de 20.000 € pour déménagement et une provision de 25.000 € pour passif social;

Considérant que la provision pour déménagement a été passée en 2023 dans la perspective du déménagement des bureaux de l'AISF, qui été approuvé par l'assemblée générale du 31/05/2024;

Considérant que l'AISF a fourni le montant total des factures correspondant aux frais exposés en 2024 pour le déménagement et l'aménagement des nouveaux locaux ;

Considérant que l'AISF a estimé la provision pour passif social sur base des indemnités de licenciement à payer si deux employés avec 5 ans d'ancienneté devaient être licenciés ;

Considérant que le compte de résultats fait apparaître un bénéfice de 5.283,44 € à l'exercice 2023;

Considérant que les résultats de l'AISF sont très fluctuants, et que le bilan 2024 affiche une perte qui absorbe plus de la moitié du bénéfice reporté en 2023;

Considérant que la Région doit renouveler en 2025 la reconnaissance de l'AISF pour une période de 5 ans et qu'une situation de résultats reportés négatifs serait à ce niveau un élément problématique;

Considérant qu'il convient dès lors de déroger au troisième paragraphe de l'article 3 du règlement communal sur l'octroi et l'emploi des subsides et de verser la totalité du solde du subside 2023;

Considérant que le crédit reporté inscrit à l'article 922/332-02/2023/39 du service ordinaire du budget 2025 est suffisant pour payer la totalité de ce solde qui s'élève à 7.517,49 euros;

DECIDE :

De prendre acte des pièces justificatives de la subvention communale 2023 annexées à la présente décision;

D'autoriser la liquidation du solde de la troisième tranche du subside communal 2023 à l'AISF;

D'imputer la dépense de € 7.517,49 (sept mille cinq cent dix-sept euros et quarante-neuf cents) à l'article 922/332-02/2023/39 du service ordinaire du budget 2025.

---

**Gemeentelijke eigendommen en huisvesting – Samenwerkings- en subsidiëringsovereenkomst met het Sociaal Verhuurkantoor van Vorst vzw (SVKV) – Akteneming van de rekeningen en het financieel verslag van het SVKV op 31-12-2023 – Uitbetaling van het saldo van de subsidie 2023.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 17 december 2015 houdende organisatie van de sociale verhuurkantoren;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad "Financiën - Toekenning en aanwending van subsidies - Reglement" van 21 juni 2016;

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad in zijn zitting van 16 maart 2021 tot goedkeuring van de hernieuwing van de samenwerkings- en subsidiëringsovereenkomst tussen de gemeente Vorst en het Sociaal Verhuurkantoor van Vorst vzw (SVKV) voor een periode van 5 jaar vanaf 1 januari 2021;

Overwegende dat de gemeentelijke werkingssubsidie 2023 aan het Sociaal Verhuurkantoor van Vorst (SVKV) 75.174,94 € bedraagt, waarvan 90 % in 2023 werd betaald in drie gedeelten, nl. 17.863,80 €, 27.241,16 € en 22.552,48 €;

Overwegende dat artikel 2 van de bovenvermelde overeenkomst preciseert dat het saldo van de subsidie wordt uitbetaald op basis van bewijsstukken, zijnde;

- moreel en financieel jaarverslag,
- jaarrekeningen voorgesteld volgens de bepalingen met betrekking tot de boekhouding van ondernemingen,
- een overzicht van de in aanmerking komende kosten en het totaalbedrag van de subsidie van het Gewest voor het door het verslag bestreken jaar;
- een tabel van het door het SVKV aangeworven personeel, met het nummer van het paritair comité van de werkgever en het barema volgens hetwelk iedere werknemer bezoldigd wordt,
- wanneer uit jaarrekeningen een overschot blijkt of wanneer de reserves zijn verhoogd, een verslag over de verantwoording van deze overschotten, reserves of provisies;

Overwegende dat de eind 2024 aangestelde bedrijfsrevisor om interne redenen met betrekking tot het gemeentebestuur geen verslag zal indienen over de rekeningen van het SVKV op 31-12-2023;

Overwegende dat de dienst die de subsidie beheert, de begunstigde vzw daarom heeft gevraagd om een verslag over de verantwoording van de overschotten, reserves en provisies;

Overwegende dat het SVKV het overschot en de provisies heeft verantwoord bij e-mails van 24 maart, 2, 4 en 10 april 2025;

Overwegende dat de verhoging van de provisie voor huurvorderingen overeenstemt met de verhoging van de huurinkomsten in 2023 en het plafond van 10% niet overschrijdt van het totaal aan huurinkomsten, overeenkomstig artikel 19 §6 van voornoemd besluit;

Overwegende dat het SVKV in 2023 ook een provisie van 20.000 € heeft aangelegd voor verhuizing en een provisie van 25.000 € voor sociaal passief;

Overwegende dat de provisie voor verhuizing in 2023 gerechtvaardigd was met het oog op de geplande verhuizing van het SVKV, die op 31/05/2024 door de algemene vergadering goedgekeurd werd;

Overwegende dat het SVKV het totaalbedrag geleverd heeft van de facturen die overeenkomen met de kosten die in 2024 zijn gemaakt voor de verhuizing en de inrichting van de nieuwe lokalen;

Overwegende dat het SVKV de provisie voor sociaal passief heeft geraamd op basis van de te betalen ontslagvergoedingen indien twee werknemers met vijf jaar anciënniteit zouden worden ontslagen;

Overwegende dat de resultatenrekening een winst van 5.283,44 € vertoont voor het boekjaar 2023;

Overwegende dat de resultaten van het SVKV sterk fluctueren en dat de balans voor 2024 een verlies vertoont dat meer dan de helft van de overgedragen winst van 2023 opslokt;

Overwegende dat het Gewest in 2025 de erkenning van het SVKV voor een periode van 5 jaar moet verlengen en dat een situatie van negatieve overgedragen resultaten op dit niveau een problematisch element zou zijn;

Overwegende dat het daarom aangewezen is om af te wijken van de derde paragraaf van artikel 3 van het gemeentereglement betreffende de toekenning en het gebruik van subsidies en het volledige saldo

van de subsidie 2023 uit te betalen;

Overwegende dat het overgedragen krediet, ingeschreven op artikel 922/332-02/2023/39 van de gewone dienst van de begroting 2025, volstaat om dit volledige saldo van 7.517,49 € te betalen;

## BESLIST

Kennis te nemen van de bij deze beslissing gevoegde bewijsstukken voor de gemeentelijke subsidie 2023;

Toestemming te verlenen voor de betaling van het saldo van het derde gedeelte van de gemeentelijke subsidie 2023 aan het SVKV;

De uitgave van 7.517,49 € (zevenduizend vijfhonderd zeventien euro en negenenveertig cent) in te schrijven op artikel 922/332-02/2023/39 van de gewone dienst van de begroting 2025.

*9 annexes / 9 bijlagen*

---

## EDUCATION, CULTURE, SPORTS - EDUCATIE, CULTUUR, SPORT

### Instruction publique - Openbaar onderwijs

#### 23 **Instruction publique – Ecoles francophones – Projet éducatif et projet pédagogique CECP – Adhésion.**

LE CONSEIL,

Vu le décret du 24 juillet 1997 (mise à jour du 09 octobre 2018) définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ;

Vu l'article 63 dudit décret qui stipule que « *le projet éducatif définit, {...}, l'ensemble des valeurs, des choix de société et des références à partir desquels un pouvoir organisateur ou un organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs définit ses objectifs éducatifs* » ;

Vu l'article 64 dudit décret qui stipule que « *le projet pédagogique définit les visées pédagogiques et les choix méthodologiques qui permettent à un pouvoir organisateur ou un organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de mettre en œuvre son projet éducatif* » ;

Considérant qu'il y a lieu de revoir le projet éducatif et le projet pédagogique de l'enseignement communal forestois ;

Considérant que la Commune de Forest est représentée par le Conseil de l'Enseignement des Communes et des Provinces (CECP) ;

Considérant que le CECP a établi un projet éducatif et un projet pédagogique propre au réseau officiel subventionné et que ceux-ci s'inscrivent parfaitement dans le travail réalisé au sein des écoles communales forestoises ;

DECIDE :

D'adhérer à partir de l'année scolaire 2025-2026, au projet éducatif et au projet pédagogique du réseau officiel subventionné définis par le Conseil de l'Enseignement des Communes et des provinces, tels que joins en annexe.

---

**Openbaar Onderwijs – Franstalige scholen – Opvoedkundig en pedagogisch project CECP – Aansluiting.**

DE RAAD,

Gelet op het decreet van 24 juli 1997 (bijgewerkt op 09 oktober 2018) dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren;

Gelet op artikel 63 van dit decreet dat het volgende bepaalt: *"het opvoedkundig project definieert, {...}, het geheel van waarden, maatschappelijke keuzen en referenties die als basis dienen voor een inrichtende macht of een vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan van de inrichtende machten voor het bepalen van hun opvoedkundige doelstellingen"*;

Gelet op artikel 64 van dit decreet dat het volgende bepaalt: *"het opvoedkundig project definieert de pedagogische plannen en de methodologische keuzen die het voor een inrichtende macht of een vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan van de inrichtende machten mogelijk maken hun opvoedkundige projecten te verwezenlijken"*;

Overwegende dat het opvoedkundig en het pedagogisch project van het gemeentelijk onderwijs in Vorst moeten worden herzien;

Overwegende dat de gemeente Vorst vertegenwoordigd wordt door de Conseil de l'Enseignement des Communes et des Provinces (CECP);

Overwegende dat de CECP een opvoedkundig en een pedagogisch project heeft uitgewerkt dat specifiek is voor het gesubsidieerde officiële netwerk en dat deze perfect aansluiten bij het werk dat wordt gedaan in de Vorstse gemeentescholen;

BESLIST,

Zich vanaf schooljaar 2025-2026 aan te sluiten bij het opvoedkundig en het pedagogisch project van het gesubsidieerde officiële netwerk gedefinieerd door de Conseil de l'Enseignement des Communes et des Provinces, zoals bijgevoegd.

*2 annexes / 2 bijlagen*

---

**24 Instruction publique - Ecoles communales francophones - Règlement d'ordre intérieur - Mise à jour - Adoption.**

LE CONSEIL,

Vu le règlement d'ordre intérieur des écoles communales francophones tel que validé par le Conseil communal en sa séance du 5 juillet 2016 ;

Considérant la nécessité de mettre à jour ce document pour y inclure de nouvelles dispositions obligatoires relatives à l'utilisation du téléphone portable et au bien-être à l'école notamment ;

Considérant qu'un modèle de règlement d'ordre intérieur a été établi par le Conseil de l'Enseignement des Communes et des Provinces (CECP) qui reprend l'ensemble des dispositions devant y figurer ;

Considérant que le règlement d'ordre intérieur revêt un caractère obligatoire et contraignant dans le sens où la non-adhésion à ce document officiel est un motif valable de refus d'inscription et que l'infraction au dit règlement est susceptible d'entraîner un renvoi définitif de l'élève ;

DECIDE :

D'adopter le règlement d'ordre intérieur des écoles communales francophones, joint en annexe ;

De fixer la date d'entrée en vigueur dudit règlement au 25 août 2025.

---

**Openbaar onderwijs - Franstalige gemeentescholen - Huishoudelijk reglement - Actualisering - Goedkeuring.**

DE RAAD,

Gelet op het huishoudelijk reglement van de Franstalige gemeentescholen zoals goedgekeurd door de Gemeenteraad in zitting van 5 juli 2016;

Overwegende dat dit document moet worden geactualiseerd om er nieuwe bindende bepalingen in op te nemen die meer bepaald betrekking hebben op het gebruik van mobiele telefoons en het welzijn op school;

Overwegende dat de Conseil de l'Enseignement des Communes et des Provinces (CECP) een model van huishoudelijk reglement heeft opgesteld met alle bepalingen die hierin moeten worden opgenomen;

Overwegende dat het huishoudelijk reglement verplicht en bindend is in die zin dat het niet naleven van dit officiële document een geldige reden is om inschrijving te weigeren en dat overtreding van dit reglement kan leiden tot permanente verwijdering van de leerling;

BESLIST:

Het bijgevoegd huishoudelijk reglement van de Franstalige gemeentescholen goed te keuren;

De datum van inwerkingtreding van dit reglement vast te leggen op 25 augustus 2025.

*1 annexe / 1 bijlage*

---

**25 Instruction publique – Redevances relatives aux repas scolaires, natation et frais de surveillance – Règlement – Modifications.**

LE CONSEIL,

Vu le règlement « redevances relatives aux repas scolaires, boissons et natation » tel qu'approuvé par le conseil communal en sa séance du 2 juillet 2019 ;

Considérant qu'il y a lieu d'indexer le prix des repas scolaires, garderies et piscines pour les années scolaires 2025-2026 ;

Considérant que les écoles ne distribuent plus de boissons aux élèves ;

DECIDE :

D'abroger à la date 8 juillet 2025 le règlement « redevances relatives aux repas scolaires, boissons, natation et surveillance » tel qu'approuvé par le conseil communal en sa séance du 2 juillet 2019 ;

Article 1

Les tarifs relatifs aux repas, boissons et à la fréquentation de la piscine sont fixés pour les années scolaires 2025-2026.

Article 2

Le tarif des repas scolaires est repris ci-dessous sous forme de tableau comparatif, le prix augmenté correspond au prix actuel plus 2 % :

| Service                   | Prix actuel | Prix augmenté |
|---------------------------|-------------|---------------|
| Repas petit primaire      | 3,25 €      | 3,32 €        |
| Repas grand primaire      | 3,50 €      | 3,57 €        |
| Repas Maternelle          | 3,00 €      | 3,06 €        |
| Garderie sans mercredi    | 13,50 €     | 13,77 €       |
| Garderie avec mercredi    | 19,00 €     | 19,38 €       |
| Garderie tarif journalier | 2,00 €      | 2,04 €        |
| Potage                    | 0,25 €      | 0,26 €        |
| Repas adulte              | 4,50 €      | 4,59 €        |
|                           |             |               |
|                           |             |               |

### Article 3

Le tarif de la fréquentation de la piscine est fixé à 2,04 € par élève.

### Article 4

Les frais de participation des parents pour la surveillance des enfants en dehors des heures de cours sont fixés de façon forfaitaire :

Forfait mensuel sans mercredi après-midi : 13,77 €

Forfait mensuel avec mercredi après-midi : 19,38 €

Il existe également une alternative journalière de 2,04 €/jour.

### Article 5

Une redevance supplémentaire est due pour les reprises tardives d'un enfant : soit 5,10 €/enfant par quart d'heure supplémentaire après 18h00.

### Article 6

En cas de retards de paiements successifs, un dossier sera constitué par l'école et transmis au service de l'Instruction publique de l'Administration. Les montants dus seront alors majorés de 10,00 € de frais de dossier.

---

## **Openbaar onderwijs – Retributies voor de schoolmaaltijden, zwemmen en kosten voor toezicht – Reglement – Wijzigingen.**

DE RAAD,

Gelet op het "retributiereglement betreffende de schoolmaaltijden, dranken en zwemmen" zoals goedgekeurd door de gemeenteraad in zijn zitting van 2 juli 2019;

Overwegende dat de prijzen voor de schoolmaaltijden, de opvang en het zwembad voor het schooljaar 2025-2026 geïndexeerd moeten worden;

Overwegende dat de scholen geen dranken meer uitdelen aan de leerlingen;

BESLIST:

Het "retributiereglement betreffende de schoolmaaltijden, dranken en zwemmen", zoals goedgekeurd door de gemeenteraad in zijn zitting van 2 juli 2019, op te heffen met ingang vanaf 8 juli 2025;

#### Artikel 1

De tarieven betreffende de maaltijden, dranken en gebruik aan het zwembad worden vastgelegd voor schooljaar 2025-2026.

#### Artikel 2

De prijs van schoolmaaltijden wordt hieronder weergegeven in de vorm van een vergelijkingstabel, de verhoogde prijs komt overeen met de huidige prijs plus 2 %:

| Dienst                                      | Huidige prijs | Verhoogde prijs |
|---------------------------------------------|---------------|-----------------|
| Maaltijd jongsten lager onderwijs           | 3,25 €        | 3,32 €          |
| Maaltijd groten lager onderwijs             | 3,50 €        | 3,57 €          |
| Maaltijd kleuters                           | 3,00 €        | 3,06 €          |
| Maandelijks forfait zonder woensdagnamiddag | 13,50 €       | 13,77 €         |
| Maandelijks forfait met woensdagnamiddag    | 19,00 €       | 19,38 €         |
| kinderdagverblijf dagprijs                  | 2,00 €        | 2,04 €          |
| Soep                                        | 0,25 €        | 0,26 €          |
| Maaltijd volwassenen                        | 4,50 €        | 4,59 €          |
|                                             |               |                 |
|                                             |               |                 |

#### Artikel 3

Het zwembadtarief bedraagt 2,04 € per leerling.

#### Artikel 4

De deelnamekosten van de ouders voor het toezicht op de leerlingen buiten de lesuren worden op forfaitaire wijze vastgelegd:

Maandelijks forfait zonder woensdagnamiddag: 13,77 €

Maandelijks forfait met woensdagnamiddag: 19,38 €

Er bestaat ook een dagelijks alternatief van 2,04 €/dag.

#### Artikel 5

Er is een bijkomende retributie verschuldigd voor laattijdige afhalingen van een kind: namelijk 5,10 €/kind per bijkomend kwartier na 18u00.

#### Artikel 6

In het geval van opeenvolgende betalingsachterstanden zal er door de school een dossier worden opgemaakt en wordt dit overgemaakt aan de dienst Openbaar Onderwijs van de Administratie. De verschuldigde bedragen zullen dan worden vermeerderd met 10,00 € dossierkosten.

---

## Petite Enfance - Kinderopvang



26 **Petite enfance – Milieu d’accueil Divercity – Reconduction de la convention de partenariat avec Convivial Asbl (2025-2028).**

LE CONSEIL,

Vu l’arrêté du gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2003 fixant le code de qualité de l’accueil, en particulier l’article 20 §3 et l’obligation de décrire les choix méthodologiques ainsi que les actions concrètes mises en œuvre pour tendre vers les objectifs définis par l’O.N.E., ainsi que l’article 21 relatif à l’attribution d’une attestation de qualité ;

Vu l’arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mai 2019 fixant le régime d’autorisation et de subvention des crèches, des services d’accueil d’enfants et des (co)accueillant(e)s d’enfants indépendant(e)s ; en particulier l’article 10 §1<sup>er</sup> et l’obligation d’établir un projet d’accueil conforme au code de qualité en concertation avec le personnel du milieu d’accueil, et l’article 43 §1<sup>er</sup> et l’obligation de mettre en œuvre au quotidien le projet d’accueil dans une logique d’amélioration permanente de la qualité ; le pouvoir organisateur et son personnel s’assurant que leurs pratiques éducatives et comportements soient en conformité avec le projet d’accueil, le code de qualité et la convention internationale des droits de l’enfant.

Vu l’adoption le 24 mai 2018 par le Collège d’un mode de fonctionnement en multi-accueil, pour minimum 6 et maximum 12 places de la section des enfants âgés de 18 à 36 mois du milieu d’accueil Divercity sis Avenue du Pont de Luttre 134-140 à 1190 Bruxelles ;

Considérant l’ouverture du milieu d’accueil Divercity le 2 novembre 2020, sis Avenue du Pont de Luttre 134-140 à 1190 Bruxelles ;

Considérant la nécessité de mettre en place des partenariats avec des acteurs sociaux, pour rencontrer les besoins des familles plus précarisées ou en situation d’urgence ;

Considérant la proximité géographique du milieu d’accueil Divercity avec les locaux de Convivial Asbl, association d’aide et de services aux réfugiés et bureau d’accueil pour primo-arrivants, sise Rue du Charroi 33-35 – 1190 Bruxelles ;

Considérant la nature du public soutenu par Convivial Asbl, pouvant parfois concerner des familles avec jeunes enfants ;

Considérant la fragilité dans laquelle se trouvent ces familles durant leur période d’accompagnement par Convivial Asbl et la nécessité pour ces familles d’entreprendre des démarches d’installation en Belgique ;

Considérant la nécessité pour ces familles d’obtenir un mode d’accueil de leur enfant pour pouvoir faciliter leurs démarches d’installation en Belgique ;

Considérant les conditions de détresse auxquelles ces familles réfugiées ou primo-arrivantes sont confrontées au moment de leur accompagnement par Convivial Asbl ;

Considérant le climat anxiogène auquel sont confrontés les enfants réfugiés ou primo-arrivants ;

Considérant qu’un accueil en crèche, même provisoire, pour ces enfants, représente de nombreux bénéfices pour la réduction de leur exposition au stress ;

Vu l’approbation le 18 mai 2021 par le Collège d’un partenariat entre le milieu d’accueil Divercity et Convivial Asbl ;

Vu la revue de cette délibération adoptée le 8 juillet 2021 par le Collège, actant que l’estimation de la tranche d’âge des enfants présents dans la section « des grands » de la crèche Divercity avait été initialement mal évaluée, et que la section « des grands » de la crèche Divercity accueille en réalité

des enfants dès l'âge de 14 mois ;

Considérant que depuis la mise en application du mode de fonctionnement en multi-accueil de la crèche Divercity, il est apparu pertinent de pouvoir ouvrir le multi-accueil également à la section « des bébés », accueillant des enfants de 0 à 13 mois, selon les possibilités en fonction des contrats d'accueil à temps partiel des autres enfants accueillis ;

Considérant la qualité et le bilan positif du partenariat avec cet acteur social depuis 2021 ;

DECIDE :

De reconduire le partenariat avec Convivial Asbl, sise Rue du Charroi 33-35 – 1190 Bruxelles ;

De réserver deux places d'accueil dans la section « des grands » (de 14 à 36 mois), et d'appliquer également, selon les disponibilités, le mode de fonctionnement en multi-accueil à la section « des bébés », du milieu d'accueil Divercity sis Avenue du Pont de Luttre 134-140 – 1190 Bruxelles pour les familles accompagnées par Convivial Asbl ;

De rédiger les termes de ce partenariat dans une convention de partenariat pour la période 2025-2028 précisant les devoirs de chacune des parties.

---

### **Kinderopvang – Opvangstructuur Divercity – Verlenging van de samenwerkingsovereenkomst met de vzw Convivial (2025-2028).**

DE RAAD,

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2003 tot vaststelling van de kwaliteitsopvangcode, in het bijzonder artikel 20 §3, en de verplichting om de methodologische keuzes alsook de concrete acties te beschrijven die werden uitgevoerd om te streven naar de door de ONE vastgestelde doelstellingen, evenals artikel 21 betreffende de toekenning van een kwaliteitsattest;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 mei 2019 houdende de vergunnings- en subsidieregeling voor kinderdagverblijven, diensten voor kinderopvang en zelfstandige (mede)onthaallouders; in het bijzonder artikel 10 §1 en de verplichte opstelling van een opvangproject dat in overeenstemming is met de kwaliteitscode, in overleg met het personeel van de opvangstructuur, en artikel 43 §1 en de verplichte dagelijkse toepassing van het opvangproject met het oog op voortdurende kwaliteitsverbetering; de organiserende macht en haar personeel dienen zich ervan te vergewissen dat hun opvoedingstechnieken en gedrag stroken met het opvangproject, de kwaliteitscode en het internationaal verdrag van de rechten van het kind;

Gelet op de goedkeuring op 24 mei 2018 door het College van een werkwijze in multi-opvang, voor minimum 6 en maximum 12 plaatsen van de afdeling peuters van 18 tot 36 maanden in de opvangstructuur Divercity, gelegen Luttrebruglaan 134-140 te 1190 Vorst;

Overwegende de opening van de opvangstructuur Divercity, gelegen Luttrebruglaan 134-140 te 1190 Vorst, op 2 november 2020;

Overwegende de noodzaak om partnerschappen op te zetten met sociale actoren, om tegemoet te komen aan de behoeften van de meest kwetsbare gezinnen of gezinnen in noodsituaties;

Overwegende de geografische nabijheid van de opvangstructuur Divercity met de lokalen van de vzw Convivial, vereniging voor bijstand en dienstverlening aan vluchtelingen en onthaalkantoor voor nieuwkomers, gelegen Gerijstraat 33-35 te 1190 Vorst;

Overwegende de aard van het publiek dat door de vzw Convivial wordt ondersteund, waarbij het soms kan gaan om gezinnen met jonge kinderen;

Overwegende de kwetsbaarheid waarin deze gezinnen zich tijdens hun begeleiding door de vzw Convivial bevinden, en het feit dat deze gezinnen stappen moeten ondernemen om zich in België te vestigen;

Overwegende dat deze gezinnen opvang voor hun kind dienen te vinden, om hun procedures met het oog op hun vestiging in België te vergemakkelijken;

Overwegende de schrijnende omstandigheden waarmee deze gezinnen tijdens hun begeleiding door de vzw Convivial te kampen krijgen;

Overwegende het angstklimaat waarmee de kinderen van vluchtelingen of nieuwkomers worden geconfronteerd;

Overwegende dat een crèche, zelfs tijdelijk, voor deze kinderen tal van voordelen biedt om hun blootstelling aan stress te verminderen;

Gelet op de goedkeuring door het College van een partnerschap tussen opvangstructuur Divercity en de vzw Convivial op 18 mei 2021;

Gelet op de door het College op 8 juli 2021 aangenomen herziening van deze beraadslaging, bevestigend dat de schatting van de leeftijdsgroep van de kinderen in de afdeling 'peuters' van het kinderdagverblijf Divercity aanvankelijk onjuist was, en dat in de afdeling 'peuters' van Divercity in werkelijkheid kinderen vanaf de leeftijd van 14 maanden worden opgevangen;

Overwegende dat sinds de invoering van de werkwijze in multi-opvang van het kinderdagverblijf Divercity, het relevant is gebleken de multi-opvang ook open te stellen voor de afdeling 'baby's', waar kinderen van 0 tot 13 maanden worden opgevangen, afhankelijk van de mogelijkheden in functie van de deeltijdse opvangcontracten van de andere opgevangen kinderen;

Overwegende de kwaliteit en de positieve balans van het partnerschap met deze sociale actor sinds 2021;

BESLIST

Het partnerschap met de vzw Convivial, gelegen Gerijstraat 33-35 te 1190 Vorst, te verlengen;

Twee opvangplaatsen in de afdeling 'peuters' (van 14 tot 36 maanden) voor te behouden, en, afhankelijk van de beschikbaarheid, de werkwijze in multi-opvang ook toe te passen op de afdeling 'baby's' van de opvangstructuur Divercity, gelegen Luttrebruglaan 134-140 te 1190 Vorst, voor gezinnen begeleid door de vzw Convivial;

Dit partnerschap te beschrijven in een samenwerkingsovereenkomst waarin de plichten van elk van de partijen voor de periode 2025-2028 worden gepreciseerd.

*1 annexe / 1 bijlage*

---

27 **Petite enfance – Milieu d'accueil Divercity - Reconduction de la convention de partenariat avec le Centre Ariane (2025-2028).**

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2003 fixant le code de qualité de l'accueil, en particulier l'article 20 §3 et l'obligation de décrire les choix méthodologiques ainsi que les actions concrètes mises en œuvre pour tendre vers les objectifs définis par l'O.N.E., ainsi que l'article 21 relatif à l'attribution d'une attestation de qualité ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mai 2019 fixant le régime d'autorisation et de subvention des crèches, des services d'accueil d'enfants et des (co)accueillant(e)s d'enfants indépendant(e)s ; en particulier l'article 10 §1<sup>er</sup> et l'obligation d'établir un projet d'accueil conforme au code de qualité en concertation avec le personnel du milieu d'accueil, et l'article 43 §1<sup>er</sup> et l'obligation de mettre en œuvre au quotidien le projet d'accueil dans une logique d'amélioration permanente de la qualité ; le pouvoir organisateur et son personnel s'assurant que leurs pratiques éducatives et comportements soient en conformité avec le projet d'accueil, le code de qualité et la convention internationale des droits de l'enfant.

Vu l'adoption le 24 mai 2018 par le Collège d'un mode de fonctionnement en multi-accueil, pour minimum 6 et maximum 12 places de la section des enfants âgés de 18 à 36 mois du milieu d'accueil Divercity sis Avenue du Pont de Luttre 134-140 à 1190 Bruxelles ;

Considérant l'ouverture du milieu d'accueil Divercity le 2 novembre 2020, sis Avenue du Pont de Luttre 134-140 à 1190 Bruxelles ;

Considérant la nécessité de mettre en place des partenariats avec des acteurs sociaux, pour rencontrer les besoins des familles plus précarisées ou en situation d'urgence ;

Considérant la proximité géographique du milieu d'accueil Divercity avec le Centre Ariane, centre d'accueil d'urgence, sis Avenue du Pont de Luttre 132 – 1190 Bruxelles ;

Considérant la nature du public accueilli en situation d'urgence au Centre Ariane, pouvant parfois concerner des familles avec jeunes enfants ;

Considérant la situation d'urgence dans laquelle se trouvent ces familles durant leur période de séjour au Centre Ariane et la nécessité pour ces familles d'entreprendre des démarches administratives pour retrouver un logement ;

Considérant la nécessité pour ces familles d'obtenir un mode d'accueil de leur enfant pour pouvoir faciliter leurs démarches ;

Considérant les conditions de détresse auxquelles ces familles sont confrontées au moment de leur séjour au Centre Ariane ;

Considérant le climat anxiogène auquel sont confrontés les enfants accueillis au Centre Ariane ;

Considérant qu'un accueil en crèche, même provisoire, pour ces enfants, représente de nombreux bénéfices pour la réduction de leur exposition au stress ;

Vu l'approbation le 18 mai 2021 par le Collège d'un partenariat entre le milieu d'accueil Divercity et le Centre Ariane ;

Vu la revue de cette délibération adoptée le 8 juillet 2021 par le Collège, actant que l'estimation de la tranche d'âge des enfants présents dans la section « des grands » de la crèche Divercity avait été initialement mal évaluée, et que la section « des grands » de la crèche Divercity accueille en réalité des enfants dès l'âge de 14 mois ;

Considérant que depuis la mise en application du mode de fonctionnement en multi-accueil de la crèche Divercity, il est apparu pertinent de pouvoir ouvrir le multi-accueil également à la section « des bébés », accueillant des enfants de 0 à 13 mois, selon les possibilités en fonction des contrats d'accueil à temps partiel des autres enfants accueillis ;

Considérant la qualité et le bilan positif du partenariat avec cet acteur social depuis 2021 ;

DECIDE :

De reconduire le partenariat avec le Centre Ariane, sis Avenue du Pont de Luttre 132 – 1190 Bruxelles ;

De réserver une place d'accueil dans la section « des grands » (de 14 à 36 mois), et d'appliquer également, selon les disponibilités, le mode de fonctionnement en multi-accueil à la section « des bébés », du milieu d'accueil Divercity sis Avenue du Pont de Luttre 134-140 – 1190 Bruxelles pour les familles accueillies au Centre Ariane ;

De rédiger les termes de ce partenariat dans une convention de partenariat pour la période 2025-2028 précisant les devoirs de chacune des parties.

---

### **Kinderopvang – Opvangstructuur Divercity – Verlenging van de samenwerkingsovereenkomst met centrum Ariane (2025-2028).**

DE RAAD,

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2003 tot vaststelling van de kwaliteitsopvangcode, in het bijzonder artikel 20 §3, en de verplichting om de methodologische keuzes alsook de concrete acties te beschrijven die worden uitgevoerd om te streven naar de door de ONE vastgestelde doelstellingen, evenals artikel 21 betreffende de toekenning van een kwaliteitsattest;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 mei 2019 houdende de vergunnings- en subsidieregeling voor kinderdagverblijven, diensten voor kinderopvang en zelfstandige (mede)onthaalouders; in het bijzonder artikel 10 §1 en de verplichte opstelling van een opvangproject dat in overeenstemming is met de kwaliteitscode, in overleg met het personeel van de opvangstructuur, en artikel 43 §1 en de verplichte dagelijkse toepassing van het opvangproject met het oog op voortdurende kwaliteitsverbetering; de organiserende macht en haar personeel dienen zich ervan te vergewissen dat hun opvoedingstechnieken en gedrag stroken met het opvangproject, de kwaliteitscode en het internationaal verdrag van de rechten van het kind;

Gelet op de goedkeuring op 24 mei 2018 door het College van een werkwijze in multi-opvang, voor minimum 6 en maximum 12 plaatsen van de afdeling peuters van 18 tot 36 maanden in de opvangstructuur Divercity, gelegen Luttrebruglaan 134-140 te 1190 Vorst;

Overwegende de opening van de opvangstructuur Divercity, gelegen Luttrebruglaan 134-140 te 1190 Vorst, op 2 november 2020;

Overwegende de noodzaak om partnerschappen op te zetten met sociale actoren, om tegemoet te komen aan de behoeften van de meest kwetsbare gezinnen of gezinnen in noodsituaties;

Overwegende de geografische nabijheid van de opvangstructuur Divercity met het noodopvangcentrum Ariane, gelegen Luttrebruglaan 132 te 1190 Vorst;

Overwegende de aard van het publiek dat in een noodsituatie in centrum Ariane wordt opgevangen, waarbij het soms kan gaan om gezinnen met jonge kinderen;

Overwegende de noodsituatie waarin deze gezinnen zich tijdens hun verblijf in centrum Ariane bevinden en het feit dat deze gezinnen administratieve stappen moeten ondernemen om huisvesting te vinden;

Overwegende dat deze gezinnen opvang voor hun kind dienen te vinden, om hun administratieve procedures te vergemakkelijken;

Overwegende de schrijnende omstandigheden waarmee deze gezinnen tijdens hun verblijf in centrum Ariane te kampen krijgen;

Overwegende het angstklimaat waarmee de kinderen in centrum Ariane worden geconfronteerd;

Overwegende dat een crèche, zelfs tijdelijk, voor deze kinderen tal van voordelen biedt om hun blootstelling aan stress te verminderen;

Gelet op de goedkeuring door het College van een partnerschap tussen opvangstructuur Divercity en centrum Ariane op 18 mei 2021;

Gelet op de door het College op 8 juli 2021 aangenomen herziening van deze beraadslaging, bevestigend dat de schatting van de leeftijdsgroep van de kinderen in de afdeling 'peuters' van het kinderdagverblijf Divercity aanvankelijk onjuist was, en dat in de afdeling 'peuters' van Divercity in werkelijkheid kinderen vanaf de leeftijd van 14 maanden worden opgevangen;

Overwegende dat sinds de invoering van de werkwijze in multi-opvang van het kinderdagverblijf Divercity, het relevant is gebleken de multi-opvang ook open te stellen voor de afdeling 'baby's', waar kinderen van 0 tot 13 maanden worden opgevangen, afhankelijk van de mogelijkheden in functie van de deeltijdse opvangcontracten van de andere opgevangen kinderen;

Overwegende de kwaliteit en de positieve balans van het partnerschap met deze sociale actor sinds 2021;

BESLIST

Het partnerschap met centrum Ariane, gevestigd Luttrebruglaan 132 te 1190 Vorst, te verlengen;

Een opvangplaats in de afdeling 'peuters' (van 14 tot 36 maanden) voor te behouden, en, afhankelijk van de beschikbaarheid, de werkwijze in multi-opvang ook toe te passen op de afdeling 'baby's' van de opvangstructuur Divercity, gelegen Luttrebruglaan 134-140 te 1190 Vorst, voor gezinnen opgevangen in centrum Ariane;

Dit partnerschap te beschrijven in een samenwerkingsovereenkomst waarin de plichten van elk van de partijen voor de periode 2025-2028 worden gepreciseerd.

*1 annexe / 1 bijlage*

---

28 **Petite enfance – Milieu d'accueil Divercity – Reconductio n de la convention de partenariat avec La Mission locale pour l'emploi de Forest (2025-2028).**

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2003 fixant le code de qualité de l'accueil, en particulier l'article 20 §3 et l'obligation de décrire les choix méthodologiques ainsi que les actions concrètes mises en œuvre pour tendre vers les objectifs définis par l'O.N.E., ainsi que l'article 21 relatif à l'attribution d'une attestation de qualité ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mai 2019 fixant le régime d'autorisation et de subvention des crèches, des services d'accueil d'enfants et des (co)accueillant(e)s d'enfants indépendant(e)s ; en particulier l'article 10 §1<sup>er</sup> et l'obligation d'établir un projet d'accueil conforme au code de qualité en concertation avec le personnel du milieu d'accueil, et l'article 43 §1<sup>er</sup> et l'obligation de mettre en œuvre au quotidien le projet d'accueil dans une logique d'amélioration permanente de la qualité ; le pouvoir organisateur et son personnel s'assurant que leurs pratiques éducatives et comportements soient en conformité avec le projet d'accueil, le code de qualité et la convention internationale des droits de l'enfant.

Vu l'adoption le 24 mai 2018 par le Collège d'un mode de fonctionnement en multi-accueil, pour minimum 6 et maximum 12 places de la section des enfants âgés de 18 à 36 mois du milieu d'accueil

Diversity sis Avenue du Pont de Luttre 134-140 à 1190 Bruxelles ;

Considérant l'ouverture du milieu d'accueil Diversity le 2 novembre 2020, sis Avenue du Pont de Luttre 134-140 à 1190 Bruxelles ;

Considérant la nécessité de mettre en place des partenariats avec des acteurs sociaux, pour rencontrer les besoins des familles plus précarisées ou en situation d'urgence ;

Considérant le rôle de la Mission locale pour l'emploi de Forest, sise Boulevard de la IIème Armée Britannique, 29 - 1190 Bruxelles, organisme d'insertion socio-professionnelle, qui accompagne les chercheuses et chercheurs d'emploi (accueil, orientation, détermination, remise à niveau, accompagnement individuel, formation et recherche d'emploi), qui organise des formations qualifiantes, et qui gère des contrats PTP (programme de transition professionnelle) qui sont des contrats de travail à durée déterminée avec plan de formation dans le domaine du bâtiment, de l'animation, de la propreté publique et l'aménagement public, etc. ;

Considérant la fragilité économique et sociale des parents qui sont à la recherche d'un emploi ou qui ont besoin de suivre une formation afin de s'insérer dans le marché de l'emploi ;

Considérant la nécessité pour les parents en processus d'insertion socioprofessionnelle d'obtenir un mode d'accueil de leur enfant ;

Vu l'approbation le 18 mai 2021 par le Collège d'un partenariat entre le milieu d'accueil Diversity et la Mission locale pour l'emploi de Forest ;

Vu la revue de cette délibération adoptée le 8 juillet 2021 par le Collège, actant que l'estimation de la tranche d'âge des enfants présents dans la section « des grands » de la crèche Diversity avait été initialement mal évaluée, et que la section « des grands » de la crèche Diversity accueille en réalité des enfants dès l'âge de 14 mois ;

Considérant que depuis la mise en application du mode de fonctionnement en multi-accueil de la crèche Diversity, il est apparu pertinent de pouvoir ouvrir le multi-accueil également à la section « des bébés », accueillant des enfants de 0 à 13 mois, selon les possibilités en fonction des contrats d'accueil à temps partiel des autres enfants accueillis ;

Considérant la qualité et le bilan positif du partenariat avec cet acteur social depuis 2021 ;

DECIDE :

De reconduire le partenariat avec la Mission locale pour l'emploi de Forest, sise Boulevard de la IIème Armée Britannique, 29 - 1190 Bruxelles ;

De réserver deux places d'accueil dans la section « des grands » (de 14 à 36 mois), et d'appliquer également, selon les disponibilités, le mode de fonctionnement en multi-accueil à la section « des bébés », de la crèche Diversity sise Avenue du Pont de Luttre 134-140 – 1190 Bruxelles pour les familles en processus d'insertion socioprofessionnelle suivies par la Mission locale pour l'emploi de Forest ;

De rédiger les termes de ce partenariat dans une convention de partenariat pour la période 2025-2028 précisant les devoirs de chacune des parties.

---

**Kinderopvang – Opvangstructuur Diversity – Verlenging van de samenwerkingsovereenkomst met de Mission Locale pour l'Emploi de Forest (2025-2028).**

DE RAAD,

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2003 tot

vaststelling van de kwaliteitsopvangcode, in het bijzonder artikel 20 §3, en de verplichting om de methodologische keuzes alsook de concrete acties te beschrijven die werden uitgevoerd om te streven naar de door de ONE vastgestelde doelstellingen, evenals artikel 21 betreffende de toekenning van een kwaliteitsattest;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 mei 2019 houdende de vergunnings- en subsidieregeling voor kinderdagverblijven, diensten voor kinderopvang en zelfstandige (mede)onthaalouders; in het bijzonder artikel 10 §1 en de verplichte opstelling van een opvangproject dat in overeenstemming is met de kwaliteitscode, in overleg met het personeel van de opvangstructuur, en artikel 43 §1 en de verplichte dagelijkse toepassing van het opvangproject met het oog op voortdurende kwaliteitsverbetering; de organiserende macht en haar personeel dienen zich ervan te vergewissen dat hun opvoedingstechnieken en gedrag stroken met het opvangproject, de kwaliteitscode en het internationaal verdrag van de rechten van het kind;

Gelet op de goedkeuring op 24 mei 2018 door het College van een werkwijze in multi-opvang, voor minimum 6 en maximum 12 plaatsen van de afdeling peuters van 18 tot 36 maanden in de opvangstructuur Divercity, gelegen Luttrebruglaan 134-140 te 1190 Vorst;

Overwegende de opening van de opvangstructuur Divercity, gelegen Luttrebruglaan 134-140 te 1190 Vorst, op 2 november 2020;

Overwegende de noodzaak om partnerschappen op te zetten met sociale actoren, om tegemoet te komen aan de behoeften van de meest kwetsbare gezinnen of gezinnen in noodsituaties;

Overwegende de rol van de Mission Locale pour l'Emploi de Forest, gelegen Brits Tweedelegerlaan 29 te 1190 Vorst, een instantie voor socioprofessionele integratie, die werkzoekenden begeleidt (onthaal, oriëntatie, determinatie, bijscholing, individuele begeleiding, vorming en solliciteren), die opleidingen organiseert die tot kwalificaties leiden en contracten beheert voor doorstromingsprogramma's (DP), zijnde arbeidsovereenkomsten voor bepaalde duur met opleidingsplan in de bouw, animatie, openbare netheid en inrichting, ... ;

Overwegende de economische en sociale kwetsbaarheid van ouders die op zoek zijn naar een baan of die een opleiding moeten volgen om werk te vinden;

Overwegende dat ouders in socioprofessionele inschakeling opvang voor hun kind moeten vinden;

Gelet op de goedkeuring door het College van een partnerschap tussen opvangstructuur Divercity en de Mission Locale pour l'Emploi de Forest op 18 mei 2021;

Gelet op de door het College op 8 juli 2021 aangenomen herziening van deze beraadslaging, bevestigend dat de schatting van de leeftijdsgroep van de kinderen in de afdeling 'peuters' van het kinderdagverblijf Divercity aanvankelijk onjuist was, en dat in de afdeling 'peuters' van Divercity in werkelijkheid kinderen vanaf de leeftijd van 14 maanden worden opgevangen;

Overwegende dat sinds de invoering van de werkwijze in multi-opvang van het kinderdagverblijf Divercity, het relevant is gebleken de multi-opvang ook open te stellen voor de afdeling 'baby's', waar kinderen van 0 tot 13 maanden worden opgevangen, afhankelijk van de mogelijkheden in functie van de deeltijdse opvangcontracten van de andere opgevangen kinderen;

Overwegende de kwaliteit en de positieve balans van het partnerschap met deze sociale actor sinds 2021;

**BESLIST**

Het partnerschap met de Mission Locale pour l'Emploi de Forest, gelegen Brits Tweedelegerlaan 29 te 1190 Vorst, te verlengen;



Twee opvangplaatsen in de afdeling ‘peuters’ (14 tot 36 maanden) voor te behouden, en, afhankelijk van de beschikbaarheid, de werkwijze in multi-opvang ook toe te passen op de afdeling ‘baby’s’ van kinderdagverblijf Divercity, gelegen Luttrebruglaan 134-140 te 1190 Vorst voor gezinnen in socioprofessionele inschakeling bij de Mission Locale pour l'Emploi de Forest;

Dit partnerschap te beschrijven in een samenwerkingsovereenkomst waarin de plichten van elk van de partijen voor de periode 2025-2028 worden gepreciseerd.

*1 annexe / 1 bijlage*

---

## **PERSONNEL & RH - PERSONNEEL & HR**

### **Recrutements et carrières - Aanwervingen en loopbanen**

#### **29    Personnel – Statut administratif – Stage en vue d’une nomination définitive – Dispositions relatives à la durée du stage.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 119, 123, 10°/1, 145 §1er et 149 ;

Vu l’arrêté du gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale du 4 mai 2017 fixant les dispositions générales en matière de recrutement, de promotion et de mobilité interne du personnel communal, notamment l’article 4, qui prévoit que : « *Pour chaque nomination à titre définitif dans un emploi statutaire, un stage d'une durée d'un an est prévu pour les agents de niveaux A et B, d'une durée allant de six mois à un an et déterminée par le règlement communal pour l'ensemble des agents de niveau C et de six mois pour les niveaux D et E. Ce stage peut être prolongé pour une durée maximale qui ne dépasse pas la durée initiale du stage [...]* » ;

Vu le statut administratif de l’administration communale, adopté en séance du 3 juillet 2018, notamment l’article 29 §1<sup>er</sup>, qui fixe la durée initiale du stage en vue d’une nomination définitive pour les agents de niveau C ainsi que les règles de calcul de la durée de ce stage ;

Considérant que ledit article prévoit actuellement que les absences et congés excédant, en une ou plusieurs fois, les deux semaines ne sont prises en compte pour le calcul de la durée du stage en vue d’une nomination définitive, même si, durant celles-ci, le stagiaire est resté dans la position d’activité de service, et que les absences à temps partiel sont calculées au prorata ;

Considérant que, pris à la lettre, mêmes les congés annuels et congés compensatoires ne rentreraient pas dans le calcul de la durée du stage en vue d’une nomination définitive ;

Considérant que cette pratique est susceptible d’être considérée comme contraire à une des finalités du stage en vue d’une nomination définitive, qui est d’apprécier le l’aptitude de l’agent à exercer la fonction qui lui est assignée, dans le sens où la prise de congés annuel et compensatoires rentre dans le fonctionnement normal d’un agent en activité de service ;

Considérant en outre qu’il est possible de comprendre que la récupération des heures supplémentaires ne rentrerait pas dans le calcul de la durée du stage et que, dès lors, les agents sont susceptibles de se considérer comme étant pénalisés pour avoir presté des heures supplémentaires ;

Considérant que les congés annuels, les congés compensatoires et la récupération des heures supplémentaires peuvent être fractionnées, donnant lieu à un calcul de la durée du stage en vue d’une nomination définitive encombrant et donnant une date de fin difficile à déterminer par les agents concernés ainsi que par leur ligne hiérarchique ;

Considérant qu'il en va de même pour les interruptions de carrière à petite fraction ;

Considérant, au vu de ce qui précède, qu'il y a lieu de modifier les dispositions concernant le calcul du stage en vue d'une nomination définitive afin d'optimiser la déroulée de ceux-ci ;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2020 modifiant la Nouvelle loi communale, notamment les articles 48 et 60, qui ont modifié la Nouvelle Loi communale en confiant la recrutement, de la promotion et de la mise en œuvre des législations relatives à la protection du bien-être des agents statutaires au Collège des Bourgmestre et Echevins, tout en maintenant la nomination et la promotion des agents de niveau A en tant que compétence du Conseil communal ;

Considérant, dès lors, que la nomination des agents de niveau E, D, C et B n'est plus une compétence du Conseil communal, que celui-ci peut, le cas échéant, déléguer au Collège des Bourgmestre et Echevins, mais par contre une compétence propre au Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Considérant que nonobstant la hiérarchie des normes, il convient de mettre à jour le statut administratif au vu de cette nouvelle réalité, pour éviter des éventuelles confusions ;

Considérant, d'autre part, que les dispositions actuelles du statut administratif prévoient une durée minimale du stage en vue d'une nomination définitive mais pas de durée dans le temps maximale ;

Considérant, dès lors, qu'il est actuellement théoriquement possible que, suite à des absences et congés, un stage en vue d'une nomination définitive perdure sans aucune autre limite absolue dans le temps que l'âge légal de la pension de l'agent concerné ;

Considérant que le statut administratif prévoit actuellement que les absences et congés n'entrent pas en considération pour le calcul du durée du stage accompli, que, dans le cas d'une absence ou d'un congé, il n'y a pas lieu de parler de prolongation proprement dite, et que, dès lors, il ne convient pas d'invoquer la norme supérieure établi par l'article 4 de l'arrêté du gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale du 4 mai 2017 fixant les dispositions générales en matière de recrutement, de promotion et de mobilité interne du personnel communal pour considérer qu'un stage en vue d'une nomination définitive est terminé pour cause de durée excessive ;

Considérant qu'un stage en vue d'une nomination définitive de durée illimitée entrave la finalité de ce stage, qui, selon l'arrêté précité, est de « *l'intégration du stagiaire dans l'administration et [...] permettre à l'autorité investie du pouvoir de nomination d'apprécier l'aptitude du stagiaire à exercer la fonction qui lui a été assigné* » ;

Considérant que les stages en vue d'une nomination définitive de très longue durée sont également susceptible de poser des soucis d'ordre pratique, tels que la perturbation du fonctionnement des équipes suite à l'incertitude que ces stage de longue durée peuvent engendrer et l'augmentation de la probabilité de changements et départs dans la ligne hiérarchique, rendant plus difficile l'établissement des rapports de fin de stage prenant en compte l'intégralité du stage accompli ;

Considérant, au vu de ce qui précède, qu'une durée du stage en vue d'une nomination définitive avec un report de la date de fin de stage de plus de deux ans après la date de fin initialement prévisible sans tenir compte des éventuelles prolongations, absences et congés s'avère déraisonnable ;

Considérant qu'il est donc judicieux de fixer une durée dans le temps maximale pour les stages en vue d'une nomination définitive, comptant à partir de l'entrée en stage de l'intéressé et prenant en compte également les périodes qui ne sont pas pris en considération pour le calcul de la durée du stage accompli ;

Considérant que la finalité d'une telle mesure ne peut être punitive, qu'il y a donc lieu de prévoir la possibilité de réengager l'agent concerné dans les liens de travail contractuel et de lui permettre, dans le cas où l'autorité ne le réengagera pas, de sauvegarder ses droits au chômage ou à l'assurance-maladie ;

Considérant qu'à cette fin, il est judicieux de permettre, le cas échéant, une régularisation de ses cotisations de sécurité sociale ;

Considérant qu'en cas de réengagement dans un lien de travail contractuel, il est judicieux de permettre une nouvelle entrée en stage en vue d'une nomination définitive après 5 ans, à condition que toutes les conditions soient remplies, et ceci par analogie à l'article 31 §2 du statut administratif qui est d'application en cas de décision de non-nomination à l'issue du stage en cas de rapport de fin de stage défavorable ;

Vu le protocole d'accord n° 512 intervenu en date du 13 mai 2025 entre les organisations syndicales représentatives et l'autorité communale ;

DECIDE,

*De modifier l'article 29 §1<sup>er</sup> du statut administratif comme suit :*

Un stage d'une durée d'un an est prévu pour les agents de niveaux A et B, d'une durée de 6 mois pour les niveaux C, D et E. La prolongation est décidée et motivée par le Conseil communal pour les agents de niveau A ou par le Collège des Bourgmestre et Echevins pour les agents des niveaux B, C, D et E.

Le stage peut être prolongé de deux fois trois mois au maximum lorsqu'il y a doute quant aux capacités de l'agent en stage.

Pour le calcul de la durée du stage accompli, ne sont pas pris en considération les absences et congés qui, en une ou plusieurs fois, excèdent deux semaines même si, durant celles-ci, le stagiaire est resté dans la position d'activité de service. Les absences à temps partiel sont calculées au prorata. Néanmoins, les congés annuels, congés compensatoires, la récupération des heures supplémentaires ainsi que les interruptions de carrière à 1/5 ou 1/10 temps sont inclus dans le calcul de la durée du stage pour les stages commencés après le 1<sup>er</sup> août 2025.

Si, après application de des règles de calcul susmentionnées, le stage se terminerait dans le courant d'un mois, le stage se termine le dernier jour du mois concerné.

*D'insérer un article 29bis au statut administratif comme suit :*

§1 Quand 24 mois calendaires (en cas de stage en vue d'une nomination définitive dans un grade de niveau E, D ou C) ou 30 mois calendaires (en cas de stage en vue d'une nomination définitive dans un grade de niveau B ou A) s'écoulent depuis l'entrée en stage, la relation de travail statutaire entre l'administration communale et l'agent prend fin de plein droit au dernier jour du 24<sup>ième</sup> ou 30<sup>ième</sup> mois, selon le cas d'application (30 mois pour les agents de niveau A ou B, 24 mois pour les agents d'un autre niveau).

§2 La fin de la relation de travail sera, dans les cas concernés par cet article, considérée par l'administration comme une démission d'office et traitée par elle de cette façon pour ce qui concerne la régularisation des cotisations sociales. Néanmoins, les formulaires C4 et attestations d'emploi délivrés mentionneront clairement qu'il ne s'agit pas d'une mise de fin à la relation de travail dans le cadre d'une procédure disciplinaire.

§3 Le cas échéant, l'agent dont la relation de travail statutaire aura pris fin en application de cet article pourra être réengagé dans le cadre d'une relation de travail contractuelle. Néanmoins, il ne pourra être à nouveau admis en stage avant 5 ans, et cela moyennant procédure de recrutement.

§4 Par mesure transitoire, le relation de travail statutaire des stagiaires dont la durée du stage en vue d'une nomination définitive aura déjà dépassé le délai mentionné au §1<sup>er</sup> au moment de l'entrée en vigueur de cet article prendra fin au dernier jour du deuxième mois complet suivant cette entrée en

vigueur. Les paragraphes 2 et 3 sont d'application dans ces cas.

---

**Personeel – Administratief statuut – Stage met het oog op een vaste benoeming – Bepalingen met betrekking tot de duur van de stage.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 119, 123, 10°/1, 145 §1 en 149:

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 mei 2017 tot vaststelling van de algemene bepalingen inzake de aanwerving, bevordering en interne mobiliteit van het gemeentepersoneel, inzonderheid artikel 4, dat het volgende bepaalt: *“Voor elke vaste benoeming in statutair verband wordt een stage met een looptijd van één jaar ingericht voor de personeelsleden van niveau A en B, met een looptijd van zes maanden tot één jaar zoals bepaald in het gemeentelijk reglement voor alle personeelsleden van niveau C en van zes maanden voor de niveaus D en E. Die stage kan met een duur van ten hoogste de duur van de initiële stage verlengd worden [...]”*;

Gelet op het administratief statuut van het gemeentebestuur, aangenomen in zitting van 3 juli 2018, inzonderheid artikel 29 §1, dat de initiële duur van de stage van personeelsleden van niveau C vastlegt op 6 maanden alsook de berekeningsregels voor de duur van deze stage vastlegt;

Overwegend dat voornoemd artikel tevens bepaalt dat iedere afwezigheid die en verlof dat, in een of meer keren, de twee weken overschrijden niet worden meegerekend voor de berekening van de duur van de stage met het oog op een vaste benoeming, zelfs indien de stagiair tijdens die periode in de stand van dienstactiviteit is gebleven, en dat de deeltijdse afwezigheden pro rata worden berekend;

Overwegende dat, letterlijk genomen, zelfs jaarlijkse vakantie en compensatieverlof niet moet worden meegerekend bij de berekening van de duur van de stage met het oog op een vaste benoeming;

Overwegende dat deze praktijk kan worden beschouwd als strijdig met een van de einddoelen van de stage met het oog op een vaste benoeming, zijnde de geschiktheid van het personeelslid voor de toegewezen functie te beoordelen, in die zin dat het opnemen van jaarlijkse vakantie en compensatieverlof tot het normale functioneren van een personeelslid in dienstactiviteit behoort;

Overwegende bovendien dat begrepen kan worden dat de recuperatie van overuren niet meegerekend moet worden in de berekening van de duur van de stage en dat de personeelsleden van oordeel kunnen zijn dat zij gestraft worden omdat zij overuren hebben gepresteerd;

Overwegende dat jaarlijkse vakantie, compensatieverlof en de recuperatie van overuren gefractioneerd kunnen worden, wat aanleiding geeft tot een lastige berekening van de duur van de stage met het oog op een vaste benoeming die einddata oplevert die moeilijk te bepalen zijn door de betrokken personeelsleden alsook voor hun hiërarchische lijn;

Overwegende dat hetzelfde geldt voor de loopbaanonderbrekingen met een geringe werktijdvermindering;

Overwegende dat het, gelet op het voorgaande, aangewezen is de bepalingen betreffende de berekening van de stage met het oog op een vaste benoeming te wijzigen teneinde het verloop ervan te optimaliseren;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2020 tot wijziging van de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 48 en 60, die de Nieuwe Gemeentewet gewijzigd hebben door de aanwerving, de bevordering en de toepassing van de wetgeving betreffende de bescherming van het welzijn van de statutaire agenten toe te vertrouwen aan het College van Burgemeester en Schepenen en tegelijkertijd de benoeming en bevordering van de personeelsleden van niveau A te behouden als bevoegdheid van de Gemeenteraad;

Overwegende bijgevolg dat de benoeming van personeelsleden van niveau E, D, C en B niet langer een bevoegdheid is van de Gemeenteraad, die deze desgevallend kan overdragen aan het College van Burgemeester en Schepenen, maar daarentegen een eigen bevoegdheid van het College van Burgemeester en Schepenen is;

Overwegende dat het ondanks de hiërarchie der normen aangewezen is het administratief statuut bij te werken in het licht van deze nieuwe realiteit, teneinde gebeurlijke verwarringen te vermijden;

Overwegende anderzijds dat de huidige bepalingen van het administratief statuut een minimale duur voorzien voor de stage met het oog op een vaste benoeming, maar geen maximale tijdsduur;

Overwegende dat het bijgevolg theoretisch mogelijk is dat een stage met het oog op een vaste benoeming, ten gevolge van afwezigheden en verloven, blijft duren zonder enige andere absolute grens in de tijd dan de wettelijke pensioenleeftijd van desbetreffend personeelslid;

Overwegende dat het administratief statuut op dit ogenblik voorziet dat iedere afwezigheid en verlof niet wordt meegerekend voor de berekening van de duur van de volbrachte stage, dat er, in het geval van een afwezigheid of verlof, niet dient te worden gesproken van een verlenging in de eigenlijke zin en dat er bijgevolg geen beroep kan worden gedaan op de hogere norm die wordt vastgesteld door artikel 4 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 mei 2017 tot vaststelling van de algemene bepalingen inzake de aanwerving, bevordering en interne mobiliteit van het gemeentepersoneel om een stage met het oog op een vaste benoeming als afgelopen te beschouwen wegens een excessieve duur;

Overwegende dat een stage met het oog op een vaste benoeming van onbeperkte duur het einddoel van die stage, dat volgens voormeld besluit “*de integratie van de stagiair in het bestuur en [het in staat stellen van] de benoemende overheid [om] de geschiktheid van de stagiair voor de toegewezen functie te beoordelen*” is, ondergraaft;

Overwegende dat zeer langdurige stages met het oog op een vaste benoeming tevens voor praktische problemen kunnen zorgen, zoals de verstoring van de werking van de ploegen ten gevolge van de onzekerheid die deze langdurige stages teweeg kunnen brengen en de stijging van de waarschijnlijkheid van veranderingen en vertrekken in de hiërarchische lijn, waardoor het opstellen van eindstageverslagen die rekening houden het geheel van de volbrachte stage bemoeilijkt wordt;

Overwegende dat een duur van de stage met het oog op een vaste benoeming met een uitstel van de einddatum van de stage met meer dan twee jaar na de einddatum die oorspronkelijk kon worden voorspeld zonder rekening te houden met de gebeurlijke verlengingen, afwezigheden en verloven, gelet op het voorgaande, onredelijk blijkt;

Overwegende dat het dus oordeelkundig is een maximale tijdsduur voor de stages met het oog op een vaste benoeming vast te leggen, te tellen vanaf de toelating tot de stage van de betrokkene en tevens rekening houdende met de periodes die niet worden meegerekend voor de berekening van de duur van de volbrachte stage;

Overwegende dat het einddoel van een dergelijke maatregel niet het bestraffen is, dat er dus de mogelijkheid moet worden voorzien het betrokken personeelslid opnieuw aan te werven door middel van een arbeidsovereenkomst en het hem mogelijk te maken om, indien de overheid hem niet opnieuw aanwerft, zijn rechten op werkloosheidsuitkeringen en de ziekteverzekering te vrijwaren;

Overwegende dat het te dien doeleinde oordeelkundig is een regularisatie van de sociaizekerheidsbijdragen mogelijk te maken;

Overwegende dat het in het geval van een heraanwerving door middel van een arbeidsovereenkomst oordeelkundig is een nieuwe toelating tot de stage met het oog op een vaste benoeming mogelijk te maken na 5 jaar, op voorwaarde dat alle voorwaarden zijn vervuld, naar analogie met artikel 31 §2 van het administratief statuut dat van toepassing is in het geval van beslissing tot niet-benoeming na

afloop van de stage in het geval van een ongunstig eindstageverslag;

Gelet op protocolakkoord nr. 512 gesloten op 13 mei 2025 tussen de representatieve vakorganisaties en de gemeentelijke overheid;

BESLIST,

*Artikel 29 §1 van het administratief statuut als volgt te wijzigen:*

Een stage met een duur van één jaar wordt voorzien voor de personeelsleden van niveaus A en B, met een duur van 6 maanden voor de niveaus C, D en E. De verlenging wordt beslist en gemotiveerd door de Gemeenteraad voor de personeelsleden van niveau A of door het College van Burgemeester en Schepenen voor de personeelsleden van niveau B, C, D en E.

De stage mag worden verlengd met maximaal tweemaal drie maanden indien er twijfel bestaat over de capaciteiten van het personeelslid in stage.

Voor de berekening van de duur van de volbrachte stage worden verloven niet meegerekend die, in één of meer malen, twee weken overschrijden, zelfs indien de stagiair tijdens deze afwezigheden in de stand van dienstactiviteit is gebleven. De deeltijdse afwezigheden worden naar rato berekend. De jaarlijkse vakantie, het compensatieverlof, de recuperatie van overuren alsook de loopbaanonderbrekingen met 1/5 of 1/10 tijds worden echter meegerekend voor de berekening van de duur van de stage voor de stages die beginnen vanaf 1 augustus 2025.

Als de stage na toepassing van de bovengenoemde berekeningsregels binnen een maand zou eindigen, eindigt de stage op de laatste dag van de betreffende maand.

*Een artikel 29bis toe te voegen aan het administratief statuut:*

§1 Wanneer er 24 kalendermaanden (in het geval van stages met het oog op een vaste benoeming in graden van niveau E, D of C) of 30 kalendermaanden (in het geval van stages met het oog op een vaste benoeming in een graad van niveau B of A) verlopen sinds de toelating tot de stage, neemt de statutaire arbeidsrelatie tussen het gemeentebestuur en het personeelslid van rechtswege een einde op de laatste dag van de 24<sup>e</sup> of 30<sup>e</sup> maand, al naargelang het geval dat van toepassing is (30 maanden voor de personeelsleden van niveau A of B, 24 maanden voor de personeelsleden van een ander niveau).

§2 Het einde van de arbeidsrelaties zal, voor de gevallen waar dit artikel betrekking op heeft, voor het bestuur worden beschouwd als een ontslag van ambtswege en als dusdanig door haar worden behandeld voor wat de regularisatie van de socialezekerheidsbijdragen betreft. Niettemin zullen de afgeleverde C4-formulieren en arbeidsattesten duidelijk vermelden dat het geen beëindiging van de arbeidsrelatie in het kader van een tuchtprocedure betreft.

§3 In voorkomend geval kan het personeelslid waarvan de statutaire arbeidsrelatie ten einde is gekomen in toepassing van dit artikel opnieuw kunnen worden aangeworven in het kader van een contractuele arbeidsrelatie. Niettemin zal deze niet opnieuw tot de stage kunnen worden toegelaten binnen de periode van 5 jaar, middels aanwervingsprocedure.

§4 Bij wijze van overgangsmaatregel zal de statutaire arbeidsrelatie van de stagiairs waarvan de duur van de stage met het oog op een vaste benoeming de in §1 vermelde termijn reeds zal hebben overschreden op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit artikel automatisch ten einde lopen op de laatste dag van de tweede volledige maand volgend op die inwerkingtreding. Paragrafen 2 en 3 zijn van toepassing op deze gevallen.

## **PRÉVENTION - PREVENTIE**

### **Général - Algemeen**

#### **30 Prévention – Coordination générale – asbl TRANSIT – Convention 2025 – Budget fédéral – Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la Loi du 14 novembre 1983 sur les subventions accordées en vue de promouvoir les activités utiles à l'intérêt général ;

Vu la délibération du Conseil Communal du 28 janvier 1985, prise en application de la Loi du 14 novembre 1983 précitée ;

Considérant que l'asbl TRANSIT, reprise dans la décision ci-dessus, a entièrement rempli les obligations prévues par ladite loi et par la délibération du Conseil Communal précitées ;

Vu le courriel émanant de l'asbl TRANSIT du 14 mai 2025 nous transmettant les conventions année 2025 (FR + NL) pour le subsidie du Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention portant sur le phénomène : « nuisances publiques liées à l'usage de drogues » ;

Attendu que nous joignons en annexe les copies de la convention à signer entre la Commune de Forest et l'asbl TRANSIT

DÉCIDE :

D'approuver les termes de la convention ci-jointe, conclue pour l'année 2025, entre la Commune de Forest et l'asbl TRANSIT.

---

**Preventiedienst – Algemene coördinatie – vzwTRANSIT – Overeenkomst 2025 – Federale begroting – Goedkeuring.**

DE RAAD,

Gelet op de wet van 14 november 1983 op de toelagen toegekend ter bevordering van voor het algemeen belang dienstige activiteiten;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 28 januari 1985, genomen in toepassing van voormelde wet van 14 november 1983;

Overwegende dat de vzw TRANSIT, vermeld in bovenstaand besluit, de verplichtingen voorzien door voormelde wet en door de voornoemde beraadslaging van de Gemeenteraad volledig heeft vervuld;

Gelet op de mail afkomstig van de vzw TRANSIT van 14 mei 2025 waarin ons de overeenkomsten voor het jaar 2025 (FR + NL) werden overgemaakt voor de subsidie van het Strategisch Veiligheids- en Preventieplan met betrekking tot het fenomeen: "openbare overlast die verband houdt met druggebruik";

Overwegende dat we de kopieën van de tussen de Gemeente Vorst en de vzw TRANSIT te ondertekenen overeenkomst toevoegen als bijlage

BESLIST :

Goedkeuring te verlenen aan de bepalingen van de hierbij gevoegde overeenkomst, afgesloten voor het jaar 2025, tussen de Gemeente Vorst en de vzw TRANSIT.

## TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

### Propreté publique - Openbare netheid

- 31 **Bien-être animal – Convention – Avenant n°1 – Subvention dans les frais de stérilisation des chats domestiques, achat de matériel pour la capture et le nourrissage des chats errants, événements autour du bien-être animal, éducation canine et sensibilisation à l'interdiction de nourrir les pigeons.**

LE CONSEIL,

Vu la décision du Conseil Communal en séance du 16 décembre 2024 d'approuver la convention relative à la subvention "label bien être animal" afin de financer; l'octroi d'une prime à la stérilisation des chats domestiques, l'organisation d'événement autour du bien-être animal, l'achat de matériel pour la capture et le nourrissage des chats errants, des animations d'éducation canine et la sensibilisation à l'interdiction de nourrir les pigeons ;

Considérant que cette convention couvre la période allant du 1er juin 2024 au 31 mai 2025 ;

Considérant la possibilité de prolonger la convention et donc de ce fait le subsidie, jusqu'au 31 octobre 2025 ;

Considérant que l'appel à projets 2025 de Bruxelles Environnement n'a pas encore été lancé ;

Vu l'avenant n°1 de la convention en annexe ;

DECIDE :

D'approuver l'avenant n°1 à la convention, ci-annexé, relative à la subvention afin de financer: l'octroi d'une prime à la stérilisation des chats domestiques, l'organisation d'événement autour du bien-être animal, l'achat de matériel pour la capture et le nourrissage des chats errants, des animations d'éducation canine et la sensibilisation à l'interdiction de nourrir les pigeons ;

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par la Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire communale ou son remplaçant, aux fins de signer valablement, pour la Commune de Forest, ladite convention.

---

**Dierenwelzijn – Overeenkomst – Aangangsel nr. 1 – Subsidie voor de kosten van de sterilisatie van huiskatten, aankoop van materiaal om zwervkatten te vangen en te voederen, evenementen rond dierenwelzijn, hondentraining en bewustmaking van het verbod op het voederen van duiven.**

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad in zijn zitting van 16 december 2024 tot goedkeuring van de overeenkomst met betrekking tot de subsidie "label dierenwelzijn" ter financiering van de toekenning van een premie voor de sterilisatie van huiskatten, de organisatie van evenementen rond dierenwelzijn, de aankoop van materiaal om zwervkatten te vangen en te voederen, hondentraining en de bewustmaking van het verbod op het voederen van duiven;

Overwegende dat deze overeenkomst de periode van 1 juni 2024 tot en met 31 mei 2025 dekt;



Overwegende de mogelijkheid om de overeenkomst, en dus de subsidie, te verlengen tot en met 31 oktober 2025;

Overwegende dat de projectoproep 2025 van Leefmilieu Brussel nog niet gelanceerd is;

Gelet op aanhangsel nr. 1 van de overeenkomst, als bijlage;

BESLIST:

Goedkeuring te verlenen aan bijgevoegd aanhangsel nr. 1 bij de overeenkomst met betrekking tot de subsidie voor de financiering van: de toekenning van een premie voor de sterilisatie van huiskatten, de organisatie van evenementen rond dierenwelzijn, de aankoop van materiaal om zwerfkatten te vangen en te voederen, hondentraining en de bewustmaking van het verbod op het voederen van duiven;

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris of haar vervanger, machtiging te verlenen om de voornoemde overeenkomst geldig te ondertekenen voor de Gemeente Vorst.

*1 annexe / 1 bijlage*

---

## **PRÉVENTION - PREVENTIE**

### **Cohésion sociale - Sociale cohesie**

#### **32 Cohésion sociale – Répartition de l'enveloppe Impulsion 2025 et signature des conventions particulières avec les promoteurs – Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu l'appel à projets Impulsion 2025 lancé par la Commission communautaire française le 12 septembre 2024 ;

Considérant que la date limite de remise des projets était le 3 octobre 2024 ;

Considérant que 8 projets ont été introduits par des asbl forestoises ;

Considérant que les asbl Bras dessus Bras dessous, Cerapss , Feynuus, Maison des Jeunes de Forest, Maison de Quartier Saint-Antoine, Medina Forest, Partenariat Marconi et Une Maison en Plus, bénéficient déjà d'une convention sur 2 ans, 2024-2025 ;

Considérant que l'enveloppe Impulsion restante s'élève pour 2025 à 43.500 € ;

Considérant que sur les huit projets introduits, seuls **quatre** ont été reconnus comme recevables par la COCOF, il s'agit des projets des asbl Beit, Fragments, Centre culturel d'éducation et de formation et Sohab ;

Considérant que les projets de Beit, Fragments, Centre culturel d'éducation et de formation et Sohab ont été évalués d'après les critères proposés par la COCOF (repris en annexe) ;

Considérant la validation de la répartition de l'enveloppe par la Concertation communale de Cohésion sociale de Forest en date du 10 décembre 2024 ;

Considérant la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 12 décembre 2024 arrêtant la répartition de l'enveloppe Impulsion 2025 ;

Considérant que la Commune de Forest a présenté un projet pour couvrir des frais de fonctionnement et de personnel ;

Vu l'arrêté **2025/274** du Collège de la COCOF octroyant une subvention aux projets associatifs sélectionnés par les Communes pour une durée d'un, deux ou trois ans pour couvrir des frais de fonctionnement et/ou de personnel approuvés dans le cadre de l'appel à projets Impulsion volet local 2025 ;

Vu l'article 2 de l'arrêté **2025/274** du Collège de la COCOF, le montant de 166.230 € est octroyé à la Commune de Forest comme financement de son projet dans le cadre de l'Impulsion portant sur la période située entre le 1er janvier 2025 et le 31 décembre 2025. Les frais couverts sont des frais de fonctionnement et/ou de personnel ;

Vu les mails de la COCOF en date du 22 et 23 mai 2025 ;

Vu la Nouvelle loi communale

DECIDE :

D'approuver la répartition 2025 de l'enveloppe Impulsion du programme de Cohésion sociale telle que reprise en annexe ;

D'approuver les conventions particulières Impulsion 2025 ci-annexées entre la Commune et les promoteurs ;

De déléguer au Collège des Bourgmestre et Echevins le pouvoir de signer les conventions particulières avec les 4 associations : Beit, Fragments, Centre culturel d'éducation et de formation et Sohab.

---

**Sociale cohesie – Verdeling van de Impulsion 2025-enveloppe en ondertekening van de bijzondere overeenkomsten met de promotoren – Goedkeuring.**

DE RAAD,

Gelet op de projectoproep Impulsion 2025 gelanceerd door de Franse Gemeenschapscommissie op 12 september 2024;

Overwegende dat de uiterste datum voor indiening van de projecten 3 oktober 2024 was;

Overwegende dat 8 projecten zijn ingediend door Vorstse vzw's;

Overwegende dat de vzw's Bras dessus Bras dessous, CeRAPSS, Feynuus, Jeugdhuis van Vorst, Buurthuis Sint-Antonius, Medina Forest, Partenariat Marconi en Une Maison en Plus al een overeenkomst kregen voor 2 jaar, 2024-2025;

Overwegende dat voor 2025 de Impulsion-enveloppe 43.500 € bedraagt;

Overwegende dat van de acht ingediende projecten er slechts **vier** door de FGC als ontvankelijk zijn erkend, namelijk de projecten van de vzw's Beit, Fragments, Centre Culturel d'Education et de Formation en SoHab;

Overwegende dat de projecten van Beit, Fragments, Centre Culturel d'Education et de Formation en SoHab zijn geëvalueerd volgens de door de FGC voorgestelde criteria (als bijlage);

Overwegende de validatie van de verdeling van de enveloppe door het Lokaal Overleg voor Sociale Cohesie van Vorst op 10 december 2024;

Overwegende de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 12 december

2024 tot bepaling van de verdeling van de Impulsion 2025-enveloppe;

Overwegende dat de gemeente Vorst een project heeft ingediend om werkings- en personeelsuitgaven te dekken;

Gelet op het besluit **2025/274** van het College van de FGC tot toekenning van een subsidie aan de door de gemeenten geselecteerde verenigingsprojecten voor een duur van een, twee of drie jaar om werkings- en/of personeelsuitgaven te dekken die zijn goedgekeurd in het kader van de projectoproep Impulsion (lokaal luik) 2025;

Gelet op artikel 2 van het besluit **2025/274** van het College van de FGC wordt het bedrag van 166.230 € toegekend aan de gemeente Vorst als financiering van haar project in het kader van Impulsion voor de periode tussen 1 januari 2025 en 31 december 2025. De gedekte kosten zijn werkings- en/of personeelsuitgaven;

Gelet op de COCOF-e-mails van 22 en 23 mei 2025;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet

**BESLIST :**

Goedkeuring te verlenen aan de verdeling 2025 van de Impulsion-enveloppe van het programma voor Sociale Cohesie zoals opgenomen in de bijlage;

Goedkeuring te verlenen aan de bijgevoegde bijzondere Impulsion 2025-overeenkomsten tussen de gemeente en de promotoren;

Het College van Burgemeester en Schepenen te machtigen om de bijzondere overeenkomsten met de 4 verenigingen te ondertekenen: Beit, Fragments, Centre Culturel d'Education et de Formation en SoHab.

*8 annexes / 8 bijlagen*

---

## **AFFAIRES DU CITOYEN - BURGERZAKEN**

### **Affaires sociales - Sociale zaken**

#### **33 Affaires sociales – Santé – Adhésion à la Charte communale de l'inclusion des personnes en situation d'handicap – Accord de principe.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale ;

Vu la volonté du Collège inscrite dans sa déclaration de politique générale de faire de la Commune un acteur important en matière de santé ;

Vu le projet Handicity de l'ASBL Esenca qui accompagne les communes en Fédération Wallonie-Bruxelles dans leurs démarches d'inclusion pour les personnes en situations de handicap, maladies graves, chroniques et invalidantes ;

Vu que cette initiative s'inscrit dans le respect de la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées, ratifiée par la Belgique ;

Vu que l'ASBL Esenca propose l'adhésion à la Charte communale de l'inclusion des personnes en

situation de handicap Handycity 2024-2030 ;

Vu qu'en 2024, ce sont pas moins de 76 communes qui ont été labellisées Handicity en Fédération Wallonie-Bruxelles ;

Vu l'objectif de la Charte qui vise à intégrer le handicap dans toutes les politiques communales par le biais du Handistreaming.

Considérant que celle-ci est structurée autour de cinq domaines d'action :

1. Fonction consultative et sensibilisation : favoriser l'autoreprésentation et former le personnel communal.
2. Accueil de la petite enfance et inclusion scolaire/parascolaire : garantir des structures éducatives inclusives.
3. Emploi : développer une politique d'emploi adaptée et ambitieuse.
4. Accessibilité plurielle : améliorer l'accessibilité des informations, bâtiments, et infrastructures.
5. Inclusion dans les loisirs : garantir un accès équitable aux activités culturelles et sportives.

Vu les avantages pour la Commune :

- Amélioration de la qualité de vie des citoyens en situation de handicap.
- Valorisation des efforts communaux par le label Handycity®, remis sur la base des initiatives inclusives.
- Accompagnement et expertise par l'ASBL Esenca, qui fournit des outils pratiques, des formations et des conseils adaptés.
- Renforcement de l'image de la commune en tant que modèle de bonne gouvernance et d'inclusivité.

Vu que l'adhésion à la Charte est non contraignante juridiquement mais engage la commune à mener des actions concrètes en collaboration avec des experts et les citoyens concernés ;

DECIDE :

D'adhérer à la Charte communale de l'inclusion Handycity 2024-2030 ;

D'autoriser la signature de la Charte par le Bourgmestre et le Collège ;

De mandater les services concernés pour établir un plan d'action inclusif basé sur les cinq domaines de la Charte.

---

**Sociale zaken – Gezondheid – Aansluiting bij het Gemeentelijk Handvest voor de Inclusie van Personen met een Handicap – Principeakkoord.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wens van het College, opgenomen in zijn algemene beleidsverklaring, om van de gemeente een belangrijke speler te maken op het gebied van gezondheid;

Gelet op het Handicity-project van de vzw Esenca, dat gemeenten in de Federatie Wallonië-Brussel begeleidt bij hun inspanningen voor de inclusie van personen met een handicap, ernstige, chronische of invaliderende aandoeningen;

Gelet op het feit dat dit initiatief kadert in de naleving van het Verdrag van de Verenigde Naties inzake de rechten van personen met een handicap, geratificeerd door België;

Gelet op het feit dat de vzw Esenca de aansluiting bij het Gemeentelijk Handvest voor de Inclusie van Personen met een Handicap Handycity 2024-2030 voorstelt;

Gelet op het feit dat dat in 2024 niet minder dan 76 gemeenten in de Federatie Wallonië-Brussel het Handicity-label hebben gekregen;

Gelet op het doel van het Handvest, namelijk het integreren van handicap in alle gemeentelijke beleidsdomeinen via Handistreaming.

Overwegende dat dit Handvest gestructureerd is rond vijf actiegebieden:

1. Adviserende functie en sensibilisering: het bevorderen van zelfvertegenwoordiging en het opleiden van gemeentelijk personeel.
2. Kinderopvang en inclusie in schoolse/buitenschoolse context: het garanderen van inclusieve educatieve structuren.
3. Werkgelegenheid: het ontwikkelen van een aangepast en ambitieus werkgelegenheidsbeleid.
4. Meervoudige toegankelijkheid: het verbeteren van de toegankelijkheid van informatie, gebouwen en infrastructuur.
5. Inclusie in vrije tijd: het garanderen van eerlijke toegang tot culturele en sportactiviteiten.

Gelet op de voordelen voor de gemeente:

- Verbetering van de levenskwaliteit van burgers met een handicap.
- Waardering van de gemeentelijke inspanningen door het Handycity®-label, toegekend op basis van inclusieve initiatieven.
- Begeleiding en expertise door de vzw Esenca, die praktische tools, opleidingen en aangepast advies biedt.
- Versterking van het imago van de gemeente als model van goed bestuur en inclusiviteit.

Gelet op het feit dat de aansluiting bij het Handvest juridisch niet bindend is, maar de gemeente verbindt om concrete acties te ondernemen in samenwerking met experts en de betrokken burgers

BESLIST:

Aan te sluiten bij het Gemeentelijk Handvest voor de Inclusie Handycity 2024-2030;

De ondertekening van het Handvest door de Burgemeester en het College toe te staan;

De betrokken diensten te machtigen om een inclusief actieplan op te stellen gebaseerd op de vijf domeinen van het Handvest.

*4 annexes / 4 bijlagen*

---

## TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

### Mobilité - Mobiliteit

- 34 **Mobilité - Marché public de services et de fournitures ayant pour objet la fourniture, l'installation, la maintenance et l'entretien de dispositifs de stationnement pour vélos et de matériels pour l'aménagement de parkings pour vélos - Convention d'adhésion à la centrale d'achat de l'Agence du stationnement - Référence PB.A24/2832.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 29, 10°, de l'Ordonnance du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale qui détermine que l'Agence assure « le développement d'une offre de parkings pour vélo, motocyclettes et vélomoteurs sécurisés, publics et couverts, adaptés aux différents besoins en la matière » ;

Vu l'article 23 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 portant le volet réglementaire du Plan Régional de Politique du Stationnement qui précise que « l'Agence du stationnement accompagne si nécessaire l'installation de ce type de dispositif, et le cas échéant, s'occupe elle-même de l'installation » ;

Considérant que le marché public référencé PB.A20/794 lancé l'Agence en 2020 avait pour terme le 29 octobre 2024 ;

Considérant que le Conseil Communal en sa séance du 5 juillet 2016 avait décidé d'adhérer à la centrale d'achat proposée par l'Agence et en avait signé la convention ;

Considérant que, dans ce contexte, l'Agence a lancé un marché public, composé de quatre lots, portant référence PB.A24/2832, « Agence du stationnement - Marché public de services et de fournitures ayant pour objet la fourniture, l'installation, la maintenance et l'entretien des dispositifs de stationnement pour vélos et de matériels pour l'aménagement de parkings pour vélos » ;

Considérant qu'au terme de la procédure de passation, d'une part, les lots 1 (« Arceaux, abris et locaux vélos »), 2 (« Box et consignes vélos ») et 4 (« Travaux d'aménagement et matériels d'aménagement de parking pour vélo ») sont attribués à KRINKELS NV, le lot 3 (« Location de dispositifs de stationnement vélo événementiel ») est attribué à VERHOFSTE NV, ci-après dénommés « adjudicataires ». En exécution de la réglementation et du cahier des charges, l'Agence agit en tant que centrale d'achat, conformément à l'article 2 - 6° de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et l'article 47 §1<sup>er</sup> - 3° de la même loi , au profit de toutes les communes qui souhaitent y adhérer ;

Considérant que la Commune de Forest souhaite adhérer à la centrale d'achat pour bénéficier, aux conditions définies dans les documents du marché,

- de dispositifs de stationnement vélo extérieurs non-sécurisés et des dispositifs de protection ouverts
- de dispositifs de stationnement vélo sécurisés intérieurs
- de dispositifs de stationnement vélo sécurisés extérieurs
- de dispositifs de stationnement vélo événementiels
- de travaux d'aménagement et de matériels d'aménagement de parking pour vélo ;

Vu l'article 47 §2 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, la Commune de Forest est dispensée, par cette adhésion, de l'obligation d'organiser elle-même une procédure de passation pour ces fournitures et services associés ;

Considérant que la Commune de Forest peut bénéficier de cette centrale d'achat pendant une durée de quatre année, et ce jusqu'au terme du marché mené par l'Agence, soit le 28/05/2029 ;

DECIDE :

D'approuver la convention d'adhésion à la centrale d'achat de l'Agence du stationnement (réf. PB.A24/2832) relative au marché public de services et de fournitures ayant pour objet la fourniture, l'installation, la maintenance et l'entretien de dispositifs de stationnement pour vélos et de matériels pour l'aménagement de parkings pour vélos ci-annexée ;

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestres et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué assisté de la Secrétaire communale ou son délégué, afin de signer valablement ladite

**Mobiliteit - Overheidsopdracht voor diensten en leveringen betreffende de levering, de installatie, de instandhouding en het onderhoud van fietsparkeervoorzieningen en materiaal voor de inrichting van fietsenparkings - Overeenkomst van aansluiting bij de aankoopcentrale van het Parkeeragentschap - Kenmerk PB.A24/2832.**

DE RAAD,

Gelet op artikel 29, 10°, van de ordonnantie van 22 januari 2009 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap, dat bepaalt dat het Agentschap instaat voor “de ontwikkeling van een aanbod van beveiligde, publieke en overdekte bromfiets-, motorfiets- en fietsstallingen aangepast aan de verschillende behoeften op dit vlak”;

Gelet op artikel 23 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 houdende het reglementaire luik van het Gewestelijk Parkeerbeleidsplan, dat preciseert dat het “Parkeeragentschap [...] indien nodig de installatie van dit type inrichting [begeleidt] en [...] zich in voorkomend geval zelf [bezighoudt] met de installatie ervan”;

Overwegende dat de overheidsopdracht met kenmerk PB.A20/794 die het Agentschap in 2020 lanceerde, als vervalddag 29 oktober 2024 had;

Overwegende dat de Gemeenteraad op zijn zitting van 5 juli 2016 besliste aan te sluiten bij de door het Agentschap voorgestelde aankoopcentrale en er de overeenkomst van ondertekende;

Overwegende dat het Agentschap in deze context een overheidsopdracht lanceerde, bestaande uit vier percelen, ref. PB.A24/2832 "Overheidsopdracht voor diensten en leveringen betreffende de levering, de installatie, de instandhouding en het onderhoud van fietsparkeervoorzieningen en materiaal voor de inrichting van fietsenparkings", hierna "de opdracht" genoemd;

Overwegende dat na de gunningsprocedure enerzijds perceel 1 ("Aanleunbeugels, overkappingen en fietsenstallingen"), perceel 2 ("Fietsboxen en kluizen") en perceel 4 ("Werken en materieel voor de inrichting van fietsenstallingen") werden gegund aan KRINKELS nv, terwijl perceel 3 ("Huur van fietsparkeervoorzieningen ter gelegenheid van evenementen") werd gegund aan VERHOFSTE nv, hierna de "opdrachtnemers" genoemd. In uitvoering van de wetgeving en het bestek treedt het Agentschap als aankoopcentrale op, in overeenstemming met artikel 2 - 6° van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en artikel 47, §1 - 3° van diezelfde wet, ten gunste van de gemeenten die zich erbij willen aansluiten;

Overwegende dat de Gemeente Vorst wenst aan te sluiten bij de aankoopcentrale om, aan de voorwaarden vastgelegd in de opdrachtdocumenten, te genieten van:

- niet-beveiligde buitenparkeervoorzieningen voor fietsen en open beschermingsvoorzieningen
- beveiligde binnenparkeervoorzieningen voor fietsen
- beveiligde buitenparkeervoorzieningen voor fietsen
- fietsparkeervoorzieningen ter gelegenheid van evenementen
- inrichtingswerken en -materieel voor fietsparkings;

Gelet op artikel 47 §2 van de wet van 17 juni 2006 inzake overheidsopdrachten wordt de Gemeente Vorst door deze aansluiting vrijgesteld van de verplichting om zelf een gunningsprocedure voor deze leveringen en daarmee verbonden diensten te organiseren;

Overwegende dat de Gemeente Vorst een beroep kan doen op deze aankoopcentrale tot het einde van de door het Agentschap uitgevoerde opdracht, zijnde 28/05/2029;

BESLIST,

Goedkeuring te verlenen aan de overeenkomst van aansluiting bij de aankoopcentrale (kenmerk PB.A24/2832) van het Parkeeragentschap met betrekking tot de overheidsopdracht voor diensten en leveringen betreffende de levering, de installatie, de instandhouding en het onderhoud van fietsparkeervoorzieningen en materiaal voor de inrichting van fietsenparkings, opgenomen in bijlage;

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris of haar afgevaardigde, machtiging te verlenen teneinde de voormelde overeenkomst rechtsgeldig te ondertekenen.

*10 annexes / 10 bijlagen*

---

**35 Mobilité – Plan d'Actions communal de Sécurité routière – Approbation.- report du 27/05/2025**

LE CONSEIL,

Vu le Plan régional de Mobilité 2020-2030 (PRM), approuvé en troisième lecture par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale le 25 mars 2021 ;

Vu le Plan communal de Mobilité (PCM) adopté par le Conseil communal en séance du 20 septembre 2022 ;

Considérant que le PRM et le PCM visent à rendre l'espace public plus agréable et plus sûr ;

Vu le Plan d'Actions Régional de Sécurité routière 2021 - 2030 (PARSR), approuvé par le Gouvernement régional le 16 décembre 2021 ;

Considérant que le PARSR adopte pour principe de base la vision zéro, à savoir zéro tué et blessé grave sur les voiries de la Région à l'horizon 2030 et que cet objectif est confirmé dans le PRM ;

Considérant que la vision zéro s'inscrit dans le cadre d'engagements internationaux tels que la Déclaration de Stockholm du 20 février 2020 ainsi que dans les objectifs européens de réduction du nombre de victimes de la route à l'horizon 2030.

Considérant que cet objectif est atteignable, comme l'atteste l'exemple d'Oslo, où un plan de sécurité routière est en œuvre et où aucun accident avec tué ou blessé grave n'a été à déplorer en 2019 ;

Considérant que le PARSR précise, dans son Action 1, que « Les Communes élaborent et mettent en œuvre un plan d'actions de Sécurité routière basé sur le plan Good Move et le Plan d'action Sécurité routière régional ».

Considérant qu'à Forest, le nombre d'accidents avec tués et blessés graves suit une baisse tendancielle, mais pas le nombre d'accidents avec blessés légers, qui ne varie que très peu d'année en année ;

Considérant que le Plan d'Actions communal de Sécurité routière (PACSR) reprend le principe de la Vision zéro à l'horizon 2030 ;

Considérant qu'afin d'atteindre cet objectif, le PACSR comporte 52 actions, articulées autour de 5 axes :

- Gouvernance et transversalité
- Mesure et contrôle-sanction des comportements dangereux
- Infrastructure
- Comportement



- Véhicules

Considérant que le suivi du PACSR sera assuré en Commission Mobilité ;

Considérant qu'un état des lieux du PACSR sera présenté chaque année ;

Considérant que de nouvelles actions pourront éventuellement être intégrées dans le PACSR à l'occasion de ces états des lieux ;

Considérant que le projet de PACSR a été présenté en Commission mobilité et qu'il tient compte des remarques qui ont été émises par ses participants ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 27 mars 2025 d'adopter le Plan d'Actions communal de Sécurité routière

DECIDE :

De prendre connaissance du Plan d'Actions communal de Sécurité routière, joint au dossier.

---

**Mobiliteit – Gemeentelijk Actieplan voor Verkeersveiligheid – Goedkeuring.- uitstel van 27/05/2025**

DE RAAD

Gelet op het Gewestelijk Mobiliteitsplan 2020-2030, dat op 25 maart 2021 in derde lezing werd goedgekeurd door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering;

Gelet op het Gemeentelijk Mobiliteitsplan aangenomen door de Gemeenteraad in zitting van 20 september 2022;

Overwegende dat het Gewestelijk en het Gemeentelijk Mobiliteitsplan tot doel hebben de openbare ruimte aangenamer en veiliger te maken;

Gelet op het Gewestelijk Actieplan voor Verkeersveiligheid 2021-2030 dat op 16 december 2021 door de gewestregering goedgekeurd werd;

Overwegende dat het Gewestelijk Actieplan voor Verkeersveiligheid uitgaat van "vision zero", zijnde nul doden en zwaargewonden op de wegen van het Gewest tegen 2030, en dat deze doelstelling wordt bevestigd in het Gemeentelijk Mobiliteitsplan;

Overwegende dat "vision zero" in overeenstemming is met internationale verbintenissen zoals de Verklaring van Stockholm van 20 februari 2020 en de Europese doelstellingen om het aantal verkeersslachtoffers tegen 2030 te verminderen;

Overwegende dat deze doelstelling haalbaar is, zoals blijkt uit het voorbeeld van Oslo, waar een verkeersveiligheidsplan ten uitvoer werd gelegd en waar zich in 2019 geen enkel ongeval met doden of zwaargewonden heeft voorgedaan;

Overwegende dat actie 1 van het Gewestelijk Actieplan voor Verkeersveiligheid luidt als volgt: "De gemeenten ontwikkelen een actieplan voor verkeersveiligheid op basis van het Good Move-plan en het gewestelijk actieplan voor verkeersveiligheid, en voeren dit uit";

Overwegende dat in Vorst het aantal ongevallen met doden en zwaargewonden een dalende trend vertoont, maar niet het aantal ongevallen met lichtgewonden, dat van jaar tot jaar slechts zeer weinig varieert;

Overwegende dat het Gemeentelijk Actieplan voor Verkeersveiligheid het principe van "vision zero" tegen 2030 hanteert;

Overwegende dat dit Actieplan daartoe 52 acties omvat, gebaseerd op 5 pijlers:

- Governance en transversaliteit
- Meten en controleren-sanctioneren van gevaarlijk gedrag
- Infrastructuur
- Gedrag
- Voertuigen

Overwegende dat de Mobiliteitscommissie het Gemeentelijk Actieplan voor Verkeersveiligheid zal opvolgen;

Overwegende dat er elk jaar een stand van zaken van het Actieplan zal worden voorgelegd;

Overwegende dat er naar aanleiding van die stand van zaken eventueel nieuwe acties in het plan kunnen worden opgenomen;

Overwegende dat het ontwerp van het Gemeentelijk Actieplan voor Verkeersveiligheid aan de Mobiliteitscommissie werd voorgelegd en dat daarin rekening is gehouden met de opmerkingen van de deelnemers;

Gelet op de beslissing van het College van Burgmeester en Schepenen in zitting van 27 maart 2025 om het Gemeentelijk Actieplan voor Verkeersveiligheid aan te nemen

BESLIST:

Kennis te nemen van het Gemeentelijk Actieplan voor Verkeersveiligheid, als bijlage bij het dossier.

*2 annexes / 2 bijlagen*

---

## EDUCATION, CULTURE, SPORTS - EDUCATIE, CULTUUR, SPORT

### Culture NL - Cultuur NL

#### 36 **Culture et Événements – Composition nouveau Conseil Culturel néerlandophone de Forest 2025-2030 – Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu le décret de la Communauté flamande du 6 juillet 2012 relatif à la politique culturelle locale et la décision subséquente du Gouvernement flamand du 12 octobre 2012 ;

Vu la décision du Conseil communal du 30 septembre 2008 concernant la création d'un Conseil culturel néerlandophone à Forest ;

Vu l'approbation par le Conseil communal du 5 juillet 2011 des modifications proposées au règlement d'ordre intérieur de ce Conseil culturel ;

Vu l'article 10 du règlement qui stipule qu'une réunion doit être organisée pour former un nouveau Conseil culturel au plus tard six mois après l'installation d'un nouveau Conseil communal ;

Considérant qu'un large appel à candidatures a été lancé et que toutes les organisations (socio-)culturelles néerlandophones connues et actives sur le territoire de Forest ont été contactées pour poser leur candidature au Conseil culture néerlandophone;

Considérant qu'une réunion de tous les candidats a été organisée le 7 mai 2025 et qu'un nouveau

Conseil culture a été constitué ;

Considérant l'article 16 du règlement qui stipule que la nouvelle composition doit être soumise à l'approbation du Conseil communal ;

Considérant qu'en conséquence, la composition suivante du Conseil culture néerlandophone est soumise, pour la période 2025-2030 :

Un maximum de six représentants d'associations et d'organisations culturelles actives sur le territoire de la commune de Forest et travaillant principalement avec des professionnels, dont un délégué de Bib Vorst et un délégué de GC Ten Weyngaert :

- WIELS/Park Poétik - représentante Lisa Pleysier
- LD3/MIRO - représentant Hans Meirlaen
- Playful Situations - représentant Tessa Goossens
- Bib Vorst - représentante Elise Ghyselen
- GC Ten Weyngaert - représentant Kris Vanslambrouck

Un maximum de quatre représentants d'associations et d'organisations culturelles actives sur le territoire de la commune de Forest et travaillant principalement avec des bénévoles :

- Minibus Music - représentante Ruth Flikschuh
- Jolifanto - représentant Kevin Leers
- Level Five - représentant Karolien Chromiak
- Oudercomité Parkschoon - Aurélie van der Werf (présidente)

Un maximum de quatre résidents de la commune de Forest ayant une expertise culturelle :

- Patrice Luwel
- Susanne Weck
- Magali Coremans
- Mathilde Oechsner

DÉCIDE :

D'approuver la nouvelle composition du Conseil culturel néerlandophone de Forest 2025-2030, à savoir :

Cinq représentants d'associations et d'organisations culturelles actives sur le territoire de la commune de Forest et travaillant principalement avec des professionnels :

- WIELS/Park Poétik - représentante Lisa Pleysier
- LD3/MIRO - représentant Hans Meirlaen
- Playful Situations - représentante Tessa Goossens
- Bib Vorst - représentante Elise Ghyselen
- GC Ten Weyngaert - représentant Kris Vanslambrouck

Quatre représentants d'associations et d'organisations culturelles actives sur le territoire de la commune de Forest et travaillant principalement avec des bénévoles :

- Minibus Music - représentante Ruth Flikschuh
- Jolifanto - représentant Kevin Leers
- Level Five - représentant Karolien Chromiak
- Oudercomité Parkschoon - Aurélie van der Werf (présidente)

Quatre résidents de la commune de Forest ayant une expertise culturelle :

- Patrice Luwel

- Susanne Weck
- Magali Coremans
- Mathilde Oechsner

---

## **Cultuur en Evenementen – Samenstelling nieuwe Nederlandstalige Adviesraad Cultuur van Vorst 2025-2030 – Goedkeuring.**

DE RAAD,

Gelet op het Decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 6 juli 2012 betreffende het Lokaal Cultuurbeleid en het daarop aansluitende besluit van de Vlaamse Regering van 12 oktober 2012;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 30 september 2008 betreffende de oprichting van een Nederlandstalige Adviesraad Cultuur in Vorst;

Gelet op de goedkeuring door de Gemeenteraad van 5 juli 2011 van de voorgestelde wijzigingen voor het intern reglement van deze Adviesraad;

Gelet op artikel 10 van het reglement dat voorschrijft dat er ten laatste zes maanden na de installatie van een nieuwe Gemeenteraad een samenkomst moet georganiseerd worden om een nieuwe Adviesraad Cultuur samen te stellen;

Overwegende dat er een brede oproep tot kandidaatstelling werd gelanceerd en dat alle gekende Nederlandstalige (socio-)culturele organisaties die actief zijn op het grondgebied van Vorst werden gecontacteerd om zich kandidaat te stellen voor de Adviesraad Cultuur;

Overwegende dat op 7 mei 2025 een samenkomst werd georganiseerd van alle kandidaat-leden en dat er een nieuwe Adviesraad Cultuur gevormd werd;

Gelet op artikel 16 van het reglement waarin wordt gesteld dat de nieuwe samenstelling ter goedkeuring dient te worden voorgelegd aan de Gemeenteraad;

Overwegende dat bijgevolg de volgende samenstelling van de Nederlandstalige Adviesraad Cultuur wordt voorgelegd, voor de periode van 2025-2030:

Maximaal zes vertegenwoordigers van culturele verenigingen en organisaties die actief zijn op het grondgebied van de gemeente Vorst en die hoofdzakelijk werken met professionele beroepskrachten, waaronder een afgevaardigde van Bib Vorst en een afgevaardigde van GC Ten Weyngaert:

- WIELS/Park Poétik - vertegenwoordiger Lisa Pleysier
- LD3/MIRO - vertegenwoordiger Hans Meirlaen
- Playful Situations – vertegenwoordiger Tessa Goossens
- Bib Vorst – vertegenwoordiger Elise Ghyselen
- GC Ten Weyngaert – vertegenwoordiger Kris Vanslambrouck

Maximaal vier vertegenwoordigers van culturele verenigingen en organisaties die actief zijn op het grondgebied van de gemeente Vorst en die hoofdzakelijk werken met vrijwilligers:

- Minibus Music – vertegenwoordiger Ruth Flikschuh
- Jolifanto - vertegenwoordiger Kevin Leers
- Level Five – vertegenwoordiger Karolien Chromiak
- Oudercomité Parkschool – Aurélie van der Werf (voorzitter)

Maximaal vier inwoners van de gemeente met culturele expertise:

- Patrice Luwel

- Susanne Weck
- Magali Coremans
- Mathilde Oechsner

#### BESLIST:

De nieuwe samenstelling van de Nederlandstalige Adviesraad Cultuur van Vorst 2025-2030 goed te keuren, zijnde:

Vijf vertegenwoordigers van culturele verenigingen en organisaties die actief zijn op het grondgebied van de gemeente Vorst en die hoofdzakelijk werken met professionele beroepskrachten:

- WIELS/Park Poétik - vertegenwoordiger Lisa Pleysier
- LD3/MIRO - vertegenwoordiger Hans Meirlaen
- Playful Situations – vertegenwoordiger Tessa Goossens
- Bib Vorst – vertegenwoordiger Elise Ghyselen
- GC Ten Weyngaert – vertegenwoordiger Kris Vanslambrouck

Vier vertegenwoordigers van culturele verenigingen en organisaties die actief zijn op het grondgebied van de gemeente Vorst en die hoofdzakelijk werken met vrijwilligers:

- Minibus Music – vertegenwoordiger Ruth Flikschuh
- Jolifanto - vertegenwoordiger Kevin Leers
- Level Five – vertegenwoordiger Karolien Chromiak
- Oudercomité Parkschool – Aurélie van der Werf (voorzitter)

Vier inwoners van de gemeente met culturele expertise:

- Patrice Luwel
- Susanne Weck
- Magali Coremans
- Mathilde Oechsner

## Bibliothèque NL - Bibliotheek NL

### 37 Bibliothèque néerlandophone – Recomposition de l'organe de gestion – Ratification.

LE CONSEIL,

Vu le Décret du 6 juillet 2012 de la Communauté flamande relatif à une politique culturelle locale, et l'Arrêté du Gouvernement flamand du 26 octobre 2012 portant exécution dudit décret ;

Vu l'accord du Conseil communal du 12 novembre 2019 relatif à l'adhésion de la commune de Forest à ce décret, ainsi que l'approbation du Plan communal de politique culturelle locale pour la période 2020-2025 ;

Vu la décision du Conseil communal du 5 décembre 2023 relative à l'adaptation et à la ratification du Règlement organique de la bibliothèque néerlandophone ;

Vu l'article 7 du règlement précité, stipulant que cet organe doit être intégralement renouvelé après l'installation d'un nouveau Conseil communal, et ce au plus tard dans un délai de six mois ;

Vu l'article 5 du règlement précité, qui précise que cet organe doit être composé d'usagers de la

bibliothèque et de personnes expertes, conformément à l'article 9c du décret sur le Pacte culturel ; que le nombre maximal de membres votants est fixé à 12 ; qu'ils ne doivent pas nécessairement être domiciliés à Forest ; et que l'Échevin compétent, le coordinateur de la politique culturelle ainsi que le bibliothécaire assistent aux réunions en tant qu'observateurs ;

Vu l'article 5 du même règlement, indiquant que toute recomposition de l'organe de gestion doit être soumise à la ratification du Conseil communal ;

Considérant la proposition de recomposer l'organe de gestion de la bibliothèque néerlandophone avec les membres votants suivants :

- Madame Emilie Ben Hammouda, Rue des Châtaignes 38, 1190 Forest
- Madame Eva Van Belle, Avenue de Monte Carlo 102 boîte 73, 1190 Forest
- Madame Ann Depoorter, Rue Hippolyte Vervack 22 boîte 8, 1190 Forest
- Madame Gerda Van den Dries, Avenue Van Volxem 385 boîte 9, 1190 Forest
- Monsieur Jan De Coster, Avenue de Monte Carlo 68, 1190 Forest
- Madame Watcharita Aroon, Avenue Jean Volders 37-39 boîte 10, 1060 Saint-Gilles
- Madame Veerle Ronsmans, Avenue du Domaine 37/3, 1190 Forest
- Madame Elise Allegaert, Avenue Général Dumonceau 92, 1190 Forest
- Madame Sophie Godfroid, Avenue Van Volxem 385 boîte 6, 1190 Forest
- Madame Sandra Fernandez, Rue des Glands 15, 1190 Forest
- Madame Imane Boufrahi, Rue George Leclercq 105, 1190 Forest
- Madame Judith Hellers, Rue de Mérode 447, 1190 Forest

DECIDE :

De ratifier la recomposition de l'organe de gestion de la bibliothèque néerlandophone, à savoir :

- Madame Emilie Ben Hammouda, Rue des Châtaignes 38, 1190 Forest
- Madame Eva Van Belle, Avenue de Monte Carlo 102 boîte 73, 1190 Forest
- Madame Ann Depoorter, Rue Hippolyte Vervack 22 boîte 8, 1190 Forest
- Madame Gerda Van den Dries, Avenue Van Volxem 385 boîte 9, 1190 Forest
- Monsieur Jan De Coster, Avenue de Monte Carlo 68, 1190 Forest
- Madame Watcharita Aroon, Avenue Jean Volders 37-39 boîte 10, 1060 Saint-Gilles
- Madame Veerle Ronsmans, Avenue du Domaine 37/3, 1190 Forest
- Madame Elise Allegaert, Avenue Général Dumonceau 92, 1190 Forest
- Madame Sophie Godfroid, Avenue Van Volxem 385 boîte 6, 1190 Forest
- Madame Sandra Fernandez, Rue des Glands 15, 1190 Forest
- Madame Imane Boufrahi, Rue George Leclercq 105, 1190 Forest
- Madame Judith Hellers, Rue de Mérode 447, 1190 Forest

---

### **Nederlandstalige bibliotheek – Hersamenstelling van het beheersorgaan - Bekrachtiging.**

DE RAAD,

Gelet op het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 6 juli 2012 betreffende het lokaal cultuurbeleid, en op het besluit van de Vlaamse Regering van 26 oktober 2012 tot uitvoering van voornoemd decreet;

Gelet op het akkoord van de Gemeenteraad van 12 november 2019 betreffende de instap van de gemeente Vorst in het decreet betreffende het lokaal cultuurbeleid, alsook op de goedkeuring van het gemeentelijk lokaal cultuurbeleidsplan voor de periode 2020-2025;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 5 december 2023 betreffende de aanpassing en bekrachtiging van het organiek reglement van de Nederlandstalige bibliotheek;

Gelet op artikel 7 van bovenvermeld reglement, dat bepaalt dat het beheersorgaan na de installatie van

een nieuwe Gemeenteraad volledig vernieuwd moet worden, en dit uiterlijk zes maanden nadien;

Gelet op artikel 5 van het bovenvermeld reglement, dat bepaalt dat dit beheersorgaan moet zijn samengesteld uit bibliotheekgebruikers en deskundigen, overeenkomstig artikel 9c van het Cultuurpactdecreet; dat het maximale aantal stemgerechtigde leden 12 bedraagt; dat de leden niet in Vorst gedomicilieerd hoeven te zijn; en dat de bevoegde schepen, de cultuurbeleidscoördinator en de bibliothecaris de vergaderingen bijwonen als waarnemers;

Gelet op artikel 5 van hetzelfde reglement, waarin is bepaald dat elke hersamenstelling van het beheersorgaan ter bekrachtiging dient te worden voorgelegd aan de Gemeenteraad;

Overwegende het voorstel om het beheersorgaan van de Nederlandstalige bibliotheek te hersamenstellen met volgende stemgerechtigde leden:

- Mevrouw Emilie Ben Hammouda, Kastanjestraat 38, 1190 Vorst
- Mevrouw Eva Van Belle, Monte-Carlolaan 102 bus 73, 1190 Vorst
- Mevrouw Ann Depoorter, Hippolyte Vervackstraat 22 bus 8, 1190 Vorst
- Mevrouw Gerda Van den Dries, Van Volxemlaan 385 bus 9, 1190 Vorst
- De heer Jan De Coster, Monte-Carlolaan 68, 1190 Vorst
- Mevrouw Watcharita Aroon, Jean Volderslaan 37-39 bus 10, 1060 Sint-Gillis
- Mevrouw Veerle Ronsmans, Domeinlaan 37/3, 1190 Vorst
- Mevrouw Elise Allegaert, Generaal Dumonceaulaan 92, 1190 Vorst
- Mevrouw Sophie Godfroid, Van Volxemlaan 385 bus 6, 1190 Vorst
- Mevrouw Sandra Fernandez, Eikelstraat 15, 1190 Vorst
- Mevrouw Imane Boufrahi, George Leclercqstraat 105, 1190 Vorst
- Mevrouw Judith Hellers, de Mérodestraat 447, 1190 Vorst

BESLIST:

De hersamenstelling van het beheersorgaan van de Nederlandstalige bibliotheek, met volgende stemgerechtigde leden, te bekrachtigen:

- Mevrouw Emilie Ben Hammouda, Kastanjestraat 38, 1190 Vorst
- Mevrouw Eva Van Belle, Monte-Carlolaan 102 bus 73, 1190 Vorst
- Mevrouw Ann Depoorter, Hippolyte Vervackstraat 22 bus 8, 1190 Vorst
- Mevrouw Gerda Van den Dries, Van Volxemlaan 385 bus 9, 1190 Vorst
- De heer Jan De Coster, Monte-Carlolaan 68, 1190 Vorst
- Mevrouw Watcharita Aroon, Jean Volderslaan 37-39 bus 10, 1060 Sint-Gillis
- Mevrouw Veerle Ronsmans, Domeinlaan 37/3, 1190 Vorst
- Mevrouw Elise Allegaert, Generaal Dumonceaulaan 92, 1190 Vorst
- Mevrouw Sophie Godfroid, Van Volxemlaan 385 bus 6, 1190 Vorst
- Mevrouw Sandra Fernandez, Eikelstraat 15, 1190 Vorst
- Mevrouw Imane Boufrahi, George Leclercqstraat 105, 1190 Vorst
- Mevrouw Judith Hellers, de Mérodestraat 447, 1190 Vorst

---

## AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

### Secrétariat - Secretariaat

#### 38 Question orale relative au plan canicule (à la demande de Monsieur Peycker, conseiller communal).

Madame la Présidente, Monsieur le Bourgmestre, Mesdames, Messieurs les Échevins, chers Collègues,

Les vagues de chaleur se multiplient et s'intensifient à Bruxelles, et la commune de Forest n'y échappe pas. Le phénomène d'îlot de chaleur urbain, aggravé par la densité bâtie et la minéralisation des surfaces, augmente considérablement les risques sanitaires, notamment pour les publics les plus vulnérables.

Selon Sciensano, la surmortalité estivale affecte principalement les personnes âgées de plus de 65 ans, en particulier celles vivant seules dans des logements mal isolés, souvent sans ventilation. Ce constat est préoccupant, d'autant plus que le nombre de jours de canicule à Bruxelles pourrait dépasser les 50 jours par an d'ici la fin du siècle.

Certaines communes ont déjà pris des mesures concrètes, telles que l'affichage de messages de prévention sur panneaux électroniques, la mise en place de numéros verts locaux ou de campagnes ciblées. Ces dispositifs de proximité sont essentiels pour informer, accompagner et protéger les habitants.

Les Engagé.e.s, à travers leur programme communal et régional, plaident pour une politique de résilience urbaine, de justice environnementale et de santé préventive, ancrée dans la proximité et la coordination inter-niveaux. Notre mouvement appelle à une mobilisation locale renforcée pour faire face aux vagues de chaleur, en cohérence avec notre ambition de faire de Forest une commune juste, inclusive et durable.

Dans ce cadre, je souhaite vous poser les questions suivantes :

Vous actez, dans votre déclaration de politique communale, la poursuite de la mise en œuvre des actions du plan climat. Ce plan dispose-t-il actuellement d'un plan communal de prévention et d'adaptation aux vagues de chaleur ? Si oui, celui-ci sera-t-il actualisé pour l'été 2025 ?

Des dispositifs spécifiques de veille ou d'accompagnement des personnes âgées isolées sont-ils en place ou envisagés en cas de forte chaleur ?

La commune prévoit-elle d'utiliser ses supports de communication (panneaux électroniques, réseaux sociaux, site web, flyers, etc.) pour diffuser des conseils de prévention en cas de canicule ?

Des actions coordonnées ont-elles été entreprises avec les CPAS, les maisons médicales, les associations de quartier ou les services d'aide à domicile pour mieux identifier et protéger les publics à risque ?

La cartographie des îlots de chaleur établie par Bruxelles Environnement est-elle utilisée par l'administration forestoise comme outil de planification ou d'intervention ? La commune plaide-t-elle pour son actualisation ?

Et enfin quelles sont les collaborations en place entre la région et la commune dans le cadre de la prévention et de l'adaptation aux vagues de chaleur.

Dans un contexte de dérèglement climatique, les pouvoirs locaux ont un rôle crucial à jouer. La commune de Forest doit être exemplaire dans la protection des publics vulnérables, la communication préventive et l'adaptation urbaine. Il est de notre responsabilité d'anticiper les canicules à venir, avec des mesures concrètes et accessibles à toutes et tous.

Stéphane PEYCKER

Conseiller Communal



---

**Mondelinge vraag over het hittegolfplan (op vraag van de heer Peycker, gemeenteraadslid).**

Mevrouw de voorzitter, Mijnheer de burgemeester, Dames en heren schepenen, Beste collega's,

Hittegolven komen steeds vaker voor en worden steeds intenser in Brussel, en ook de gemeente Vorst ontsnapt er niet aan. Het fenomeen van hitte-eilanden in de stad, dat wordt versterkt door de bouwdichtheid en de verharding, verhoogt de gezondheidsrisico's aanzienlijk, vooral voor de meest kwetsbaren.

Volgens Sciensano treft de oversterfte in de zomer vooral 65-plussers, in het bijzonder mensen die alleen wonen in slecht geïsoleerde woningen, vaak zonder ventilatie. Deze vaststelling is zorgwekkend, temeer daar het aantal hittegolfdagen in Brussel tegen het einde van de eeuw zou kunnen oplopen tot meer dan 50 dagen per jaar.

Sommige gemeenten hebben al concrete maatregelen genomen, zoals het verspreiden van preventieboodschappen via elektronische borden, het aanbieden van gratis groene telefoonnummers of gerichte campagnes. Deze lokale maatregelen zijn essentieel om de inwoners te informeren, te begeleiden en te beschermen.

Les Engagé.e.s pleiten via hun gemeentelijk en gewestelijk programma voor een beleid van stedelijke veerkracht, milieurechtvaardigheid en preventieve gezondheidszorg, verankerd in nabijheid en coördinatie tussen de verschillende niveaus. Onze beweging roept op tot meer lokale mobilisatie om het hoofd te bieden aan hittegolven, in overeenstemming met onze ambitie om van Vorst een rechtvaardige, inclusieve en duurzame gemeente te maken.

In dat kader wil ik de volgende vragen stellen:

- In uw gemeentelijke beleidsverklaring bevestigt u dat u de uitvoering van de acties van het klimaatplan zal voortzetten. Beschikt dit plan momenteel over een gemeentelijk plan voor preventie en aanpassing aan hittegolven? Zo ja, wordt dit plan geactualiseerd voor de zomer 2025?
- Zijn er al of komen er specifieke maatregelen voor de opvolging of begeleiding van geïsoleerde ouderen in geval van extreme hitte?
- Is de gemeente van plan haar communicatiemiddelen (elektronische borden, sociale netwerken, website, flyers, ...) te gebruiken om preventietips te verspreiden bij hittegolven?
- Zijn er gecoördineerde acties ondernomen met de OCMW's, medische huizen, buurtverenigingen of thuiszorgdiensten om risicogroepen beter te identificeren en te beschermen?
- Wordt de door Leefmilieu Brussel opgestelde kaart van hitte-eilanden door het gemeentebestuur van Vorst gebruikt als plannings- of interventie-instrument? Pleit de gemeente voor een actualisering ervan?
- En tot slot, welke samenwerkingsverbanden bestaan er tussen gewest en gemeente in het kader van de preventie van en aanpassing aan hittegolven?

In een context van klimaatverandering hebben lokale overheden een cruciale rol te spelen. De gemeente Vorst moet een voorbeeldfunctie vervullen op het vlak van de bescherming van kwetsbare groepen, preventieve communicatie en aanpassing van het leven in de stad. Het is onze

verantwoordelijkheid om te anticiperen op hittegolven, met concrete maatregelen die voor iedereen toegankelijk zijn.

Stéphane

PEYCKER

Gemeenteraadslid

Fractieleader Les

Engagé.e.s

*1 annexe / 1 bijlage*

---

**39 Question orale : Quand le blocage régional fragilise nos associations : quel rôle pour Forest ? (à la demande de Monsieur Peycker, conseiller communal).**

Madame la Présidente, Monsieur le Bourgmestre, Mesdames, Messieurs les Échevins, chers Collègues,

J'observe, comme beaucoup ici, que l'on entend régulièrement notre majorité nous expliquer les impacts possibles et futurs, des réformes qui seront mises en œuvre par l'Arizona, la coalition fédérale à laquelle le partenaire de majorité forestois Vooruit participe. Un tout petit détail souvent omis dans vos communications sur l'Arizona.

Mais, curieusement, on entend beaucoup moins de voix s'exprimer sur le blocage politique bruxellois, lui bien actuel, et dont les effets sont déjà parfaitement mesurables ici, à Bruxelles et à Forest.

Ce silence est d'autant plus étonnant que cette paralysie met aujourd'hui en difficulté de nombreuses associations bruxelloises et forestoises.

Celles-ci peinent à boucler ou à établir leurs budgets, à maintenir leur personnel, à programmer des activités. Le cas de la Mission locale pour l'emploi de Forest, "fonctionnant à la petite semaine", faute de budget et de politique claire, comme l'a révélé la presse le 7 juin, en est une illustration frappante.

Je le dis ici avec clarté : toutes nos formations politiques portent une part de responsabilité dans cette situation. Certaines plus que d'autres. Mais dans l'immédiat, ce sont les acteurs de terrain, et au fond nos habitants, qui en paient le prix.

Dans ce cadre, je souhaite vous poser les questions suivantes :

- Disposez-vous aujourd'hui d'un état des lieux précis de l'impact de l'absence de gouvernement régional sur les associations forestoises ? Avez-vous été saisi, formellement ou informellement, de difficultés concrètes rencontrées par certaines d'entre elles ?
- Dans le cas spécifique de la Mission locale pour l'emploi de Forest, la commune est-elle en contact avec les responsables ? Un soutien temporaire, une démarche de relais politique, est-elle envisagée ?
- D'autres structures associatives forestoises, dans le champ de l'insertion, de la cohésion sociale, de la jeunesse, de la culture ou du sport, font-elles aujourd'hui remonter des signaux d'alerte liés au blocage institutionnel bruxellois ?
- La commune prévoit-elle de prendre des initiatives politiques en ce sens, par exemple en relayant cette problématique via la Conférence des bourgmestres ou auprès des ministres

régionaux concernés ?

- Enfin, quel message de soutien ou de lisibilité la commune peut-elle adresser, dès à présent, aux associations forestoises pour les aider à traverser cette période d'incertitude ?

Je le redis : ce qui se joue ici n'est pas une question de postures politiques abstraites. C'est une question de capacité de terrain à continuer d'accompagner nos habitants, à continuer de tisser du lien là où il se défait. Si nous restons passifs face à cette situation, ce sont nos quartiers qui en feront les frais.

Forest, commune engagée pour son tissu associatif, ne peut pas être simplement spectatrice.

Merci d'avance pour les réponses que vous pourrez nous apporter.

Stéphane PEYCKER

Conseiller Communal

Chef de groupe Les

Engagé.e.s

---

**Mondelinge vraag : welke rol speelt Vorst als de gewestelijke impasse onze verenigingen ondermijnt (op vraag van de heer Peycker, gemeenteraadslid).**

Mevrouw de voorzitter, Mijnheer de burgemeester, Dames en heren schepenen, Beste collega's,

Zoals velen hier stel ik vast dat we onze meerderheid regelmatig de mogelijke en toekomstige gevolgen horen uitleggen van de hervormingen die zullen worden doorgevoerd door Arizona, de federale coalitie waaraan de Vorstse meerderheidspartner Vooruit deelneemt. Een klein detail dat vaak weggelaten wordt in uw communicatie over Arizona.

Maar vreemd genoeg horen we veel minder over de politieke impasse in Brussel, die er wel degelijk is en waarvan de gevolgen hier, in Brussel en in Vorst, al perfect meetbaar zijn.

Dit stilzwijgen is des te verwonderlijker aangezien deze stilstand momenteel veel Brusselse en Vorstse verenigingen in moeilijkheden brengt.

Ze hebben het moeilijk om hun begroting in evenwicht te brengen of op te stellen, hun personeel te behouden en activiteiten te plannen. Het geval van de Mission locale pour l'emploi de Forest, die lukraak te werk gaat bij gebrek aan een budget en een duidelijk beleid, zoals de pers op 7 juni onthulde, is hiervan een treffend voorbeeld.

Laat me duidelijk zijn: al onze politieke partijen dragen een deel van de verantwoordelijkheid voor deze situatie. Sommige meer dan andere. Maar op dit moment zijn het de actoren op het terrein, en uiteindelijk onze inwoners, die de prijs betalen.

In dat kader wil ik de volgende vragen stellen:

- Hebt u momenteel een duidelijk beeld van de impact van het gebrek aan een gewestregering op de Vorstse verenigingen? Bent u, formeel of informeel, op de hoogte gebracht van specifieke moeilijkheden die sommige van hen ondervinden?
- Staat de gemeente in het specifieke geval van de Mission locale pour l'emploi de Forest in

contact met de verantwoordelijken? Zijn er plannen voor tijdelijke ondersteuning of een politieke tussenkomst?

- Geven andere verenigingen in Vorst, die actief zijn op het gebied van integratie, sociale cohesie, jeugd, cultuur of sport, momenteel waarschuwingssignalen af in verband met de institutionele impasse in Brussel?
- Is de gemeente van plan politieke initiatieven in dit verband te nemen, bijvoorbeeld door deze problematiek aan de orde te stellen in de Conferentie van burgemeesters of bij de betrokken gewestelijke ministers?
- Tot slot, welke ondersteunende of duidelijke boodschap kan de gemeente nu al geven aan de Vorstse verenigingen om hen door deze onzekere periode te helpen?

Ik zeg het nog maar eens: het gaat hier niet om abstracte politieke standpunten. Het is een kwestie van ons vermogen op het terrein om onze inwoners te blijven ondersteunen, om banden te blijven smeden waar die verbroken worden. Als we passief blijven tegenover deze situatie, zullen onze wijken het zwaar te verduren krijgen.

Vorst, een gemeente die zich inzet voor haar verenigingsleven, kan niet zomaar toekijken.

Alvast bedankt voor de antwoorden die u ons kan bieden.

PEYCKER

Stéphane

Gemeenteraadslid

Fractieleider Les

Engagé.e.s

*1 annexe / 1 bijlage*